



Entreprises de services de sécurité et de défense russes et chinoises en Afrique : deux modèles concurrents ?

Recherches & Documents

N°09/2024

Djenabou Cisse

Chargée de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Simon Menet

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

avec la contribution de **Marie de Vries**

Assistante de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Juin 2024

www.frstrategie.org

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

Directeur de la publication : Bruno Racine

ISSN : 2273 - 4644

© FRS 2024 — tous droits réservés

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration sous réserve de préciser le nom et la qualité de l'auteur et la source de la citation, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
TYPOLOGIE DES ENTREPRISES DE SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE	6
1. ESSD CHINOISES EN AFRIQUE : UN MODÈLE ALTERNATIF POUR LA PROTECTION DES INTÉRÊTS CHINOIS À L'ÉTRANGER.....	7
1.1. Une internationalisation tardive mais croissante des ESSD chinoises.....	8
1.1.1. Une industrie de la sécurité privée tournée vers la demande intérieure	8
1.1.2. Une présence chinoise en expansion sur le marché africain	9
▶ Une prédominance d'ESSD chinoises de Classe 2	10
▶ Une répartition géographique liée aux intérêts économiques chinois sur le continent.....	12
1.2. Des acteurs clés de la diplomatie sécuritaire chinoise sur le continent.....	13
1.2.1. Une mission prioritaire : protéger les intérêts chinois.....	13
1.2.2. Des agents d'influence et de contrôle au service de l'État-Parti chinois.....	16
1.3. Vers une recomposition de la sécurité privée « aux caractéristiques chinoises » ?.....	20
1.3.1. Vers une nouvelle forme d'ESSD chinoises ?	20
1.3.2. D'importantes lacunes à surmonter	23
2. ESSD RUSSES EN AFRIQUE : UN MODÈLE LUCRATIF EN TRANSFORMATION.....	25
2.1. Avant 2023 : un modèle marqué par le monopole de Wagner.....	25
2.1.1. Les ESSD russes en Afrique : une présence disparate et limitée.....	25
2.1.2. Wagner ou la vitrine des ESSD russes en Afrique	29
2.1.3. Wagner et le pouvoir : entre liens ambigus et bénéfiques mutuels.....	31
2.2. Depuis 2023 : un modèle en reconfiguration.....	32
2.2.1. Mort d'Evgueni Prigojine : un tournant majeur, illustrant la fragilité de l'ancien modèle.....	32
2.2.2. Africa Corps : la reprise en mains de Wagner par le Kremlin	33
▶ Organisation.....	33
▶ Implantation	37
2.3. Quel avenir pour la sécurité privée russe en Afrique ?.....	44
2.3.1. La reprise en main du Kremlin : gage de stabilité ou perte d'atouts stratégiques ?	44
2.3.2. « Wagner est mort, vive Wagner ? »	45

3.	LES ESSD, UNE MENACE HÉTÉROGÈNE À MIEUX PRENDRE EN COMPTE	48
3.1.	Les enjeux de la présence d'ESSD russes et chinoises	48
3.2.	Implications pour la France	52
	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	54
ANNEXE 1	CARTOGRAPHIE DES ESSD CHINOISES EN AFRIQUE	57
ANNEXE 2	CARTOGRAPHIE DE LA PRÉSENCE D'ESSD RUSSES ET CHINOISES EN AFRIQUE.....	58
ANNEXE 3	CARTOGRAPHIE DE WAGNER ET AFRICA CORPS EN AFRIQUE	59
ANNEXE 4	INFOGRAPHIE DE L'EMPIRE DE PRIGOJINE EN AFRIQUE	60
ANNEXE 5	INFOGRAPHIE INDICATIVE D'AFRICA CORPS	61
ANNEXE 6	TABLEAU COMPARATIF DE WAGNER ET AFRICA CORPS	62
ANNEXE 7	CHRONOLOGIE DE LA CRÉATION ET DE L'IMPLANTATION D'AFRICAN INITIATIVE ET D'AFRICA CORPS EN AFRIQUE	63

Entreprises de services de sécurité et de défense russes et chinoises en Afrique : deux modèles concurrents ?

Introduction

Le secteur des entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) a connu une nette expansion ces dernières décennies, en particulier sur le marché africain. La multiplication des crises sécuritaires sur le continent (augmentation de la menace terroriste et des conflits intercommunautaires, guerres civiles ou conflits insurrectionnels) alliée aux difficultés de certains gouvernements africains à y faire face a justifié le recours croissant aux ESSD. Outre les entreprises locales, de nombreuses ESSD étrangères sont implantées sur le continent, avec des missions allant de la protection de ressortissants au soutien d'opérations menées par les forces armées locales. Parmi ces entreprises, les sociétés russes et chinoises apparaissent particulièrement actives en Afrique. Depuis les années 2000, la Chine et la Russie se sont affirmées comme des acteurs de premier plan en matière de sécurité internationale et, à ce titre, ont considérablement développé leur influence sur le continent, notamment via les ESSD.

L'expansion des ESSD chinoises en Afrique est principalement venue répondre à une volonté de sécurisation des ressortissants, dont le nombre sur le continent est estimé à plus d'un million, et des intérêts économiques de la Chine, premier partenaire commercial (national) de l'Afrique, avec un volume d'échanges s'élevant à 282 milliards de dollars en 2022. Une entreprise comme Frontier Services Group (FSG) affirmait en 2019 que l'Afrique était sa plus importante source de revenus¹. Quant aux ESSD russes, le marché africain a jusqu'à présent été dominé par le groupe paramilitaire Wagner, qui s'est imposé comme le principal outil d'expansion de l'influence russe, en assurant notamment la sécurité de certains régimes, comme en Centrafrique ou au Mali, et en participant à des campagnes de manipulation de l'information.

Alors que le secteur des ESSD a d'abord été façonné principalement par les Anglo-Saxons dans une logique de rationalité économique, les pratiques russes et chinoises, marquées par des logiques d'influence, sont venues reconfigurer le marché ces dernières années. Si la Chine et la Russie utilisent toutes deux les ESSD comme des outils pour promouvoir leurs intérêts respectifs en Afrique, les deux pays poursuivent toutefois des approches différentes : cadre institutionnel et juridique, logiques d'implantation, champs d'activités, modes opératoires, etc.

¹ Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, « Les entreprises de services de sécurité et de défense : nouvelles dynamiques et implications pour nos armées », Observatoire des conflits futurs, [Fondation pour la recherche stratégique](#), 3 mai 2021.

Dans un contexte de forte compétition stratégique entre puissances, une analyse des différentes ESSD russes et chinoises s'impose afin de mieux identifier les stratégies à l'œuvre et d'en déduire les implications stratégiques pour les forces armées françaises.

Ce travail est d'autant plus important que la littérature existante à ce sujet est souvent focalisée sur le groupe paramilitaire Wagner et une poignée d'entreprises de sécurité privée chinoises. En dehors de l'excellent livre d'Alessandro Arduino paru en 2023², peu d'études comparatives précises se sont concentrées sur l'Afrique, notamment sur l'Afrique subsaharienne, en dépit des importants enjeux stratégiques et sécuritaires sur le continent.

Ainsi après avoir présenté chaque modèle dans les deux premières parties (cadres historiques et juridiques, stratégies et liens avec les organes de pouvoir, mutations en cours), la troisième partie comparera les deux modèles, en mettant l'accent sur les relations entre les marchés de la sécurité privée des deux pays. Il apparaît que les différences entre les ESSD russes et chinoises les rendent pour l'heure complémentaires, si bien que des formes de coopération sino-russe dans le secteur commencent à émerger. Ceci étant, compte tenu de l'ampleur des intérêts économiques chinois sur le continent et de la maîtrise par Pékin des modes d'action hybrides, on ne peut exclure que l'offre de sécurité privée chinoise vienne à terme concurrencer l'offre russe.

Typologie des entreprises de services de sécurité et de défense

L'absence de définition faisant consensus sur les ESSD et les sociétés militaires privées (SMP) – illustrée par la multitude de termes souvent utilisés, à tort, de manière interchangeable (SMP, « mercenaires », « entreprise de sécurité privée », etc.) – suscite de nombreux amalgames entre des entités pourtant très différentes. La typologie établie par Aude Thomas, Vincent Tourret et Philippe Gros³ a le mérite de permettre le recours à un seul terme – ESSD – tout en mettant en évidence les réalités nombreuses et contrastées que couvre le secteur. La présente étude reprend donc cette typologie, et la complète avec une quatrième catégorie :

- ▶ **CLASSE 1 – Entreprises de conseil** : elles sont spécialisées dans le conseil, l'audit, la recherche et la formation. N'apportant qu'un savoir-faire méthodologique ou technique, ces entreprises ne peuvent pas déployer d'unités combattantes, de capacités ou d'équipement ;
- ▶ **CLASSE 2 – Entreprises fournisseuses de ressources de niche** : en plus des services de conseil, ces entreprises peuvent proposer des services marchands en mettant en œuvre des équipements (dont des armements) et des spécialités rares, telles que la ressource humaine de niche (sélection, recrutement, formation de personnels spécialisés). Elles peuvent mettre en place des équipes de terrain et en assurer la logistique ;
- ▶ **CLASSE 3 – Entreprises à capacité opérationnelle cohérente** : entreprises ou groupes capables de mettre en œuvre des aptitudes opérationnelles supérieures pour le

² Alessandro ARDUINO, *Money for Mayhem: Mercenaries, Private Military Companies, Drones, and the Future of War*, Rowman & Littlefield Publishers, 2023.

³ Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, *op. cit.*

compte d'un client. Elles se distinguent de la classe 2 par une capacité à fédérer plusieurs entreprises, à opérer en cluster avec d'autres ESSD, afin de monter les différentes capacités d'une fonction opérationnelle et d'en assurer le bon fonctionnement dans le milieu d'engagement considéré : « *Il s'agit par exemple d'ESSD capables d'assurer des fonctions de commandement et contrôle (C2), d'Intelligence, Surveillance, Reconnaissance (ISR) et de guerre électronique ainsi que de feux dans la profondeur* »⁴.

- ▶ **CLASSE 4 – Entreprises dont les activités dépassent la fourniture de services de sécurité.** Ces entreprises à capacités opérationnelles très sophistiquées sont capables de fédérer des entreprises pour mettre en œuvre des activités politiques et stratégiques (voire géopolitiques) dépassant le champ strictement sécuritaire : activités médiatiques, influence politique, exploitation de ressources, etc. En conséquence, ces entreprises disposent d'une grande autonomie et d'une vaste marge de manœuvre, leur permettant de répondre aux intérêts de leur(s) fondateur(s) et à ceux du régime.

La majorité des ESSD chinoises identifiées en Afrique appartiennent à la Classe 2, alors que les ESSD russes sont principalement de la Classe 3 (et dans une moindre mesure de la Classe 2). Seule Wagner (et peut-être bientôt Africa Corps) se distingue par la diversité de ses activités, ainsi que par l'emploi massif de la stratégie de déni plausible, si bien que la Classe 4 lui est, pour l'heure, réservée. En outre, les entreprises russes conventionnellement appelées « sociétés militaires privées » (SMP), comme Convoy, Patriot, Redut ou Wagner, sont considérées ici comme des ESSD de Classes 3 et 4.

1. ESSD chinoises en Afrique : un modèle alternatif pour la protection des intérêts chinois à l'étranger

Contrairement aux entreprises occidentales ou russes, les ESSD chinoises se sont internationalisées relativement tardivement, en réponse aux incidents croissants affectant les projets chinois en périphérie de la Chine et en Afrique. Malgré ce retard, les ESSD chinoises, portées par la diplomatie sécuritaire de la Chine en Afrique, occupent une place croissante sur le marché africain. Même si la logique entrepreneuriale reste structurante, ces entreprises servent avant tout à protéger les intérêts chinois dans la zone, priorité absolue de l'État-Parti. Leur proximité avec l'appareil étatique en fait également des relais privilégiés de Pékin pour étendre les pouvoirs extraterritoriaux du régime, en particulier dans des pays où les diasporas chinoises sont bien représentées, comme l'Afrique du Sud, et renforcer son influence sur le plan sécuritaire.

L'évolution des missions des ESSD chinoises s'est accompagnée d'une recomposition du secteur : restructuration des principales entreprises, expansion et sophistication des services proposés, etc. Des incidents impliquant des ESSD au Kenya, au Zimbabwe ou encore en Zambie signalent toutefois d'importantes carences dans le développement du modèle chinois, qui peine à réellement se professionnaliser et à rivaliser avec ses concurrents.

⁴ Ibid.

1.1. Une internationalisation tardive mais croissante des ESSD chinoises

1.1.1. Une industrie de la sécurité privée tournée vers la demande intérieure

La Chine détient l'un des plus vastes marchés de services de sécurité à l'échelle mondiale. Le ministère de la Sécurité Publique (MSP – 公安部), qui supervise le secteur, estime ainsi qu'il y a 16 000 entreprises de services de sécurité dans le pays, qui emploient plus de 6,4 millions de personnels⁵. Par comparaison, le secteur en France comptait 5 700 établissements et près de 134 000 salariés en 2019⁶.

La première entreprise de services de sécurité en Chine a été établie en 1984 par le Bureau de la sécurité publique de Shenzhen (Guangdong). D'autres sociétés ont par la suite été mises en place par d'autres bureaux de la sécurité publique à travers le pays, principalement pour des activités de gardiennage, de patrouille ou d'inspection de sites. Les plus anciennes entreprises incluent Zhongrong Security Service (中融安保集团有限责任公司), créée en 1987 à Chengdu, et China Security & Protection Co. Ltd. (CSP – 中安保实业有限公司), fondée par le MSP en 1994 et qui compte aujourd'hui plus de 20 000 gardes.

Pendant plus de trois décennies, les ESSD chinoises pouvaient être établies seulement par les organes de sécurité publique, qui contrôlaient étroitement leur développement et leurs activités. Ce schéma a commencé à évoluer en amont des Jeux olympiques de Pékin de 2008, lorsque que le MSP a déclaré en 2006 que « *l'industrie chinoise des services de sécurité mettra progressivement en œuvre la séparation du gouvernement et des entreprises, ainsi que la séparation de la gestion et de l'administration* »⁷. En 2009-10, l'adoption puis la ratification du Règlement sur la gestion des services de sécurité (保安服务管理条例) a marqué un tournant majeur. Ce texte a légalisé les entreprises de sécurité privée, ouvrant la voie à une forte expansion du secteur. Il a également consolidé le cadre réglementaire⁸, influencé par ailleurs par la législation sur les armes à feu. Le secteur est en effet strictement encadré par la loi de 1996 sur le contrôle des armes (枪支管理法) et le Règlement de 2002 sur l'administration de l'utilisation des armes à feu par les gardes et les escortes à plein temps (专职守护押运人员枪支使用管理条例) : les employés d'ESSD immatriculées en Chine ne peuvent pas légalement porter d'armes, sauf rares exceptions. Ces dispositions restent cependant floues sur les activités à l'étranger, où la règle générale est dès lors l'interdiction pour les Chinois d'utiliser des armes – même s'il existe de nombreuses dérives (cf. section 1.3.2).

Le marché de la sécurité privée chinois est largement centré sur la demande domestique. Les statistiques de la China Security Association (CSA – 中国保安协会) révèlent que sur les dizaines de milliers de sociétés du secteur, seules 57 entreprises étaient actives à l'étranger en

⁵ « 公安部: 截至2022年底全国有保安企业1.6万余家、保安员644万余人 » [Ministry of Public Security: As of the end of 2022, there were more than 16,000 security companies and more than 6.44 million security guards nationwide], [Guangming Daily](#), 3 août 2023.

⁶ « La sécurité privée modérément affectée par la crise, des taux de marge toujours faibles », [INSEE](#), 26 octobre 2021.

⁷ « 中国将有步骤地对外开放保安服务市场 » [China will gradually open up its security service market to the outside world], [Central Government Portal](#), 21 septembre 2006.

⁸ Jianwei LIU, Dandan LIU et Hongfei JIANG, « 民营安保公司海外发展的历程、现状与不足 » [The History, Current Situation and Deficiencies of Overseas Development of Private Security Companies], [China Economic & Trade Herald](#), 2021.

2021⁹. Au total, les sociétés chinoises auraient envoyé à l'étranger près de 2 000 personnels de sécurité et employé près de 37 000 employés locaux pour un chiffre d'affaires estimé à près de 320 millions d'euros¹⁰. Les plus importantes d'entre elles incluent Frontier Services Group (FSG – 先丰服务集团), HuaXin ZhongAn Security Group (HXZA – 华信中安保安服务有限公司), Shandong Huawei Security Group (山东华威保安集团) ou encore China Overseas Security Group (COSG – 中国海外保安集团). Même pour ces entreprises, le marché chinois reste toutefois prioritaire. En témoigne l'exemple de COSG, qui emploie près de 20 000 auxiliaires de police au service du ministère de la Sécurité publique¹¹.

1.1.2. Une présence chinoise en expansion sur le marché africain

En Afrique, les premiers acteurs chinois de la sécurité privée ont émergé dans les années 2000 pour protéger des projets miniers et des commerces chinois face aux violences criminelles et politiques¹². Il s'agissait toutefois surtout d'entreprises ou de milices armées établies par des ressortissants chinois, plutôt que des filiales ou des branches d'ESSD basées en Chine. D'après les médias chinois, la première de ce type est la South Africa Chinese Security Company (南非华人安保公司), établie en 2006 à Johannesburg par des figures de la communauté chinoise locale. Dirigée par un natif du Guangdong, XIE Yuhang (谢宇航), cette entreprise comptait en 2010 près de 200 employés, chargés d'assurer la protection armée d'une zone commerciale tenue par des Chinois¹³.

La présence des ESSD chinoises s'est véritablement renforcée dans les années 2010 avec les nouvelles routes de la Soie, ou *Belt and Road Initiative* (BRI – 一带一路), lancées en 2013 par Xi Jinping, et l'expansion massive des intérêts économiques chinois en Afrique (cf. encadré ci-dessous).

En l'espace de dix ans, plusieurs dizaines d'ESSD ont été déployées en Afrique, en plus de celles déjà établies localement par des Chinois. Plus précisément, les recherches effectuées par la FRS montrent que plus de 20 ESSD de premier plan en Chine sont désormais actives dans près de trente pays africains (cf. Annexe 1).

Ces chiffres s'appuient en grande partie sur l'analyse des données disponibles en sources ouvertes en chinois. Il s'agit d'une estimation volontairement modérée, car il est souvent difficile de corroborer les informations fournies par les ESSD elles-mêmes, par la presse ou par les sources officielles chinoises. En résultent d'ailleurs parfois des approximations ou des erreurs concernant leurs activités. Plusieurs médias ont par exemple rapporté que Shandong Huawei

⁹ Zhizhong FENG, « 海外中资保安公司建设思考 » [Thoughts on the construction of overseas Chinese-funded security companies], [Huayu Think Tank \(Sohu\)](#), 18 septembre 2022. L'auteur travaille au Département de la sécurité de la China National Petroleum Corporation (CNPC), l'un des plus importants clients des ESSD chinois.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Entretien réalisé par l'auteur avec un cadre du secteur.

¹² Alessandro ARDUINO, *op. cit.*

¹³ « 南非手记: 华人保镖亦遭劫 曾协助破获大案 » [Notes from South Africa: Chinese bodyguards were also robbed and helped solve major crimes], [China News Network](#), 9 juin 2010. À noter qu'il existe très peu d'informations récentes sur cette entreprise. Elle ne figure pas non plus dans des registres d'entreprise.

Security Group (山东华威保安集团)¹⁴ est « présente au Niger, au Burkina Faso, en Mauritanie, au Sénégal et en Guinée, en partenariat avec l'australien MSS Security Group »¹⁵. Si Huawei Security coopère en effet avec l'ESSD australienne MSS Security Group¹⁶, il y a ici une confusion avec son homonyme mauritanienne MSS Security, fondée en 2003 par Yacoub Sidya et qui opère en Mauritanie, en Guinée, au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal pour le compte de clients comme Total, Unicef ou IAMGold. En Afrique, Huawei Security ne dispose donc que d'une filiale en Afrique du Sud, HW Raid Security (PTY) Ltd., créée en 2014 avec la société sud-africaine Raid Private Security et décrite comme la première co-entreprise établie à l'étranger par une ESSD chinoise¹⁷.

PANORAMA DE LA PRÉSENCE ÉCONOMIQUE CHINOISE EN AFRIQUE

La Chine est désormais le premier partenaire commercial (national) du continent, avec plus de 261 milliards de dollars d'échanges commerciaux en 2022. Elle constitue le principal bailleur bilatéral, la Chine ayant prêté plus de 170 milliards de dollars à 49 pays africains entre 2000 et 2022, au premier rang desquels l'Angola (44,9 Mds USD), l'Éthiopie (14 Mds USD), le Kenya (9,3 Mds USD), l'Égypte (8,9 Mds USD), la Zambie (8,2 Mds USD) et le Nigéria (8 Mds USD)¹⁸.

La Chine représente une source majeure d'investissements directs étrangers¹⁹. Les flux d'IDE chinois sont passés de 75 M USD en 2003 à 5 Mds USD en 2021, avant de retomber à 1,8 Md USD en 2022²⁰. Les principaux domaines concernés sont le secteur minier et celui de la construction, avec des projets phares tels que le chemin de fer Éthiopie-Djibouti et la mine de fer de Simandou, en Guinée (coût total du projet estimé à 14 Mds USD).

Ces liens économiques s'accompagnent d'une forte présence des diasporas chinoises sur le continent, estimées au total à près de 1,2 million de personnes²¹. Ces dernières sont avant tout implantées en Afrique du Sud, en Angola et au Nigéria.

► Une prédominance d'ESSD chinoises de Classe 2

Selon la typologie établie par la FRS, les ESSD chinoises présentes en Afrique appartiennent majoritairement à la Classe 2 (entreprises fournisseuses de ressources de niche). Elles proposent des services marchands qui incluent l'évaluation des risques, la formation, l'escorte et la protection (armée ou non armée) de sites. Elles disposent d'équipes de terrain constituées

¹⁴ L'entreprise Shandong Huawei Security Group n'a aucun lien avec Huawei Technologies (华为技术有限公司). Huawei Security est une entreprise fondée en 1993 par le Bureau de la sécurité publique de Qufu (Shandong) et restructurée en 2009, devenant la première société de sécurité privatisée en Chine. Dirigée par XUN Jinqing (荀金庆), elle comprend plus de trente branches dans le pays et compte près de 5 000 employés.

¹⁵ « Niger : le troisième pont de Niamey prévu pour début 2021 », [Jeune Afrique](#), 28 février 2018.

¹⁶ Shandong Huawei Security Group affiche clairement son partenariat avec le groupe australien MSS Security sur son site web.

¹⁷ « 中国首家海外合资保安公司在南非成立 » [China's first overseas joint-venture security company was established in South Africa], [People's Daily](#), 20 décembre 2014.

¹⁸ Données disponibles via Chinese Loans to Africa, [Boston University Global Development Policy Center](#), 2023.

¹⁹ Si les flux d'IDE chinois ont largement augmenté ces vingt dernières années, le stock d'IDE de la Chine sur le continent (40,9 Mds USD) reste inférieur à celui de plusieurs pays européens : Royaume-Uni (60 Mds USD), France (54 Mds USD), Pays-Bas (54 Mds USD). Voir notamment « Investment flows to Africa dropped to \$45 billion in 2022 », UNCTAD, 5 juillet 2023.

²⁰ Données disponibles via China Africa Research Initiative, [Johns Hopkins University School of Advanced International Studies](#), 2023.

²¹ Chiffres de l'Overseas Community Affairs Council (OCAC) de Taïwan pour l'année 2022.

d'employés locaux et supervisés par des Chinois. On peut citer ici quelques-unes de ces entreprises :



China Overseas Security Group (中国海外保安集团 – COSG) est un consortium fondé en 2015 par cinq ESSD chinoises, dont Beijing Dujie Security Services (北京都杰保安服务有限公司). Dirigé par WANG Guobao (王国保) et JIANG Xiaoming (蒋晓明), le consortium compte au total plus de 20 000 employés, avec une implantation dans dix provinces et villes chinoises. À l'étranger, il participe à la sécurisation des projets de la *Belt and Road Initiative* et des ambassades chinoises, entre autres. COSG est particulièrement actif dans les pays de la Corne de l'Afrique, avec des bureaux à Addis Abeba et Nairobi²². Il disposait auparavant de branches au Mozambique et en Afrique du Sud, fermées durant la pandémie de Covid-19.



Beijing Huayuan Security Guard Service (北京华远卫士保安服务有限公司) a été créée en 2009 par SUN Hongyu (孙红玉)²³. Huayuan Security se prévaut d'avoir un « système de services de sécurité complet et multifonctionnel » (évaluation des risques, formation, protection rapprochée, audit, escorte armée, etc.)²⁴. En 2014, elle a établi une branche, dirigée par LI Bao (李宝), en Tanzanie, où elle fournit des services à l'ambassade de Chine, à des entreprises chinoises ainsi qu'à d'autres ambassades, des usines locales, des hôtels et des résidences privées²⁵. Elle est également présente depuis 2017 en RDC ainsi qu'au Nigéria.



VSS Security Group (伟之杰安保公司) a été fondé en 2002 à Pékin par ZHE Meijie (者美杰), un ancien lieutenant-colonel de police du Central Guard Bureau (中央警卫局) – une unité chargée de la protection des dirigeants du Parti, du gouvernement et de l'armée. Elle propose aux entreprises chinoises, entre autres, des services de protection rapprochée, des services de sécurité maritime armée et des formations antiterroristes. Ses principaux clients incluent la China National Petroleum Corp (CNPC) et sa filiale PetroChina, pour le compte desquelles elle a opéré au Soudan, au Soudan du Sud et en Libye.

Outre ces ESSD de Classe 2, un certain nombre d'entreprises actives sur le marché de la sécurité privée en Afrique appartiennent à la Classe 1 (entreprises de conseil). Elles proposent de l'analyse et de la gestion de risques et ne déploient pas d'unités sur le terrain. Il s'agit par exemple de Zhongan Huadun (中安华盾咨询服务), icover ou Anku Risk Information Technology Services (安库风险信息信息技术服务) ou encore Keen Risk Solution (KRS – 深圳市东方锐眼风险管理顾问), dont l'expertise inclut l'Afrique du Sud, l'Angola, Djibouti et la RDC²⁶. Ces entreprises ne figurent pas dans la carte en annexe.

²² « 中国海外保安集团招聘信息 » [China Overseas Security Group Recruitment Information], Maotouying, 7 juillet 2023.

²³ Hongyu SUN a longtemps travaillé dans la sécurité publique à Pékin. Il était vice-président de la China-Africa Private Chamber of Commerce (中非民间商会) de 2017 à 2020.

²⁴ « 企业简介 » [Company Profile], [Huayuan Security](#), 26 février 2021.

²⁵ « (会员动态) 华远卫士坦桑尼亚分公司警保联动共建平安社区 [(Member News) Huayuan Guard Tanzania Branch Police and Security Jointly Build a Safe Community] », [China-Africa Business Council](#), 2020.

²⁶ Données disponibles sur le site web de Keen Risk Solutions.

Enfin, Frontier Services Group (FSG – 先丰服务集团) apparaît comme la seule ESSD chinoise présente en Afrique appartenant à la Classe 3 (entreprises à capacité opérationnelle cohérente). L'entreprise, qui a par ailleurs acquis en 2021 Beijing DeWe Security Services (北京德威保安服务有限公司), est présente dans plus de quinze pays à travers le continent et dispose de capacités uniques dans le paysage des ESSD chinoises : analyse de risque, sécurisation de sites, transport, logistique, vente de technologies, etc. (cf. section 1.3.1).

► **Une répartition géographique liée aux intérêts économiques chinois sur le continent**

La distribution géographique des ESSD chinoises et russes en Afrique varie très largement. À l'inverse d'entreprises russes comme Wagner ou Moran Security Group, les ESSD chinoises n'opèrent pas, ou seulement de manière limitée, dans des pays à haut risque tels que le Mali, la Centrafrique ou la Libye. Cela s'explique d'abord par un manque d'expérience des entreprises chinoises, habituées à opérer en Chine, où les menaces sécuritaires sont réduites²⁷. Elles peuvent dès lors être en difficulté pour protéger leur personnel (et leur client) face à une détérioration soudaine de la situation sécuritaire (attaque terroriste, coup d'État, prise d'otages, etc.). Un précédent notable est l'opération d'évacuation par DeWe Security au Soudan du Sud en juillet 2016 de 330 civils chinois qui a été menée à bien seulement grâce au soutien des forces locales²⁸. Cette posture tient aussi à l'attitude du gouvernement chinois, qui décourage activement ses ESSD de prendre des risques qui pourraient créer des incidents diplomatiques et ternir la réputation du régime²⁹.

Les ESSD chinoises suivent avant tout la présence économique chinoise pour s'implanter sur le continent. Le Nigéria et l'Afrique du Sud, où les diasporas chinoises sont les plus importantes, abritent ainsi le plus grand nombre d'ESSD chinoises. Ces dernières sont particulièrement actives dans la Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale compte tenu des intérêts chinois dans la zone, de sa place stratégique et des risques sécuritaires latents (piraterie, terrorisme, instabilité politique, etc.). Elles sont également installées en Afrique australe et centrale, notamment pour la protection des intérêts miniers chinois. Certaines ESSD, comme VSS Security Group et DeWe Security, sont actives dans des environnements à plus hauts risques comme le Sahel, la Libye et le Soudan du Sud, mais cela reste marginal. Quant au Golfe de Guinée, des ESSD telles que HXZA et Overseas Security Guardians (海卫队 ou 中军军弘安保集团) y assurent des escortes maritimes armées.

²⁷ Jun WAN, Yangchun ZHAO, « 中国私营安保公司国际化分析报告 » [Analysis report on the internationalization of Chinese private security companies], [Overseas Public Security and Cooperation Assessment Report](#), 2020.

²⁸ Paul NANTULYA, « Chinese Security Firms Spread along the African Belt and Road », [Africa Center for Strategic Studies](#), 15 juin 2021.

²⁹ Helena LEGARDA, Meia NOUWENS, « Guardians of the Belt and Road. The internationalization of China's private security companies », [Merics China Monitor](#), 16 août 2018.

1.2. Des acteurs clés de la diplomatie sécuritaire chinoise sur le continent

1.2.1. Une mission prioritaire : protéger les intérêts chinois

L'expansion des intérêts économiques chinois en Afrique s'est traduite par une exposition accrue de la Chine aux risques sécuritaires : guerres civiles, criminalité, terrorisme, piraterie, etc. En 2011, 30 000 ressortissants chinois ont dû être évacués par l'Armée populaire de libération (APL – 解放军) à cause de la guerre en Libye, marquant ainsi la première opération d'évacuation (RESEVAC) majeure conduite par la Chine à l'étranger. En janvier 2012, 29 employés de l'entreprise d'État Sinohydro (中水电股份公司) ont été enlevés par un groupe militant soudanais. La même année, une explosion en République du Congo a entraîné la mort de six travailleurs chinois sur un chantier du Beijing Construction Engineering Group (北京建工集团). En novembre 2015, trois cadres de la China Railway Construction Corporation (中国铁建股份有限公司) ont été tués lors d'un attentat terroriste au Mali.

En 2023, plus d'une trentaine d'incidents auraient visé les intérêts chinois sur le continent³⁰. À titre d'exemples, 1 300 Chinois ont dû être secourus par l'APL à la suite du déclenchement de la guerre civile au Soudan³¹. En Centrafrique, une attaque contre une mine d'or chinoise a tué neuf ressortissants chinois et blessé grièvement deux autres. L'incident, qui pourrait être, selon certaines sources, imputable au groupe Wagner (cf. section 3.1.), a suscité une réaction au plus haut niveau, relayée par le porte-parole du ministère des Affaires étrangères : « *Le secrétaire général Xi Jinping attache une grande importance à [cet incident] et a publié des instructions importantes, appelant à des efforts tous azimuts pour soigner les blessés, à une réparation rapide et à des sanctions sévères contre les auteurs, conformément à la loi, afin d'assurer la sécurité des citoyens chinois* »³².

Traditionnellement, la Chine s'appuie sur les autorités locales (police, armée, renseignements) ainsi que sur les mécanismes de protection consulaire pour assurer la « sécurité des intérêts à l'étranger » (海外利益安全), c'est-à-dire protéger les citoyens et actifs chinois, ainsi que les voies de communication³³. À Madagascar par exemple, l'ambassade de Chine a organisé, en 2021, une réunion tripartite avec des représentants du ministère de la Sécurité publique, de la gendarmerie et des services de renseignement de l'île au cours de laquelle l'ambassadeur

³⁰ 中资企业海外安全的现状与挑战 [The current situation and challenges of overseas security for Chinese enterprises], [GoalFore Advisory](#).

³¹ « PLA naval vessels evacuate more than 1,300 Chinese and citizens of 5 other countries from Sudan », [Global Times](#), 27 avril 2023.

³² 外交部发言人就中资民营企业在中非遭袭击答记者问 [The spokesperson of the Ministry of Foreign Affairs responded to reporters' questions on the attacks on Chinese-funded private enterprises in Central Africa], [China Daily](#), 20 mars 2020.

³³ La littérature académique sur la protection des intérêts chinois à l'étranger est particulièrement riche. Voir par exemple : Liping XIA, « 中国领事保护需求与外交投入的矛盾及解决方式 » [On the Contradiction between the Demand of Chinese Consular Protection Service and Diplomatic Input and Its Solutions], *The Journal of International Studies*, 2016 ; He XIAO, « 国际私营安保治理与中国海外利益保护 » [International Security Governance and Protection of Chinese Overseas Interests], *World Economics and Politics*, 2018 ; Yongliang GUO, Qihang ZHENG, « 海外利益保护中风险预警防范体系的构建 » [Construction of Early Warning and Risk Prevention System in China's Overseas Interests Protection], *Journal of Public Security Science*, 2020.

chinois a salué les efforts des autorités malgaches pour « *préserver la sécurité et les droits et intérêts légitimes des ressortissants, entreprises et autres organisations chinois* »³⁴.

Cette approche s'est toutefois peu à peu heurtée à des limites notables, en particulier dans les pays africains : insuffisances capacitaires de l'appareil sécuritaire local, déficit de confiance, corruption, opposition de la société civile, barrières culturelle et linguistique, détérioration prolongée de l'environnement sécuritaire, etc. En réponse, Pékin s'est notamment tourné vers les ESSD pour protéger ses intérêts.

En 2010, plusieurs ministères ont ainsi publié des Règles sur la gestion de la sécurité des établissements et du personnel des entreprises chinoises à l'étranger (境外中资企业机构和人员安全管理规定). Révisé en 2018, ce texte a introduit un mécanisme de sécurité « Cinq en un » (五位一体)³⁵ et fait basculer la responsabilité de protéger sur les entreprises qui envoient leurs travailleurs à l'étranger. Cette réforme s'est accompagnée d'une attention accrue au niveau politique en faveur de l'internationalisation des sociétés de sécurité privée chinoises. En mars 2012, des représentants à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), une institution de premier plan du système de « front uni » du Parti communiste, ont lancé une Proposition sur le renforcement de la protection de la sécurité des institutions et des citoyens à l'étranger (关于加强海外机构和公民安全保护的提案), qui proposait notamment « *d'explorer la création d'une société de sécurité similaire à la société américaine 'Blackwater', adaptée aux conditions nationales de la Chine* »³⁶. Cette initiative a été suivie par une importante déclaration en 2016 du secrétaire de la Commission centrale du PCC pour les affaires politiques et légales, MENG Jianzhu (孟建柱), selon lequel « *les entreprises de sécurité qualifiées doivent suivre activement la demande toujours plus forte de protection des intérêts étrangers et accélérer le développement des services de sécurité à l'étranger* »³⁷. À titre indicatif, la taille du marché chinois de la sécurité à l'étranger était estimée à 10,5 milliards de dollars en 2015, dont 2 milliards de dollars représentent la part des trois plus grands groupes pétroliers chinois : Sinopec (中石化), PetroChina (中石油) et CNOOC (中海油三家能源公司)³⁸.

En Afrique, comme ailleurs dans le monde, les entreprises d'État et les institutions officielles telles que les ambassades et les instituts Confucius sont les premiers clients des ESSD chinoises. DeWe Security protège par exemple un projet de gazoduc de 4 milliards de dollars

³⁴ « 驻马达加斯加使馆举行在马中国公民和机构安全保障三方联席会议 » [The Embassy in Madagascar held a tripartite joint meeting on the safety and security of Chinese citizens and institutions in Madagascar], [Ambassade de la RPC à Madagascar](#), 13 août 2021.

³⁵ Le mécanisme « Cinq en Un » est défini de la manière suivante : « *les entreprises comme corps principal, les employés comme fondation, les industries comme clé, l'État comme garantie et la coopération internationale comme aide* ». Pour de plus amples détails, voir : « The Ministry of Commerce and other 7 ministries and commissions jointly issued a notice on the issuance of regulations on the safety management of institutions and personnel of overseas Chinese-funded enterprises » (商务部等7部委联合发布关于印发 境外中资企业机构和人员安全管理规定的通知), [PRC Ministry of Commerce](#), 13 octobre 2010 ; Jie ZHANG, « New Challenges of Overseas Public Security and New Progress of Governance Cooperation in 2019 » (2019年海外公共安全的新挑战与治理合作的新进展), in *Blue Book on Overseas Public Security and Cooperation*, Social Science Literature Publishing House, juin 2020.

³⁶ 专访全国政协外事委员会副主任韩方明：探讨建立中国的黑水 [Exclusive interview with Han Fangming, deputy director of the Foreign Affairs Committee of the National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference: Discussing the black waters of establishing China], [21st Century Business Herald](#), 15 mars 2012.

³⁷ « Speech by Meng Jianzhu during the symposium with representatives of outstanding security guards from the Fourth National Excellent Security Service Company » [孟建柱与第四届全国优秀保安服务公司优秀保安员代表座谈时的讲话], [Legal Daily](#), 7 novembre 2016.

³⁸ Jianwei LIU, Dandan LIU, Hongfei JIANG, *op. cit.*

entre l'Éthiopie et Djibouti pour le groupe chinois Poly-GCL Petroleum Group Holdings³⁹. En Guinée, Cross Ocean Security (COS – 中海国际安保有限公司), une ESSD fondée en 2018 et dirigée par HAN Jinkun (韩锦坤), assure la sécurité d'une filiale du conglomérat de défense NORINCO (中国兵器工业集团), spécialisée dans les explosifs civils, ainsi que des mines de bauxite de Chalco (中国铝业)⁴⁰. Dans ce cadre, COS est notamment intervenue pour escorter deux employés chinois en déplacement d'affaires à Conakry lors du coup d'État de septembre 2021⁴¹. Ses officiers de sécurité ont également formé le personnel chinois de Chalco aux techniques anti-émeutes et antiterroristes « en réponse à la situation sécuritaire qui s'aggrave dans le pays »⁴². Signe de l'importance de la situation sécuritaire en Guinée pour les autorités chinoises, COS a reçu le prix « 2022 Overseas Security Excellence Practice » lors du Global Public Security Cooperation Forum (全球公共安全合作论坛), ou Lianyungang Forum, pour la sécurisation du projet minier de Chalco⁴³.

**Figure n° 1 : APERÇU DES CLIENTS DE CROSS OCEAN SECURITY :
UNE ÉCRASANTE MAJORITÉ D'ACTEURS À CAPITAUX PUBLICS CHINOIS**



Source : Cross Ocean Security (2022)

Au-delà de ces cas précis, il convient de souligner que la fourniture de services par les ESSD aux entreprises ou institutions chinoises repose non seulement sur un calcul économique mais également sur une logique de réseaux (ou *guanxi*). Ainsi, Anbang Save-Guard Group (浙江安邦护卫集团), une ESSD contrôlée par le gouvernement provincial du Zhejiang, travaille pour une entreprise d'État originaire de la même province, Zhejiang Construction Investment Group (浙江省建设投资集团有限公司), en Algérie. Anbang a également étendu ses activités dans

³⁹ Paul NANTULYA, *op. cit.*

⁴⁰ « Appel d'Offres sur les prestations de services de sécurité : Publication des soumissionnaires retenus », Archives du Journal des appels d'offres, 29 juillet 2019.

⁴¹ « China Shipping International Security Officer successfully transferred two Chinese personnel during the turmoil in Guinea » [中海国际安全官于几内亚动乱中成功转移出两名中方人员], [Cross Ocean Security \(WeChat\)](#), 10 septembre 2021.

⁴² 中海驻几内亚某央企项目安全官组织防暴恐技能训练 [The project security officer of a central enterprise of China Shipping in Guinea organized anti-riot and terrorism skills training], [Cross Ocean Security](#), 1^{er} décembre 2023.

⁴³ « 喜报 全球公共安全合作论坛 (连云港) 成功举办 我司两项目荣获年度海外安防优秀实践奖 » [Good News Global Public Security Cooperation Forum (Lianyungang) successfully held two projects of our company and won the Annual Overseas Security Outstanding Practice Award], [Cross Ocean Security](#), 2 décembre 2022.

plusieurs pays africains (Tanzanie, Afrique du Sud, Djibouti, etc.) en participant à une délégation du Zhejiang conduite par le gouverneur de la province en 2019⁴⁴.

Enfin, notons que la frontière entre la protection des intérêts économiques et celle des intérêts politico-stratégiques tend à disparaître. De plus en plus d'ESSD assurent la protection d'infrastructures critiques, financées, construites et opérées par des acteurs chinois, ce qui confère à la partie chinoise une emprise supplémentaire sur les États récipiendaires. En Tanzanie, Overseas Security Guardians participe ainsi à la sécurisation de la construction de l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP) entre l'Ouganda et la Tanzanie, dont le coût est estimé à 5 milliards de dollars⁴⁵. Au Kenya, China Security and Technology Group (CSTG 中国安保技术集团有限公司), une ESSD enregistrée à Hong Kong en 2016, assure la protection du corridor LAPSET, qui s'étend du port de Lamu au Soudan du Sud et en Éthiopie⁴⁶. DeWe Security y est également présente pour la sécurisation du chemin de fer Mombasa-Nairobi de la China Road and Bridge Corporation (CRBC – 中国路桥), le plus important projet d'infrastructure réalisé par une entreprise chinoise dans le pays dont le coût s'élève à plus de 3,2 milliards de dollars. Mandatée depuis le siège de CRBC à Pékin, l'ESSD chinoise a développé un « plan de sécurité complet » pour le chemin de fer, comprenant la sécurité du personnel, la sécurité des marchandises, la sécurité technologique et la coordination de la sécurité⁴⁷. Dans ce cadre, elle a non seulement recruté 2 000 agents de sécurité mais également géré la coordination avec 1 500 policiers armés kenyans déployés durant la phase de construction. Cette coordination s'est déroulée en étroite collaboration avec le ministère de la Sécurité publique, auquel il incombait notamment de former les forces de police des chemins de fer kényanes⁴⁸.

1.2.2. Des agents d'influence et de contrôle au service de l'État-Parti chinois

Si les ESSD chinoises maintiennent une présence relativement discrète en Afrique et guidée par des considérations principalement économiques, elles se distinguent de leurs homologues occidentales en ce qu'elles contribuent en même temps à renforcer l'influence et le contrôle de l'État-Parti chinois.

En dépit de leur nom, les sociétés de sécurité privée chinoises ne sont pas réellement « privées ». La réforme de 2009 a certes réduit le contrôle du ministère de la Sécurité publique sur le secteur, mais elle n'a pas coupé les liens solides, qui perdurent à ce jour, entre les ESSD et l'appareil étatique. Le MSP et ses bureaux aux niveaux provincial et municipal continuent de superviser les sociétés de sécurité et d'orienter leur internationalisation, y compris par le biais de contrats. Une grande partie des cadres dirigeants des ESSD ont fait leur carrière au sein du

⁴⁴ « 袁家军省长见证安邦护卫集团海外签约——吴高峻董事长非洲之行收获多个海外安保合作项目 » [Governor Yuan Jiajun witnessed the overseas signing of Anbang Security Group – Chairman Wu Gaojun's trip to Africa resulted in multiple overseas security cooperation projects], [China-Africa Private Chamber of Commerce](#), 16 septembre 2019.

⁴⁵ « 海卫队将布局非洲, 守护乌坦管线安全, 迈出海外安保重要一步! » [OSG will deploy in Africa to protect the safety of the Tanzania-Uganda pipeline, taking an important step in overseas security!], [China Junhong Group \(Sohu\)](#), 7 août 2017.

⁴⁶ Paul NANTULYA, *op. cit.*

⁴⁷ Shuwen ZHENG, Ying XIA, « Private Security Companies in Kenya and the Impact of Chinese Actors », *Working Paper*, [CARI-SAIS](#), Johns Hopkins University, février 2021.

⁴⁸ Edith MUTETHYA, « Kenya railway police to train in Beijing », *China Daily*, 23 mai 2018 ; 云南警官学院为肯尼亚培训铁路警察 [Yunnan Police College trains railway police for Kenya], *Yunnan Net*, 29 novembre 2019.

MSP ou de l'Armée populaire de libération (APL). Les employés chinois sont généralement issus des rangs de la Police armée du peuple (PAP) ou de l'APL, en particulier ceux qui sont envoyés pour superviser les opérations à l'étranger, dont les clients sont en majorité des entreprises d'État ou des institutions officielles.

Les ESSD chinoises jouent d'ailleurs sur cette proximité dans leur communication. Comme le soulignent des chercheurs de l'Université centrale des Finances et de l'Économie et du Bureau de la sécurité publique de Shanghai, la plupart des ESSD mettent l'accent sur les synergies entre la direction du Parti, celle du gouvernement et celle de l'entreprise dans leur structure de gouvernance⁴⁹. Elles développent également une rhétorique qui tend à s'aligner avec la ligne du régime chinois, en se positionnant comme les défenseurs des intérêts chinois. En témoigne un discours devant ses employés du président d'Overseas Security Guardians WU Guohua (吴国华) – un ancien colonel de l'APL passé par le Bureau de la sécurité publique de Pékin – dans lequel il a affirmé : « *Bien que notre groupe soit une entreprise, il ne va pas à l'étranger pour gagner de l'argent, mais pour mener des missions et assurer la paix nationale* »⁵⁰.

Cela passe aussi par la promotion de leurs avantages comparatifs face à leurs concurrentes étrangères, au premier rang desquels leur loyauté politique et leur patriotisme. À ce titre, YIN Weihong (殷卫宏), président de HuaXin ZhongAn (HXZA) a déclaré en 2019 : « *Lorsqu'il s'agit de projets énergétiques, miniers, portuaires et autres projets stratégiques nationaux, les sociétés de sécurité occidentales devraient être évitées, en particulier quand elles sont engagées pour des services d'évaluation des risques de sécurité, [...] en faisant appel à une société de sécurité chinoise, il est possible de prévenir les risques de fuites* »⁵¹.

Dans ce contexte, les ESSD sont amenées à jouer un rôle de plus en plus actif au service de la diplomatie sécuritaire de Pékin en Afrique, allant au-delà de la seule protection des intérêts chinois⁵². Cette tendance est déjà visible dans le domaine de la formation. Le ministère de la Sécurité publique a externalisé à DeWe Security une partie de la formation des forces de police kenyanes dans le cadre du projet de chemin de fer⁵³. De même, Anbang Save-Guard Group a noué un partenariat avec le Zhejiang Police College (ZJPC – 浙江警官职业学院) concernant la formation de personnel étranger⁵⁴. Anbang coopère aussi avec l'Université de Défense nationale (NDU – 国防大学). En 2018, l'ESSD a par exemple accueilli à Hangzhou trente-cinq officiers militaires de vingt-et-un pays africains francophones, qui participaient à un séminaire du

⁴⁹ Jianwei LIU, Dandan LIU, Hongfei JIANG, *op. cit.*

⁵⁰ « 集团新闻 | 中军军弘集团举行2024年度海卫队员出征仪式 » [Group News | China Military Junhong Group held the 2024 Navy Guards expedition ceremony], [Zhongjun Junhong Security Service \(Weibo\)](#), 18 mars 2024.

⁵¹ « 民营安保公司是推进「一带一路」倡议不可或缺的力量 » [Private security companies are an indispensable force in promoting the « Belt and Road » initiative], [Xinde Marine News](#), 27 décembre 2019.

⁵² À ce sujet, voir notamment : David H. SHINN, Joshua EISENMAN, *China's Relations with Africa. A New Era of Strategic Engagement*, New York : Columbia University Press, 2023 ; Paul NANTULYA, « China's Growing Police and Law-Enforcement Cooperation in Africa », in Nadège ROLLAND (ed.), « Political Front Lines: China's Pursuit of Influence in Africa », [NBR Special Report](#), juin 2022 ; « China's Strategic Aims in Africa », [2020 Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission](#), décembre 2020.

⁵³ « 铁道警察学院2018年东非铁路安保「走出去」培训项目肯尼亚培训班圆满结业 » [Railway Police Academy 2018 East African Railway Security « Going Out » Training Project Kenya Training Course Completed Successfully], Zhengzhou Police College, 10 décembre 2018.

⁵⁴ « 海外安保服务 » [Overseas security services], [Anbang](#), 18 mai 2017.

Collège international des études de défense et de stratégie de NDU⁵⁵. À cette occasion, elle a fait la promotion de ses capacités en matière d'escorte armée et de « *smart security* » (gestion intelligente des chambres fortes et du trafic). Des discussions ont ensuite eu lieu avec les participants sur l'expansion à l'étranger des services de sécurité d'Anbang et l'exportation de « *l'expérience et du modèle chinois de 'Smart City' et 'Safe City'* ». Anbang a d'ailleurs signé en septembre 2018 un protocole d'entente avec le ministère de l'Intérieur de la RDC⁵⁶.

Les ESSD chinoises contribuent à promouvoir les normes et le modèle de gouvernance sécuritaire chinois auprès des forces de sécurité africaines, ainsi qu'à socialiser les élites locales afin de favoriser la protection des intérêts chinois⁵⁷. En cela, elles occupent une place comparable – bien que moindre – à celle des entreprises chinoises de technologie, comme Huawei Technologies (华为技术), Hikvision (海康威视) ou Dahua (大华股份), dont l'expansion à travers l'Afrique est de plus en plus documentée⁵⁸.

De manière plus discrète, les sociétés de sécurité privée chinoises contribuent à renforcer le contrôle de Pékin sur ses diasporas à l'étranger. Cela se traduit notamment par des échanges avec les organisations communautaires, qui participent d'une forme de « front uni sécuritaire », c'est-à-dire l'utilisation des entités traditionnellement ciblées par le Parti communiste dans le but de protéger les intérêts chinois, de renforcer les pouvoirs extraterritoriaux du régime et de diffuser un langage commun de sécurité⁵⁹. Au Rwanda, Anbang Save-Guard Group a par exemple signé un accord avec la Rwanda Chinese Association (卢旺达华侨华人协会) dans le domaine de l'évaluation de sécurité et de la protection. Au Mozambique, le Centre de coopération police-Chinois d'outre-mer (莫桑比克华人警民合作中心), établi conjointement par les organisations communautaires chinoises, le département général de la police et l'ambassade de Chine, a coopéré avec China Security Technology Group (CSTG – 中国安保技术集团有限公司)⁶⁰. Dans ce cadre, les deux parties ont notamment assuré des services d'inspection et de protection de sites pour des événements organisés par l'ambassade de Chine⁶¹. En Afrique du Sud, Zhongbao Hua'an (ZBHA – 中保华安集团)⁶² coopère étroitement avec les

⁵⁵ « 非洲各国高级军官走进安邦护卫 » [Senior military officers from various African countries enter Anbang Guard], Baobo (WeChat), 25 octobre 2018.

⁵⁶ « 海外安保服务 » [Overseas security services], [Anbang](#), 18 mai 2017.

⁵⁷ Paul NANTULYA, « Les modèles policiers font leur entrée en Afrique », Africa Center for Strategic Studies, 1^{er} juin 2023.

⁵⁸ Voir par exemple Willem H. GRAVETT, « Digital Neocolonialism: The Chinese Surveillance State in Africa », *African Journal of International and Comparative Law*, 2022 ; Bulelani JILI, « The Spread of Chinese Surveillance Tools in Africa: A Focus on Ethiopia and Kenya », *Africa-Europe Cooperation and Digital Transformation*, Routledge, pp. 32-49.

⁵⁹ Simon MENET, « Protéger, contrôler et façonner : la stratégie sécuritaire de la Chine dans le Mékong », *Recherches & Documents*, [Fondation pour la recherche stratégique](#), n° 7/2023, 2 juin 2023.

⁶⁰ China Security Technology Group est une filiale de Beijing Huatai Zongheng Investment Management Co., Ltd. (北京华泰纵横投资管理有限公司), créée en 2016. Les employés de CSTG comptent dans leurs rangs des anciens des forces spéciales, de la Légion étrangère et des ingénieurs issus des « Sept Fils de la Défense Nationale » ainsi que des unités de contre-mesures électroniques de l'APL.

⁶¹ 莫桑比克华人警民合作中心联合CSTG安保公司, 为在莫侨胞工作与生活提供安保服务 [The Chinese Police-Citizen Cooperation Center in Mozambique and CSTG Security Company provide security services for the work and life of overseas Chinese in Mozambique], Mozambique Chinese Police-Citizen Cooperation Center (WeChat), 21 octobre 2019.

⁶² Zhongbao Hua'an a été créée en 2007. Dirigée par KONG Xianming (孔宪明), la société compterait plus de 20 000 employés, dont 5 000 à l'international. Elle est en partie détenue par l'entreprise de logistique SF Holdings, également l'un des principaux actionnaires de Frontier Services Group. Elle est présente en Afrique du Sud.

postes de police établis au sein des communautés chinoises, dont le Cape Town Chinese Community Police Forum (开普敦华人警民中心)⁶³ et le South Africa Chinese Community & Police Cooperation Center (南非华人警民合作中心)⁶⁴. Or, ces derniers entretiennent des liens étroits avec l'ambassade de Chine dans le pays et le ministère de la Sécurité publique (cf. encadré ci-après). En 2014, par exemple, une équipe détachée par le MSP a échangé avec des représentants du South Africa Chinese Community & Police Cooperation Center dans le cadre d'une opération « Fox Hunt » (猎狐)⁶⁵.

VERS UN MODÈLE ALTERNATIF DE SÉCURISATION DES INTÉRÊTS CHINOIS PAR LES DIASPORAS ?

Avant même l'expansion des ESSD chinoises en Afrique, les diasporas chinoises ont joué un rôle central dans la privatisation de la sécurité pour assurer la protection de leurs membres. Dès 2004, plusieurs organisations communautaires d'Afrique du Sud ont ainsi mis en place le premier Chinese Community & Police Cooperation Center (SACCPCC – 南非华人警民合作中心)⁶⁶. Cette initiative a été suivie par la création d'une première entreprise locale de sécurité en 2006, la South Africa Chinese Security Company, puis d'ESS Security Company en 2010⁶⁷. Créée spécifiquement pour répondre aux besoins de sécurité des communautés chinoises, cette dernière serait responsable de la sécurité de dix centres commerciaux chinois sur un rayon de 40 km autour de Johannesburg. ESS Security coopère étroitement avec le SACCPCC, que ce soit dans l'organisation de patrouilles, dans la fourniture d'équipements et ou dans la coordination avec la police locale.

En 2022, la SACCPCC a renforcé un peu plus son rôle de fournisseur de sécurité en lançant une plateforme de services de sécurité cyber (网络安全服务平台). Lors de l'inauguration, le consul général de Chine à Johannesburg a salué la contribution du centre pour « *aider à lutter contre la criminalité, construire un réseau sûr et une coopération étroite entre la police et le peuple* »⁶⁸.

Ce modèle alternatif de sécurité privée porté par les diasporas chinoises s'est également développé en Angola. Depuis 2017, plusieurs associations chinoises se sont réunies, avec le soutien de l'ambassade de Chine, pour former l'Angola Chinese Security Joint Association (安哥拉华人安防联席会). Cette dernière agit comme une plateforme de sécurité privée avec ses propres véhicules de patrouille et ses gardes pour intervenir en cas d'incidents, mais également assurer la coordination avec la police locale et l'ambassade. Financée par ses membres et l'ambassade, l'Association s'est érigée en un « *complément utile au système de protection consulaire* », selon un chercheur de la Fujian Normal University⁶⁹.

⁶³ « 中保华安开普敦公司隆重举行成立揭牌仪式 » [Zhongbao Huaan Cape Town held a grand opening ceremony], [African Times](#), 10 mai 2023.

⁶⁴ « 中保华安南非安全服务中心启动仪式在南非举行 » [The launching ceremony of China Security Huaan South Africa Security Service Center was held in South Africa], [South African Chinese Network](#), 23 janvier 2020.

⁶⁵ Lancée en 2014, l'opération Fox Hunt est le pendant international de la campagne contre la corruption initiée par Xi Jinping, destinée à traquer les « fugitifs économiques » et leurs actifs à l'étranger (« 海外追逃：南非华人女犯回国归案(图文) » [Overseas pursuit: South African Chinese female prisoner returns to China (pictures and text)], [South African Chinese Network](#), 15 décembre 2014).

⁶⁶ « 南非华人警民合作中心主任李新铸——打造守护侨胞安全» 避风港 » » [Li Xinzhu, Director of the South African Chinese Police-Citizen Cooperation Center – Creating a 'safe haven' to protect the safety of overseas Chinese], [All-China Federation of Returned Overseas Chinese](#), 24 janvier 2022.

⁶⁷ « 华人商户的保护神 – 南非知名华人保安公司再盘点 » [The patron saint of Chinese merchants – another review of well-known Chinese security companies in South Africa], SACETA (Sohu), 9 décembre 2017.

⁶⁸ « 南非华人警民合作中心网络安全服务平台举行启动仪式 » [The South African Chinese Police-Citizen Cooperation Center Cybersecurity Service Platform held a launching ceremony], [Overseas Chinese Affairs Office of the State Council](#), 26 juillet 2022.

⁶⁹ « [新移民研究] 从自防、协防到联防：安哥拉中国新移民的社会安全空间营造 » [(Research on New Immigrants) From self-defense, assisted prevention to joint defense: Creating a social safety space for new Chinese immigrants in Angola], [All-China Federation of Returned Overseas Chinese](#), 14 octobre 2021.

Dans certains cas, le ministère de la Sécurité publique sous-traite des activités de collecte de renseignement aux ESSD, notamment pour faciliter l'identification d'opérations illégales dans des pays africains⁷⁰. Or, compte tenu de la clandestinité de ce type d'opérations et de leur rôle notoire pour faire pression ou déporter des dissidents à l'étranger, cela pose des risques réels en matière de protection des droits humains et de respect de la souveraineté des États concernés.

Il y a en outre de fortes suspicions que les ESSD entretiennent des liens avec le ministère de la Sécurité d'État (MSE – 国安部). Un séminaire a par exemple été organisé fin 2023 par le China-Africa Business Council et le 11^{ème} Bureau du MSE, plus connu sous le nom de China Institute of Contemporary International Relations (CICIR – 中国现代国际关系研究院), au cours duquel les participants ont encouragé les entreprises chinoises à s'internationaliser davantage⁷¹. Certaines des plus grandes ESSD chinoises étaient présentes : Huayuan Security Guard, DeWe Security, HuaXin ZhongAn et Anbang Save-Guard.

1.3. Vers une recomposition de la sécurité privée « aux caractéristiques chinoises » ?

1.3.1. Vers une nouvelle forme d'ESSD chinoises ?

Alors que la présence des ESSD sur le continent africain s'est profondément transformée en vingt ans, elle devrait encore évoluer dans les prochaines années en raison d'une diversification progressive des activités des sociétés chinoises.

De plus en plus d'ESSD se positionnent sur le marché de la sécurité maritime. Parallèlement à la participation de l'APL aux missions internationales de lutte contre la piraterie, ces entreprises proposent de la protection de plateformes par des personnels armés (non chinois), de l'escorte navale ou encore des services d'audit de sécurité et de gestion de crise. Deux des plus importantes sont :



HuaXin ZhongAn Security Group (HXZA – 华信中安保安服务有限公司) est une entreprise de sécurité privée fondée en 2004 par des vétérans de l'APL. Dirigée par YIN Weihong (殷卫红), l'entreprise est l'une des premières à avoir obtenu une licence d'armes de la part du département de gestion de la Sécurité publique en 2010. Elle compte 30 000 employés en Chine et 800 à l'international (dont 600 sont étrangers) dans 21 pays. Son personnel chinois est composé de vétérans du Corps des Marines, des forces spéciales de l'APL et de la Police armée du peuple. En 2012, HXZA a été la première entreprise chinoise à mener une opération d'escorte armée en mer. Depuis, elle a réalisé 7 600 escortes pour des navires chinois ou étrangers (chiffres de 2021)⁷². En Afrique, elle est notamment présente en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria, en Ouganda, en Somalie et en Tanzanie, où elle cumule 60 clients, dont les deux plus grands armateurs mondiaux, China Shipping Container Lines (CHCL) et China Ocean Shipping Company (COSCO). Ses opérations

⁷⁰ Entretien réalisé par les auteurs avec un cadre du secteur.

⁷¹ Information recueillie via le site Xueqiu.

⁷² Ces informations sont disponibles sur le site de HXZA.

d'escorte couvrent le Golfe d'Aden et le Golfe de Guinée, entre autres. HXZA a été la première société de sécurité chinoise certifiée par l'ICoCA⁷³.



Overseas Security Guardians (OSG – 海卫队) est une filiale de l'entreprise Zhongjun Junhong Security Service (中军军弘安保集团), créée en 2013 en réponse aux nouveaux défis sécuritaires liés à la *Belt and Road Initiative*. Comme HXZA, OSG propose des escortes maritimes armées, avec l'autorisation du gouvernement chinois. Son service d'escorte maritime compterait 2 000 membres, issus des forces armées et de la PAP. En Afrique, OSG a ouvert sa première succursale en Tanzanie en 2015. La société disposerait au total de plus de 30 branches et bases d'escorte (ou droit d'utilisation portuaire), dont les ports de Durban (Afrique du Sud), Moroni (Comores), Monbasa (Kenya), Toamasina (Madagascar) et Dar es Salaam (Tanzanie). Elle opère notamment dans le Golfe de Guinée et dans le Golfe d'Aden, où, depuis 2019, elle protège des flottes de navires de pêche chinois opérant dans les eaux territoriales de la Somalie contre la piraterie⁷⁴. Les informations disponibles ne permettent pas de savoir si ces opérations se font avec l'accord de Mogadishu.

Ce positionnement croissant sur le marché de la sécurité maritime s'accompagne d'un changement du rapport des ESSD chinoises à l'utilisation des armes à feu. Elles ont désormais recours de manière très fréquente à du personnel armé pour assurer la protection de sites. Pour cela, elles contournent les règles en vigueur en Chine en fournissant des armes aux employés recrutés localement, et non aux cadres chinois.

Par ailleurs, des ESSD chinoises à l'instar de Frontier Services Group (FSG) cherchent à développer de nouveaux modèles qui dépassent la sécurité *stricto sensu* et intègrent du soutien logistique et/ou technologique, voire des activités minières.

FSG est unique dans le paysage sécuritaire en Chine : le groupe a été établi par l'ancien dirigeant de Blackwater, Erik Prince, mais il est détenu en partie par l'un des principaux conglomérats d'État chinois, CITIC Group. Prince a siégé dans le comité exécutif de l'entreprise jusqu'en février 2021. Des sources suggèrent que son éviction pourrait être liée à des incidents en Libye, Prince étant accusé d'avoir contourné des sanctions onusiennes pour soutenir le maréchal Khalifa Haftar⁷⁵. En janvier 2022, FSG a fait l'acquisition de Beijing DeWe Security Services (北京德威保安服务)⁷⁶, devenant ainsi la principale ESSD chinoise tournée vers l'international. À la suite de ce rachat, le dirigeant de DeWe et ancien cadre du MSP LI Xiaopeng (李晓鹏) a repris la direction de FSG. En avril 2024, Li a été remplacé par Chan Kam Kwan (陳錦坤), qui dirige également une entreprise spécialisée dans le minerai de fer, Brockman Mining Limited⁷⁷. Ce changement de direction pourrait redéfinir les orientations du groupe vers une implication accrue dans le domaine minier.

⁷³ « HXZA Becomes First PSC in Asia to Receive ICoCA Certification », [The Maritime Executive](#), 8 avril 2019.

⁷⁴ « 中军军弘海卫队前出索马里海域护渔 首战告捷 » [Chinese military Honghai Guards went out to Somali waters to protect fisheries and won the first battle], [China Junhong Group \(Sohu\)](#), 24 mai 2019.

⁷⁵ « Blackwater founder Erik Prince accused of helping evade U.N. Libya sanctions », [Reuters](#), 23 février 2021.

⁷⁶ « Acquiring Overseas Security Company, FSG Enhances Security Capabilities Significantly », [Frontier Services Group](#), 30 septembre 2021.

⁷⁷ « Concord New Energy Group Limited annonce la nomination de Chan Kam Kwan, Jason en tant que directeur exécutif », [Zonebourse](#), 26 avril 2024.

Depuis sa création, FSG a développé un modèle structuré autour de trois segments d'activités : sécurité, logistique et assurance. L'entreprise est très active en Afrique, avec une présence dans plus d'une dizaine de pays, dont l'Afrique du Sud, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, la RDC ou encore la Somalie.

Au Nigéria, FSG a créé en 2017 la filiale Frontier Risk Management, dirigée par ZHU Juncheng (朱均诚). FSG a obtenu plusieurs certificats l'autorisant à fournir un service de police mobile armée et à opérer comme une société de services pétroliers⁷⁸. FSG a entre autres été chargé par le consulat général de Chine à Lagos de mettre en place une zone de sécurité et de défense (联防联保基地) afin d'assurer la protection des entreprises et des communautés chinoises implantées dans la région de Shagamu, à 60 km de Lagos⁷⁹.

En République démocratique du Congo, FSG possède depuis 2015 une petite société congolaise de transport routier, Cheetah Logistics. En 2019, le groupe a ouvert une nouvelle filiale, Frontier Services Group Congo, qui couvre un mandat plus large, dont « *l'exploration, l'exploitation et la commercialisation des minéraux* », l'exploitation forestière, la sécurité, les transports et la construction⁸⁰. FSG Congo collabore étroitement avec les entreprises minières chinoises dans le pays. Elle fournit des services de sécurité pour Huagang Mining (华刚矿业) et pour la Sino-Congolaise des mines (SICOMINES), un consortium d'entreprises chinoises et le groupe congolais GECAMINES. En juin 2018, FSG a participé à la cérémonie d'inauguration de l'Union des Sociétés Minières aux Capitaux Chinois (USMCC) en RDC, établie à l'initiative de l'ambassade de Chine, avec initialement 35 entreprises membres⁸¹. L'entreprise propose aussi une expertise logistique et du matériel minier⁸². En janvier 2023, elle a signé un accord pour le projet de reconstruction et d'expansion de la mine de Kinsevere⁸³. FSG coopère en outre avec CNMC New Bridge Logistics & Trading sur le canal logistique RDC-Angola, qui connecte la zone minière de Kolwezi au port de Lobito⁸⁴.

Au-delà du cas de FSG, il convient de souligner que le processus de diversification à l'œuvre au sein des ESSD chinoises reste encore limité par rapport aux *contractors* britanniques ou américains. S'il y a une complémentarité croissante avec l'action du gouvernement chinois à l'étranger, les ESSD chinoises ne se substituent pas au ministère de la Sécurité publique en matière de lutte contre la criminalité organisée et les trafics. Elles ne remplacent pas non plus l'Armée populaire de libération dans la conduite de RESEVAC à grande échelle ou des missions de maintien de la paix et de stabilisation.

⁷⁸ Voir le [site](#) de FSG au Nigéria.

⁷⁹ « 先丰受邀参与尼日利亚中资企业联防联保 » [FSG was invited to participate in the joint defense and joint protection of Chinese-funded enterprises in Nigeria], [Frontier Services Group](#), 18 octobre 2022.

⁸⁰ « Le fondateur de Blackwater étend ses opérations au Congo », [Challenges](#), 13 juin 2019.

⁸¹ « 刚果（金）成立中资矿业企业协会 » [Congo (DRC) establishes Chinese mining enterprises association], [Zhihu](#) (non daté).

⁸² « 先丰租赁新春喜迎开门红 » [FSG Leasing gets off to a good start in the New Year], [Frontier Services Group](#), 1^{er} mars 2021.

⁸³ « 先丰物流成功签约五矿刚果（金）物流项目 » [FSG Logistics successfully signed a contract with Minmetals Congo (DRC) Logistics Project], [Frontier Services Group](#), 11 janvier 2023.

⁸⁴ Sergey SUKHANKIN, « Chinese PSCs in Sub-Saharan Africa: The Cases of Francophone and Lusophone Africa », [The Jamestown Foundation](#), 6 juin 2023.

1.3.2. *D'importantes lacunes à surmonter*

Les évolutions du modèle de sécurité privée aux caractéristiques chinoises ne doivent pas pour autant masquer des défaillances chroniques. Si l'industrie chinoise de la sécurité dispose en apparence d'une main d'œuvre énorme, l'offre de personnel apte à opérer à l'étranger est insuffisante. La majorité des employés ne disposent pas des compétences linguistiques ou techniques requises. Leur formation aux armes à feu est perçue comme inadéquate et ils manquent généralement d'expérience en matière de combat, de négociation ou de gestion de crise. Ils peinent également dans le domaine du renseignement et de l'anticipation, et tendent à trop s'appuyer sur les informations obtenues en sources ouvertes⁸⁵.

Des mesures sont mises en place par les ESSD pour essayer de combler certaines lacunes. Par exemple, Sinoguards Marine Security demande à tous ses nouveaux employés de se rendre aux États-Unis pour suivre une formation de 80 heures (tactiques de défense policière, patrouille, protection VIP, etc.). De même, Genghis Security Academy (GSA – 北京天骄特保安全顾问有限公司), une ESSD fondée en 2008 par CHEN Yongqing (陈永青), coopère avec le centre israélien International Security Academy (ISA Israel) pour de la formation dans la sécurité anti-terroriste et de la protection VIP⁸⁶. Cette collaboration a même donné lieu à la création d'un centre de formation à Hangzhou, connu sous le nom d'Académie internationale de sécurité de Tianjiao (天骄国际安全学院), qui compte parmi ses clients d'autres ESSD chinoises comme Huayuan Security Guard, VSS Security et DeWe Security Services. L'école formerait 1 000 personnes par an, dont la moitié est issue des forces armées, pour un coût allant jusqu'à 3 000 dollars⁸⁷. GSA a également établi une coopération stratégique avec un stand de tir du ministère laotien de la Défense et le Centre de formation aux opérations spéciales KASOTC en Jordanie pour contourner les obstacles juridiques en Chine⁸⁸. Ces initiatives restent toutefois limitées à l'échelle de l'industrie et des besoins de sécurité à l'étranger.

À ces problèmes s'ajoutent des limites institutionnelles et juridiques au marché de la sécurité en Chine. La réglementation actuelle, mise à jour pour la dernière fois il y a quinze ans, reste floue sur la fourniture de services de sécurité à l'étranger. Elle ne définit pas non plus la supervision des ESSD à l'étranger, qui fait l'objet d'une compétition entre le ministère des Affaires étrangères, le MSP, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC), la Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics (SASAC) ou encore l'APL. Des contradictions sont également visibles sur le plan de la législation sur les armes à feu. L'encadrement strict du secteur nuit à la formation du personnel et oblige les ESSD à recruter du personnel local ou à s'appuyer sur les forces de sécurité locales pour protéger de manière adéquate les emprises chinoises dans les environnements les plus difficiles. Or, cela expose les ESSD chinoises à des défis de plusieurs natures : corruption, dépendance, abus en matière de droits humains, etc. Bien qu'une loi ait été annoncée depuis plusieurs années pour régir l'industrie de la sécurité, le cadre juridique reste incomplet.

⁸⁵ Entretien réalisé par l'auteur avec un cadre du secteur.

⁸⁶ « 北京天骄特保安全顾问公司 » [Beijing Tianjiao Special Security Consulting Company], HWZPW.com.

⁸⁷ « China's only bodyguard school trains protectors skilled in digital dark arts », *Taipei Times*, 21 septembre 2020.

⁸⁸ « 关于我们-学院简介 » [About Us-College Introduction], Genghis Security Academy (non daté).

Ces différents obstacles limitent *in fine* le champ d'activité des ESSD chinoises à l'étranger, qui, comme évoqué précédemment, proposent avant tout des services de conseil, de gardiennage, d'inspection de sécurité. Hormis quelques exceptions notables comme FSG et sa filiale DeWe Security, les ESSD chinoises ont des difficultés à monter et exécuter une fonction opérationnelle cohérente du type ISR (*Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*) pour le compte d'un client. Et cela pourrait ne pas s'améliorer dans les années à venir compte tenu de la situation économique du secteur de la sécurité à l'étranger, ralenti par la crise Covid et, désormais, par une baisse de la demande dans un contexte interne de ralentissement de l'économie chinoise.

Par ailleurs, les ESSD chinoises souffrent d'une compétition de plus en plus importante. Une source du secteur interrogée par les auteurs a notamment souligné le positionnement accru des entreprises chinoises de la tech sur le segment de l'analyse de risques et de la sécurité technique. Même s'il existe des coopérations fructueuses (*cf.* section 1.3.1), elles occupent une part de marché lucratif et freinent la diversification du portefeuille des ESSD chinoises conventionnelles. Les ESSD basées en Chine se voient aussi perdre des marchés au profit d'ESSD chinoises établies localement dans les pays africains à l'instar de la South Africa Chinese Security Company. Ces dernières peuvent en effet disposer de meilleurs renseignements et de contacts avec les autorités locales, mais également se montrer plus agiles en matière de gestion de crise.

À cette concurrence entre acteurs chinois s'ajoute une forte concurrence à l'étranger. Les sociétés de sécurité chinoises peinent à rivaliser avec leurs homologues occidentales comme G4S, Control Risks ou International SOS, sur l'offre proposée et sur la qualité des services. Elles se font aussi dépasser sur le coût global dans certains secteurs comme l'escorte maritime armée, où leurs concurrentes indiennes représentent des alternatives 30 à 40 % moins chères.

Par ailleurs, les lacunes du secteur de la sécurité privée en Chine contribuent à une multiplication d'incidents dans plusieurs pays d'Afrique⁸⁹. En 2023, au Mozambique, Giant Panda Security, une entreprise de sécurité privée tenue par un ressortissant chinois, a continué d'opérer illégalement alors que le bureau du procureur de la province de Sofala avait mis fin à ses activités⁹⁰. En 2018, deux ressortissants chinois ont été arrêtés à Livingstone en Zambie, pour avoir assuré une formation militaire illégale destinée à une entreprise de sécurité locale⁹¹. La même année, cinq ressortissants chinois ont été arrêtés au Kenya alors qu'ils essayaient d'ouvrir une entreprise de sécurité locale, visiblement affiliée à Longtewei International (卫保镖国际公司), sans permis de travail ni autorisation préalable⁹². D'après un chercheur chinois, cette affaire aurait gravement nui à la réputation des sociétés de sécurité chinoises et conduit à freiner leur développement dans le pays⁹³.

⁸⁹ « Chinese mine bosses cleared in Zambia shooting incident », [France 24](#), 5 avril 2011.

⁹⁰ « Chinese-owned security company defies Mozambican authorities – AIM report », Club of Mozambique, 18 août 2023.

⁹¹ « Kenya, Zambia arrest Chinese threats to 'national security' », [Africa News](#), 9 mai 2019.

⁹² « 国内保镖在肯尼亚被逮捕 龙特卫保镖公司非法在非洲经营受惩罚 », [Zhongzhou International Bodyguard Company](#) (non daté).

⁹³ Haiyong SONG, « 中国保安企业开展海外业务的路径及风险防控研究 » [Research on the paths and risk prevention and control of Chinese security companies' overseas business], People's Public Security University of China, 2020.

Pour conclure, la situation actuelle reflète une sécurité privée à deux vitesses. D'une part, les ESSD basées en Chine peinent à réellement s'internationaliser et continuent d'être tiraillées entre une posture de facilitateurs des objectifs nationaux et une logique de marché dissociée de la politique étrangère de Pékin. D'autre part, l'attention portée par les autorités chinoises à la protection des intérêts à l'étranger et les risques croissants qui pèsent sur les actifs chinois alimentent une zone grise dans laquelle prospèrent des ESSD locales qui ne respectent pas nécessairement la législation en vigueur ainsi que de nouvelles formes de sécurité privée portées directement par les diasporas.

2. ESSD russes en Afrique : un modèle lucratif en transformation

Depuis le début des années 2000, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, l'engagement russe en Afrique connaît une forte croissance. Tirant notamment profit des liens établis pendant la Guerre froide avec de nombreux pays africains, Moscou a développé une stratégie partenariale clientéliste et opportuniste, venant servir ses objectifs de politique étrangère et ses intérêts de puissance. Offrant des accords de défense et services de sécurité sans contreparties sur le plan de la gouvernance et des droits humains, la Russie a réussi à séduire de nombreux États africains souhaitant diversifier leurs partenariats, voire s'éloigner des États occidentaux.

Dans l'application de cette stratégie, la Russie emploie des outils non conventionnels et asymétriques ainsi que des stratégies de « zone grise » lui permettant de poursuivre ses objectifs, souvent hostiles à certaines puissances, sans risquer de conflit ouvert. Le recours à des SMP telles que Wagner, créée par feu Evgueni Prigojine, participe pleinement de ces stratégies. Mais si Wagner a longtemps été un formidable outil d'influence pour Moscou sur le continent africain, jusqu'à éclipser d'autres ESSD russes, le modèle est aujourd'hui en pleine mutation, à la suite de la tentative de mutinerie de Prigojine de juin 2023. La rébellion armée de ce dernier est venue confirmer les failles du modèle de sécurité privée russe, qui jouait sur la nature ambiguë des ESSD à fins de déni plausible mais ce faisant laissait peu de possibilité de contrôle au Kremlin.

2.1. Avant 2023 : un modèle marqué par le monopole de Wagner

2.1.1. Les ESSD russes en Afrique : une présence disparate et limitée

Dans les années 1990, les conséquences de la désintégration de l'Union soviétique⁹⁴ favorisent l'apparition de « compagnies militaires privées » russes. Par la suite, à partir des années 2000, ce secteur a connu une expansion notable. Pourtant, si les sociétés de sécurité privées sont reconnues par la loi russe, les sociétés militaires privées, soit celles menant des activités combattantes, sont illégales. En effet, l'article 13 paragraphe 5 de la Constitution russe dispose que « *la création et les activités des associations publiques dont les objectifs et les actions visent à [...] miner [la] sécurité [de la Fédération de Russie], à établir des unités armées, et à*

⁹⁴ À savoir l'apparition de réseaux criminels, la privatisation d'une partie du secteur industriel, et la réduction des effectifs des forces armées sous l'administration Eltsine (voir Kimberly MARTEN, « Russia's Use of Semi-state Security Forces: the Case of the Wagner Group », *Post-Soviet Affairs*, 26 mars 2019).

inciter aux conflits sociaux, raciaux, nationaux et religieux seront interdites »⁹⁵. L'interdiction du mercenariat selon l'article 359 du Code pénal russe de 1996 vient restreindre les activités militaires à l'étranger aux seules opérations menées par les forces régulières⁹⁶. Toutefois, cela n'a pas empêché de nombreuses sociétés militaires privées de proliférer et de poursuivre leurs activités⁹⁷, dans la mesure où les SMP servent aussi des intérêts politiques, contrairement aux simples mercenaires qui, eux, opèrent exclusivement dans un but lucratif⁹⁸. Cette disposition semble avoir été mise en place pour empêcher la création de milices privées anti-étatiques⁹⁹.

En dépit de ces dispositions légales, l'usage des ESSD, et en particulier des SMP, s'accroît et s'accroît sous Poutine. Plusieurs sociétés se distinguent notamment sur les théâtres syrien et ukrainien. S'agissant du continent africain, entre le début des années 2000 et fin 2023, la présence d'au moins dix ESSD russes a été suspectée ou confirmée :



Anti-Terror Orel (ЧБК Антитеррор-Орел¹⁰⁰) : créée par d'anciens membres des forces spéciales et spécialisée dans la protection d'infrastructures, la formation de personnel militaire, les activités de sapeur contre les menaces terroristes et les escortes de navires. Le groupe pourrait avoir mené des activités en Angola, au Nigéria et en Sierra Leone.



Convoy (ЧБК Конвой) : SMP spécialisée dans la participation aux combats, financée par Arkady Rotenberg¹⁰¹ et dirigée par Konstantin Pikalov depuis la guerre en Ukraine, ancien commandant de Wagner en Centrafrique.



DShRG « Rusich » (Диверсионно-штурмовая разведывательная группа « Русич » ou *Diversioonno-shturmovaya razvedyvatel'naya gruppya « Rusich »*) : un groupe de reconnaissance, de sabotage et d'assaut d'après son appellation, groupe paramilitaire néo-nazi lié à Wagner¹⁰² et au ministère de la Défense russe¹⁰³, spécialisé dans la participation aux combats, comme en

⁹⁵ Voir « First Section. Main Provisions », [The Constitution of the Russian Federation](#), 1993.

⁹⁶ Le mercenaire y est défini comme « une personne agissant dans le but d'obtenir une récompense matérielle et qui n'est pas citoyen de l'État dans lequel il participe à un conflit armé ou à des hostilités, qui ne réside pas de manière permanente sur son territoire et qui n'exerce pas de fonctions officielles », « Crimes Against the Peace and Security Mankind », [The Criminal Code of the Russian Federation NO.63-FZ](#), Section XII, Article 359, June 1996.

⁹⁷ Nadine MARIE-SCHWARTZENBERG, *Juridictions Nationales et Crimes Transnationaux*, Chapitre 8, 2002.

⁹⁸ Ceci étant, lorsque l'État russe est mécontent des actions de ces SMP, il tend à les sanctionner au titre du mercenariat, comme ce fut le cas pour Slavonic Corps. Deux de ses dirigeants furent arrêtés en 2013 par le FSB (Service fédéral de sécurité) pour avoir combattu auprès de groupes progouvernementaux syriens contre des rebelles dans la région de Homs sans avoir consulté préalablement le Kremlin.

⁹⁹ Kimberly MARTEN, *op. cit.*

¹⁰⁰ ЧБК : acronyme pour *Tchastnaïa voennaïa kompaniia*, compagnie militaire privée.

¹⁰¹ Denis Korotkov, « Cossacks, elf and Arkady Rotenberg: How does the Convoy PMC work and who finances it? », [Dossier Center](#), 14 août 2023.

¹⁰² Un de ses leaders Milchakov a rejoint Wagner en 2017. Le groupe aurait œuvré en tant que sous-unité de Wagner, notamment en Libye et utiliserait des bases d'entraînement de Wagner en échange de participation aux combats selon Molfar.

¹⁰³ « Catalog of Russian PMCs : 37 private military companies of the Russian Federation », [Molfar](#), non daté.

Ukraine¹⁰⁴. Le groupe pourrait notamment avoir assuré la sécurité du président sierra-léonais Julius Maada Bio autour de 2020¹⁰⁵.



Moran Security Group : entreprise spécialisée dans les services de sécurité maritime. Le groupe affirme avoir « *formé avec succès le personnel de sécurité local et assuré la protection d'escorte VIP pour les clients* » en Centrafrique, au Kenya et au Nigéria¹⁰⁶.



Patriot (ЧВК Патриот) : SMP liée au FSB et au ministère de la Défense¹⁰⁷, spécialisée dans la participation aux combats et la protection d'autorités et d'infrastructures. Souvent présenté comme un concurrent de Wagner, le groupe aurait notamment été en concurrence avec Wagner sur des contrats en Centrafrique¹⁰⁸ et pourrait être impliqué dans la mort de trois journalistes russes à l'été 2018¹⁰⁹.



Redut (ЧВК Редут) : SMP spécialisée dans la sécurité maritime et la participation aux combats, l'entreprise aurait notamment œuvré en Somalie¹¹⁰. Affiliée à l'armée russe, deux de ses commandants de bataillon, Sergei Mironov et Kirill Tikhonovich, sont les anciens commandants, respectivement, des 3e et 2e compagnies de Wagner. Elle a également été financée par Guennady Timchenko, homme d'affaires propriétaire du groupe Volga Group et proche ami de Vladimir Poutine¹¹¹.

¹⁰⁴ « Task Force Rusich », *Gels Avoirs*, [Ministère de l'Économie des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique](#), non daté.

¹⁰⁵ @ДШРГ Русич, « Руководство ДШРГ Русич во время работы в Сьерра-Леоне (в том числе с президентом страны) в ходе рабочих командировок 202? года » [La direction du DShR Rusich alors qu'il travaillait en Sierra Leone (y compris avec le président du pays) lors de voyages d'affaires en 202?], [Telegram](#), 20 novembre 2022.

¹⁰⁶ On notera qu'en octobre 2012, un bateau de Moran Security Group, le *Myre Seadiver*, a été arrêté par l'armée nigériane, et quinze membres ont été accusés de contrebande d'armes (« Nigerian navy detains Russian crew over arms », [BBC News](#), 23 octobre 2012).

¹⁰⁷ Le leader du groupe serait Sergueï Choïgou, ministre de la Défense entre 2012 et 2024.

¹⁰⁸ « Ce que l'on sait du groupe paramilitaire russe Patriot qui aurait été repéré à l'est de l'Ukraine », [Ouest France](#), 3 janvier 2023.

¹⁰⁹ Lilya YAPPAROVA, « Источники Дождя: к убийству журналистов в ЦАР может быть причастна ЧВК Патриот » [Sources de Dozhd : la SMP Patriot pourrait être impliquée dans l'assassinat de journalistes en République centrafricaine], [TVRAIN](#), 28 septembre 2018.

¹¹⁰ Voir la publication Telegram @ Zvizdec Мангусту, « действующий командир\начальник – бывший заместитель командира 45-го оп СПН вdv – Константин Юрьевич Мирзоянц, его заместитель – Сергей Саливанов, позывной 'Салех' (оба выдают себя за бизнесменов в сфере 'поставки питьевой воды на заказ' и предоставления 'консалтинговых услуг' в области безопасности и охраны). 'Салех' обычно рекомендуется, как 'замкомандира' проекта '7 редутов' » [Le commandant/chef actuel est l'ancien adjoint du commandant de la 45e brigade des forces spéciales aéroportées, Konstantin Yurievich Mirzoyants. Son adjoint est Sergey Salivanov, connu sous le surnom de 'Saleh' (tous deux se font passer pour des hommes d'affaires dans le domaine de la 'fourniture d'eau potable sur commande' et la prestation de 'services de conseil' en matière de sécurité et de protection). 'Saleh' est généralement recommandé comme le 'commandant adjoint' du projet '7 redut'], Telegram, 26 janvier 2023. Celle-ci indique qu'il y aurait une unité spéciale appelée PRIBOY destinée à « *escorter les marchandises des navires au large de la Corne de l'Afrique et libérer les otages détenus par les pirates somaliens* ». Voir également le site internet officiel : <https://redut-czentr.narod.ru/>

¹¹¹ « How Russia is Restructuring Wagner Group's Africa Operations », [The Wall Street Journal](#), 2 novembre 2023.



RSB Group (PCB-Group) : une entreprise spécialisée dans la lutte anti-piraterie, l'escorte armée et les services de conseil militaire. Liée au ministère de la Défense et au FSB, l'entreprise affirme avoir ouvert un bureau de représentation à Dakar et aurait fait de la réparation d'infrastructures militaires pour le maréchal Haftar en Libye et potentiellement mené des patrouilles conjointes dans les eaux territoriales du Nigeria avec les garde-côtes du pays.



Russian Imperial Legion (RIL), branche armée du groupe paramilitaire néonazi Russian Imperial Movement (Русское Имперское Движение). La RIL, également liée au ministère russe de la Défense, pourrait avoir déployé des mercenaires en RCA autour de 2019, d'après un post VK du groupe. Certains membres de Wagner, notamment Dmitri Outkine, sont d'anciens et/ou membres actifs de RIL.



Vega/Vegacy Strategic Services : entreprise spécialisée dans la sécurité maritime, l'entreprise a mené des opérations contre la piraterie dans les golfes de Guinée et d'Aden et au large de la Somalie¹¹².



Wagner (ЧВК Вагнер) : SMP spécialisée dans le soutien aux opérations militaires, la protection de présidents et/ou de membres d'ambassades, la formation du personnel de sécurité ainsi que la protection de sites de matières premières. La présence du groupe sur le continent a souvent été surestimée mais elle a pu être confirmée en Libye (hub logistique), en Centrafrique, au Mali, au Mozambique (en 2019 seulement), au Soudan, et au Cameroun. Le groupe s'est appuyé sur plusieurs entreprises faisant figure de filiales telles que Sewa Security Services, financée par Lobaye Invest, une filiale de Concord Management créée et financée par Prigojine, et ayant assuré la sécurité du président centrafricain Touadéra.

Il apparaît que la majorité de ces entreprises font partie des ESSD de Classe 2 et de Classe 3 selon la typologie établie par la FRS. Pour la totalité de ces ESSD, des signes de présence ont été détectés dans vingt pays au cours des vingt dernières années, soit une présence dans seulement deux pays en moyenne par ESSD. En outre, pour la plupart, la nature et la localisation exactes des activités en Afrique sont incertaines. Au moins quatre des entreprises citées ne sont plus actives sur le continent, à savoir Anti-Terror Orel, Russian Imperial Legion, Moran Security Group et Vega Strategic Services. Enfin, plusieurs de ces entreprises ont des liens avec les structures de force russes (ministère de la Défense, GRU, FSB). Les SMP russes se caractérisent, outre par l'absence d'un statut légal défini, par la relation opaque qu'elles entretiennent avec l'État russe et un cercle d'oligarques, tels que Prigojine et Timchenko¹¹³, ainsi que par la présence en leur sein d'anciens membres des structures de force russes¹¹⁴. La faible

¹¹² Alec BERTINA, « Vega Strategic Services: PMC Vega », *Grey Dynamics*, 2 juillet 2023.

¹¹³ Maria ZHOLOBOVA, Anastasia KOROTKOVA, « How the Russian Billionaires Provide Mercenaries to the Russian Army », *Important Stories*, 1^{er} août 2023.

¹¹⁴ Kimberly MARTEN, *op. cit.* ; Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, *op. cit.*

visibilité de certaines ESSD sur le continent s'explique aisément par leur présence disparate et l'opacité de leurs activités.

La porosité entre ces différentes ESSD est également à noter, certaines d'entre elles comptant parmi leurs fondateurs ou membres d'anciens personnels d'autres ESSD. À titre d'exemple, Wagner est parfois présentée comme une émanation de Slavonic Corps et Moran Security Group comme un « *produit dérivé* »¹¹⁵ d'Anti-Terror Orel, dans la mesure où le directeur adjoint de Moran, Gusev¹¹⁶, est lui-même un ancien membre d'Anti-Terror¹¹⁷.

Plusieurs de ces entités entretiennent des liens avec Wagner : membres, sites d'entraînement en commun, liens d'affiliation comme pour Sewa Security Services, ou encore relations de compétition, comme avec Patriot. La fréquence des liens avec Wagner souligne la spécificité de cette dernière, qui se distingue des autres ESSD par ses fortes capacités fédératrices, par son vaste champ d'activités ainsi que par l'étendue des moyens mobilisés provenant, entre autres, du vaste réseau d'entreprises commerciales construit par Prigojine.

2.1.2. Wagner ou la vitrine des ESSD russes en Afrique

Si de nombreuses ESSD russes semblent peu visibles en Afrique, c'est aussi parce qu'elles ont été éclipsées par Wagner, qui a réussi à développer une forte influence sur le continent. Avec une présence confirmée dans cinq pays (six en comptant le Mozambique, où le groupe était déployé en 2019 avant de se désengager la même année), des soupçons de présence dans sept autres, et un champ d'activités allant de l'appui militaire et la protection de régime à la manipulation de l'information, Wagner se distingue nettement de ses « consœurs ». Sa nature même est sujette à débat et à interprétation. Wagner est une organisation paramilitaire russe, souvent décrite comme une société militaire privée en raison de ses activités qui incluent la fourniture de services de sécurité et de soutien militaire dans divers conflits à travers le monde. Toutefois, Wagner ne se présente pas comme une SMP, n'est pas régulée de la même manière que d'autres entreprises privées de sécurité, et son champ d'activités dépasse largement celui des SMP.

Ainsi, bien que la présence des ESSD russes de toutes classes (*cf.* introduction) en Afrique ne se réduise pas à celle de Wagner, cette dernière s'est rapidement imposée comme la vitrine des SMP russes. Wagner est devenue à la fois l'emblème et l'anomalie des sociétés militaires privées russes.

Wagner s'est affirmée comme le principal outil d'influence russe en Afrique. Étroitement liée au gouvernement russe, ses activités sont souvent associées aux intérêts géopolitiques de la Russie. La stratégie russe sur le continent repose sur la coordination d'actions militaro-sécuritaires, économiques, diplomatiques et informationnelles visant à rehausser la posture globale de la Russie et sa perception en tant que grande puissance, à refaçonner l'ordre international

¹¹⁵ « The Wagner Group - A Preliminary Update », [Russian Analytical Digest](#), 18 octobre 2023.

¹¹⁶ « Последний бой 'Славянского корпуса' » [Le dernier combat du 'Corps Slave'], [Военное обозрение](#), 16 novembre 2023.

¹¹⁷ Candace RONDEAUX, « Decoding the Wagner Group: Analyzing the Role of Private Military Security Contractors in Russian Proxy Warfare », [Center on the Future of War](#), Arizona State University, novembre 2019.

selon sa vision, et à réduire et lutter contre l'influence occidentale¹¹⁸. Moscou a ainsi mis en place un « pack sécurité contre avantages stratégiques », où son offre d'armes, d'accords de défense et de services de sécurité lui permet de s'assurer un accès aux ressources naturelles ou stratégiques du pays partenaire et une influence politique sur place. Dans le cadre de cette stratégie, les activités de Wagner s'inscrivent dans les volets militaro-sécuritaire (déploiement de troupes en soutien à des opérations, protection des gouvernements en place, sécurisation d'infrastructures stratégiques telles que les mines), économique (exploitation de mines par des entreprises affiliées à Prigojine, protection de gisements pétroliers ou encore commerce du bois) et informationnel (opérations de manipulation de l'information par des entrepreneurs d'influence et usines à trolls affiliés à Prigojine). Alors que la Russie demeure un « nain économique » en Afrique¹¹⁹, l'appui sur des entités privées comme Wagner lui permet de minimiser les coûts inhérents à un engagement militaire tout en maximisant les gains et les effets produits (résonance médiatique) dans un contexte de restrictions économiques (sanctions internationales).

Ainsi, Wagner cible en priorité les pays où Moscou a des intérêts et où une crise politique ou sécuritaire est survenue. Ce faisant, le groupe confirme qu'il n'est pas une entreprise classique, en contrevenant notamment à la logique entrepreneuriale, qui tend à privilégier les marchés stables. Alors que les investisseurs internationaux, peu enclins à prendre des risques, tendent à fuir les pays en crise, en particulier en Afrique, Wagner et la Russie privilégient au contraire les pays où une crise peut être instrumentalisée à des fins d'influence politique : crise libyenne, guerre civile en RCA et désengagement de l'armée française à partir de 2016, émergence de l'insurrection jihadiste dans le Cabo Delgado au Mozambique en 2018-2019, renversement du président el-Béchir en 2019 au Soudan, coups d'État militaires et départ des troupes françaises au Mali, au Burkina Faso et au Niger entre 2021 et 2023. Les services de Wagner ont ainsi été sollicités soit par les autorités centrales (juntas sahéniennes), soit par des entités rivales du pouvoir en place (Libye, Centrafrique, et Mozambique).

Wagner exploite également le potentiel logistique de certaines localisations. La Libye est devenue l'un des principaux hubs logistiques de Wagner, constituant une porte d'entrée sur le continent africain et vers la Méditerranée tout en lui permettant de pérenniser sa présence dans des pays voisins comme le Soudan ou la Centrafrique. Des enquêtes du collectif d'investigation All Eyes on Wagner ont mis en évidence l'utilisation de la base libyenne d'Al Khadim comme hub logistique. Wagner et ses entités affiliées ont utilisé la base pour transférer des armes de la Libye vers le Soudan mais aussi comme centre d'hébergement de transit pour les civils travaillant dans les mines contrôlées par Wagner en République centrafricaine¹²⁰. Au Cameroun, Wagner contrôle la société International Global Logistic (IGL)¹²¹, qui s'occupe du transit des matériaux exploités par Wagner *via* le port de Douala vers et depuis la RCA. Le bois

¹¹⁸ Djenabou CISSE, « De Sotchi à Saint-Pétersbourg : quelles perspectives pour la coopération russo-africaine ? », [Recherches&Documents](#), Fondation pour la recherche stratégique, n° 10/2023, 27 juillet 2023.

¹¹⁹ Le volume d'échanges commerciaux de la Russie avec l'Afrique (17,7 milliards de dollars en 2021) est bien inférieur à ceux de l'Union européenne (295 milliards), de la Chine (254 milliards), et des États-Unis (65 milliards).

¹²⁰ « La base aérienne d'Al Khadim, un avant-poste russe incontournable en Libye », [All Eyes on Wagner](#), non daté.

¹²¹ Initialement simple client de l'entreprise, Wagner en assure désormais une direction effective. Elle serait dirigée par un certain Nikolaï, proche de Vitali Perfilev (Mathieu OLIVIER, « At the heart of the Wagner system, from Douala to Bangui », [The Africa Report](#), 16 août 2022).

exploité en Centrafrique serait notamment transporté *via* le Cameroun vers le port de Douala par des membres de Wagner qui assureraient la sécurité de ces convois¹²².

De leur côté, les autorités africaines ayant sollicité les services de Wagner y trouvent un moyen de se maintenir au pouvoir face à des menaces internes (rébellions), de réprimer des groupes armés et de diversifier leurs partenariats, dans un contexte de remise en cause croissante des termes partenariaux avec les pays occidentaux (critique du principe de conditionnalité des aides).

2.1.3. Wagner et le pouvoir : entre liens ambigus et bénéfiques mutuels

Jusqu'en 2023, le groupe contribuait à la fois à la mise en œuvre de la stratégie et des objectifs de politique étrangère du Kremlin, tout en répondant principalement aux intérêts économiques de l'oligarque à sa tête, Evgueni Prigojine.

La nature ambivalente d'entités comme Wagner suscite depuis plusieurs années un débat en Russie¹²³ (notamment au sein de la Douma, la chambre basse du Parlement) sur la légalisation de ces entités. Loin de clarifier leur statut, Vladimir Poutine a au contraire contribué à davantage brouiller la situation. En septembre 2018, il signe un décret classant comme secret toutes les informations relatives à ceux « *collaborant avec les services de renseignement étrangers de la Fédération de Russie qui ne sont pas des employés* »¹²⁴. Ce décret, qui pourrait concerner plusieurs ESSD en raison de leurs liens avec le GRU et le FSB, permet en théorie de « poursuivre » les journalistes rapportant des informations sensibles sur Wagner et ses consœurs¹²⁵. Cela semble être confirmé seulement deux mois plus tard par l'arrestation pour haute trahison de Vladimir Neelov, analyste russe ayant écrit de nombreux articles sur les SMP mais aussi par l'assassinat de trois journalistes russes¹²⁶ qui enquêtaient sur Wagner¹²⁷ en juillet 2018 en RCA. En décembre 2018, alors que le Kremlin refusait jusqu'alors de le faire, Vladimir Poutine finit par reconnaître l'existence de Wagner, mais en tant qu'entreprise privée agissant en son nom propre. Il va même jusqu'à déclarer que Wagner peut poursuivre ses intérêts commerciaux n'importe où dans le monde dès lors que le groupe ne viole pas les lois russes. Au fil des années, le Kremlin a multiplié les déclarations contradictoires, tantôt soutenant ou saluant publiquement les actions de Wagner, tantôt démentant la présence en Afrique de mercenaires de Wagner qui ne seraient que des « instructeurs ».

L'absence de réglementation des sociétés militaires privées a profité à la fois aux intérêts des entreprises elles-mêmes et à ceux du Kremlin, les premières pouvant « *opérer et prospérer dans l'ombre des réseaux d'oligarques, des entreprises d'État, et des agences de sécurité* »¹²⁸ et le pouvoir russe pouvant jouir du déni plausible (« *plausible deniability* »). Le recours aux

¹²² *Ibid.* ; « New Report Examines Russian Wagner Group's Expansion Across Africa », [ADF](#), 21 mars 2023 ; Mathieu OLIVIER, « Café, cash et alcool : au cœur du système Wagner, de Douala à Bangui », [Corbeau News Centrafrique](#), 11 août 2022 ; Mathieu OLIVIER, « Cameroon: An investigation into the Wagner Group's African financial model », [The Africa Report](#), 18 janvier 2023.

¹²³ Kimberly MARTEN, *op. cit.*

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ « Trois journalistes russes assassinés en Centrafrique », *Le Monde*, 31 juillet 2018.

¹²⁷ Toutefois, selon certaines sources, la société Patriot pourrait être responsable de l'assassinat.

¹²⁸ Candace RONDEAUX, *op. cit.*

SMP telles que Wagner – entité à la structure hybride (semi-privée, semi-illégale) employant une galaxie d’individus parfois proches du pouvoir – permet à la Russie de mettre en place des stratégies de « zone grise » pour atteindre à moindre coût ses objectifs géopolitiques sans risquer une confrontation ouverte¹²⁹ ou des représailles. « *En maintenant illégale une entité telle que Wagner, [le Kremlin] contrôle et régule la compétition tout en rétribuant les différents services et individus œuvrant au développement et à la protection des intérêts russes à l’étranger. De même, le soutien apporté à Wagner permet à la Russie d’éviter un retour sur le territoire national d’anciens éléments des forces armées susceptibles de menacer la sécurité intérieure*¹³⁰ »¹³¹.

2.2. Depuis 2023 : un modèle en reconfiguration

2.2.1. Mort d’Evgueni Prigojine : un tournant majeur, illustrant la fragilité de l’ancien modèle

Si le Kremlin parvient pendant longtemps à exploiter à son avantage la nature hybride de Wagner, la rébellion armée suivie de la mort d’Evgueni Prigojine et de Dimitri Outkine à l’été 2023 marquent un tournant majeur. Cela a confirmé la fragilité de l’ancien modèle russe de recours aux ESSD et entraîné une reconfiguration de la présence russe en Afrique.

La rébellion de Prigojine les 23 et 24 juin 2023 crée initialement la surprise et ébranle le régime, amenant certains observateurs à parler de révolte de la créature contre son créateur¹³². Bien que dirigée en premier lieu contre le ministère de la Défense et l’État-major général¹³³, cette rébellion, en raison de son ampleur et de sa médiatisation, constitue un affront à l’autorité de Vladimir Poutine, qui apparaît très inquiet et semble ne pas maîtriser la situation¹³⁴. Celui-ci se trouve face à un dilemme : comment sanctionner le groupe sans démanteler un outil utile au régime ? Comment couper la tête du réseau sans risquer qu’il ne s’écroule et ne réponde plus aux intérêts russes ? La rébellion vient souligner une nouvelle fois la nature ambivalente de Wagner et la trop grande autonomie qui lui avait été accordée par le Kremlin. Le maintien du statut flou de Wagner avait pourtant pour but de permettre au Kremlin de garder un semblant de contrôle sur le groupe. Mais malgré ses liens quasi organiques avec le pouvoir, Wagner ne pouvait être réduit à un simple outil aux mains de Moscou car le groupe disposait d’une plus grande autonomie que certains acteurs inféodés au pouvoir mais aussi des objectifs propres pouvant concurrencer ceux du Kremlin : « *la multiplicité des acteurs impliqués dans la gestion de Wagner entraîne de fait la coexistence de plusieurs logiques qui parfois peuvent s’affronter* »¹³⁵.

¹²⁹ Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, *op. cit.*

¹³⁰ Ce tout dernier point est toutefois contesté par certains chercheurs comme Kimberly Marten, qui estime que les combattants russes « *ne sont pas exilés de façon permanente* » dans la mesure où ils « *alternent entre les déploiements à l’étranger* ».

¹³¹ Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, *op. cit.*

¹³² Florent PARMENTIER, Cyrille BRET, « *Après le putsch avorté de Wagner, quelles conséquences pour Vladimir Poutine ?* », [Slate](#), 26 juin 2023.

¹³³ En particulier le ministre de la Défense Sergueï Choïgou et son chef d’état-major Valeri Guerassimov.

¹³⁴ Martin BERNIER, « *‘Wagner est mort, vive Wagner’ : vers une multiplication des compagnies de mercenaires* », [Figaro Vox](#), 25 août 2024.

¹³⁵ Aude THOMAS, Vincent TOURRET, Philippe GROS, *op. cit.*

La rébellion armée constitue le paroxysme de tensions existant depuis le début de la création de Wagner. Bien que les intérêts de Prigojine aient souvent été alignés sur ceux du Kremlin, sa relation avec S. Choïgou, l'ancien ministre de la Défense, a toujours été mouvementée, notamment sur les théâtres syrien et ukrainien¹³⁶. À plusieurs reprises, Choïgou a critiqué et tenté de prendre le contrôle du groupe Wagner. En mai 2023, un mois avant la mutinerie, des rumeurs ont circulé sur le transfert de Mikhaïl Mizintev, ancien vice-ministre de la Défense, à Wagner¹³⁷. Alors que certains suggèrent une volonté personnelle, d'autres y voient une stratégie du Kremlin pour reprendre le contrôle sur l'entité Wagner¹³⁸. Ce qui est clair c'est que la mutinerie de juin accentue un raidissement du régime envers le groupe. L'erreur de Prigojine aura certainement été de croire qu'il était trop précieux pour que le régime se passe de ses services, qu'il pouvait organiser une mutinerie, négocier avec le régime, puis multiplier les apparitions publiques¹³⁹ sans craindre de représailles. « *Un Prigojine vivant, plein d'idées et d'énergie, était clairement un problème ambulante pour le régime, l'incarnation de l'humiliation politique de Poutine* », écrit sur X la politologue Tatiana Stanovaya¹⁴⁰.

Le choix initial de la négociation par le régime apparaît comme une tentative du pouvoir de gagner du temps afin de préparer discrètement la réorganisation de Wagner¹⁴¹. Dans l'hypothèse où Prigojine et Outkine auraient bien été assassinés par le régime, comme le suggèrent de nombreux observateurs, ce choix indiquerait une volonté du Kremlin de dissuader de potentiels futurs mutins et de reprendre le contrôle sur Wagner.

2.2.2. Africa Corps : la reprise en mains de Wagner par le Kremlin

À la date de rédaction de cette note, la situation évolue encore sur le terrain mais plusieurs éléments permettent tout de même un dresser un tableau assez clair.

► Organisation

Loin de provoquer une guerre civile, malgré des remous en interne, la rébellion de Wagner a entraîné une reprise en main de l'écosystème des compagnies militaires privées et du système Wagner par le Kremlin. Fin 2023, Moscou lance ainsi Africa Corps, un corps expéditionnaire visant à « *mener des opérations militaires à grande échelle sur le continent [africain] pour soutenir les pays cherchant à se débarrasser enfin de la dépendance néocoloniale, à nettoyer la présence occidentale et à acquérir la pleine souveraineté* », selon un message citant Igor Ko-

¹³⁶ Les tensions entre le ministère de la Défense et Wagner sont devenues évidentes notamment après les bombardements américains de février 2018 visant des forces pro-gouvernementales syriennes et des membres de Wagner. Elles se sont également matérialisées lors de la guerre en Ukraine, au cours de laquelle Prigojine s'est directement opposé à Choïgou, l'accusant de lui refuser des munitions et critiquant le bilan de l'armée russe (voir Vanda FELBAB-BROWN, « What's ahead for the Wagner group in Africa and in the Middle East », [Brookings](#), 18 juillet 2023 ; Richard GODIN, « Rébellion de Wagner: entre Prigojine et le ministre de la Défense russe, un conflit qui atteint son paroxysme », [Le Nouvel Obs](#), 26 juin 2023.

¹³⁷ Julian COLLING, « Sergueï Choïgou, Vladimir Poutine, Evgueni Prigojine : plongée dans les arcanes du pouvoir russe », [L'OBS](#), 17 mai 2023.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ Prigojine apparaît notamment sur des photographies non authentifiées en marge du sommet Russie-Afrique du 26 juillet 2023.

¹⁴⁰ @TatianaStanovaya, « A few thoughts in light of Prigozhin's death », [X](#), 23 août 2023 ; Léo VIDAL, « Prigojine : derrière sa mort annoncée, la probable vengeance de Poutine », [L'Express](#), 24 août 2023.

¹⁴¹ @TatianaStanovaya, *Ibid.*

rotchenko, ancien colonel et rédacteur en chef de la revue russe *Natsionalnaïa oborona* (« défense nationale »)¹⁴². Le 21 novembre 2023, le média *African Initiative* (créé en septembre 2023) publie un article intitulé « Les Routes du Corps Africain. Pourquoi la Russie renforce sa présence militaire en Afrique »¹⁴³. L'article indique que les forces armées russes disposeront d'un « corps africain » qui fera partie d'une structure spéciale du ministère russe de la Défense. Il précise que ce « corps africain » « *aidera les États africains souverains à contrer l'influence néocoloniale de l'Occident, qui sape leur base de ressources, et renforcera la coopération égale de la Russie avec les pays africains* ».

Africa Corps est placé sous la direction de Yunus-Bek Yevkurov, vice-ministre de la Défense, et d'Andrei Averyanov, général du GRU, en charge notamment de l'unité 29155 de la GRU, responsable d'assassinats et de sabotages à l'étranger. Les deux hommes effectuent un certain nombre de visites en Afrique entre août 2023, mois du décès de Prigojine, et novembre 2023, date à laquelle la création d'Africa Corps est révélée. Lors de cette tournée africaine (Libye, Burkina Faso, RCA, Mali, Niger), ils souhaitent notamment rassurer leurs partenaires sur la poursuite de la coopération militaire malgré la mort de Prigojine¹⁴⁴. En plaçant Africa Corps sous la tutelle directe du ministère de la Défense, Moscou affiche sa volonté d'instaurer un contrôle plus étroit sur les activités du groupe Wagner¹⁴⁵ et de s'appuyer sur un outil plus facilement contrôlable pour diffuser l'influence russe en Afrique. Selon certaines sources, cette décision aurait été prise lors de réunions au Kremlin dès la fin juin 2023, peu après la mutinerie de Prigojine. Il aurait alors été décidé que le FSB et le SVR prendraient le contrôle de l'empire commercial domestique de Prigojine, et le GRU des sociétés militaires à l'étranger¹⁴⁶.

Ces dernières seraient elles-mêmes divisées en deux composantes : un corps de volontaires en charge des opérations en Ukraine, et un corps expéditionnaire commandé par Averyanov. Ces deux corps s'appuieraient, entre autres, sur des entités comme Redut et Convoy pour recruter. Le 14 août 2023, soit neuf jours avant la disparition de Prigojine, les premières annonces de recrutement de la SMP Redut spécifiquement pour l'Afrique apparaissent sur Telegram. On peut y lire : « *SMP Redut, contrôlée par les amis de Poutine, recrute des milliers de mercenaires pour les envoyer en Afrique et en Syrie* »¹⁴⁷. Puis, le 21 août 2023, la SMP Convoy

¹⁴² Le message a été posté le 20 novembre 2023 par le blogueur militaire Deux Majors, proche du ministère russe de la Défense. Voir @Два майора, « Африканский континент – в фокусе внимания России » [Le continent africain au cœur de l'attention de la Russie], [Telegram](#), 20 novembre 2023 ; voir aussi Frédéric BOBIN, Morgane LE CAM, « Africa Corps, le nouveau label de la présence russe au Sahel », [Le Monde Afrique](#), 15 décembre 2023.

¹⁴³ « Les Routes du Corps Africain. Pourquoi la Russie renforce sa présence militaire en Afrique », [African Initiative](#), 21 novembre 2023.

¹⁴⁴ Joe INWOOD, Jake TACCHI, « Comment la Russie tente de redorer le blason de Wagner en Afrique », [BBC News Afrique](#), 22 février 2024.

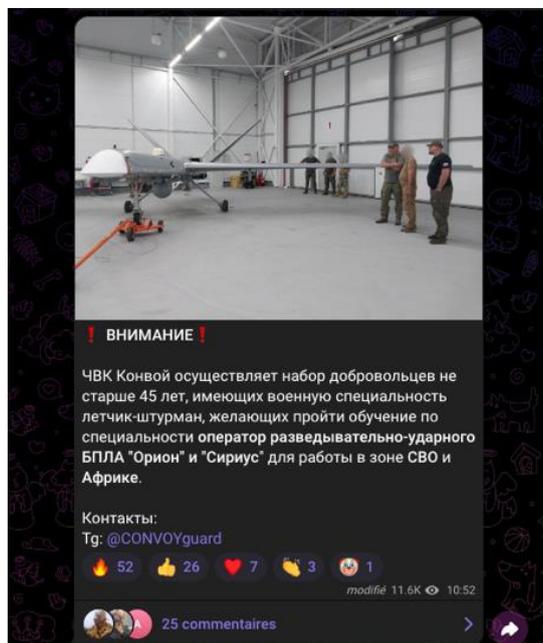
¹⁴⁵ Bien que « *selon plusieurs éléments concordants, les activités politiques de Wagner en Afrique ont toujours été étroitement pilotées par le Kremlin, notamment par le vice-ministre des Affaires étrangères russe et représentant spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, M. Mikhaïl L. Bogdanov, ainsi que son directeur Afrique, M. Andreï Keimarsky* », écrit Florent Geel dans « Les nouveaux visages de Wagner en Afrique », [Le Rubicon](#), 8 février 2024.

¹⁴⁶ Jack WATLING, Oleksandr V. DANYLYUK, Nick REYNOLDS, « The Threat from Russia's Unconventional Warfare Beyond Ukraine, 2022-24 », [RUSI](#), 20 février 2024.

¹⁴⁷ @Можем объяснить, « Тимченко и Дерипаска отберут у Пригожина его главный актив — Африку. Подконтрольная друзьям Путина ЧВК «Редут» вербует тысячи наемников, чтобы отправить в Африку и Сирию » [Timtchenko et Deripaska vont priver Prigojine de son principal actif : l'Afrique. La société militaire privée 'Redut', contrôlée par des amis de Poutine, recrute des milliers de mercenaires pour les envoyer en Afrique et en Syrie], [Telegram](#), 18 août 2023.

publie une annonce de recrutement de pilotes-navigateurs pour contrôler les drones en Afrique.

Figure n° 2 : PUBLICATION TELEGRAM DE LA CHAÎNE @KONVOY DATANT DU 21 AOÛT 2023



SMP Konvoy recrute des volontaires âgés de 45 ans maximum et possédant une spécialité militaire en tant que pilotes-navigateurs, souhaitant suivre une formation d'opérateur de drones de reconnaissance et d'attaque Orion et Sirius pour travailler dans la région militaire Nord et en Afrique.

Source : @Konvoy (2023)

Les SMP Redut et Convoy ont toutes deux eu des liens plus ou moins étroits avec Wagner. En effet, le patron de Convoy, Konstantin Pikalov, également connu sous le surnom de « Mazai », est l'ancien commandant de Wagner en République centrafricaine¹⁴⁸. Dès 2018, il contribue à l'implantation de Wagner dans le pays. Il est également repéré à Madagascar avant les élections de 2018 aux côtés du pasteur André Mailhol, candidat à l'élection.

Figure n° 3 : CAPTURE D'ÉCRAN DU REPORTAGE DE LA BBC SUR WAGNER À MADAGASCAR



Source : BBC (2019)

¹⁴⁸ « 'Mazai' is the African 'Wagner'. Who controls Prigozhin's affairs on the Dark Continent », [The Insider](#), 14 août 2020.

Quant à la SMP Redut, l'un de ses fondateurs n'est autre qu'Anatoli Karazi, ancien chef du renseignement de Wagner¹⁴⁹. En recrutant d'anciens hauts cadres de Wagner au sein d'Africa Corps, le gouvernement russe affiche sa détermination à remplacer le *leadership* de Wagner et à absorber les opérations du groupe. Il n'est ainsi pas anodin que Konstantin Pikalov et Konstantin Mirzayants (*leader* de Redut) aient fait partie des délégations en visite sur le continent entre août et septembre 2023.

Très rapidement *African Initiative* semble devenir la branche informationnelle de cette nouvelle organisation. Alors qu'elle se définit comme « *une agence de presse russe sur les événements du continent africain* »¹⁵⁰, elle est chargée de diffuser de la propagande visant à promouvoir l'influence de la Russie en Afrique, principalement au profit d'Africa Corps. Son *leadership* est constitué de membres de services de renseignement russes et d'anciens membres du réseau Wagner. En effet, dirigée par Victor Lukovenko, un Ouzbek ancien détenu et ancien administrateur d'une chaîne Telegram affiliée à la galaxie Prigojine¹⁵¹, son rédacteur en chef n'est autre qu'Artyom Kureev, membre du 5e service du FSB, le département chargé des opérations internationales¹⁵², et sa rédactrice en chef adjointe est Anna Zamaraeva, une ancienne attachée de presse de Wagner¹⁵³.

Les structures de force se réapproprient les recettes de Prigojine, combinant soutien militaire et influence informationnelle. Là où Wagner s'appuyait sur plusieurs organes informationnels affiliés à Prigojine – tels que le *think tank* AFRIC, responsable des ingérences électorales à Madagascar en 2018-2019, ou encore la radio centrafricaine pro-russe Lengo Songo, financée par Lobaye Invest –, Africa Corps peut s'appuyer sur *African Initiative*, organe semblant avoir vocation à centraliser la parole pro-russe sur le continent. Ce dernier semble avoir actuellement des bureaux au Mali et au Burkina Faso, ainsi que des correspondants au Niger¹⁵⁴.

¹⁴⁹ « Best of enemies: Wagner chief Prigozhin's feud with Defense Minister to blow up in his face », *The Insider*, 12 mai 2023 ; « Karazi », *Gels Avoirs*, [Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique](#), non daté.

¹⁵⁰ Voir le site officiel d'African Initiative : <https://afrinz.ru/fr/a-propos-du-projet/>

¹⁵¹ « Souriez et saluez Viktor Lukovenko – de condamné à stratège politique et expert africain », [All Eyes on Wagner](#), non daté.

¹⁵² Thomas EYDOUX, Morgane LE CAM, « African Initiative, le nouveau réseau de propagande russe en Afrique après le démantèlement de Wagner », [Le Monde](#), 7 mars 2024.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ Thomas EYDOUX, Morgane LE CAM, « African Initiative, le nouveau réseau de propagande russe en Afrique après le démantèlement de Wagner », [Le Monde](#), 7 mars 2024.

Figure n° 4 : RENCONTRE ENTRE LA DÉLÉGATION RUSSE ET LE PRÉSIDENT IBRAHIM TRAORÉ AU BURKINA FASO LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2023



Les trois hommes à droite du président Traoré sont (de gauche à droite) : K. Mirzayants (Redut), A. Averyanov (GRU) et Yunus-Bek Yevkurov (vice-ministre de la Défense).

Source : Telegram (septembre 2023)

► Implantation

À la date de rédaction de cette note, Africa Corps est officiellement implanté au Burkina Faso¹⁵⁵ et au Niger¹⁵⁶, respectivement depuis les 24 janvier 2024 et 11 avril 2024 selon *African Initiative* (cf. Annexe 7). D'après les vidéos et images publiées sur les chaînes Telegram d'Africa Corps et d'*African Initiative*, une centaine d'« instructeurs » russes ainsi que du matériel militaire auraient été déployés dans les deux pays. La livraison au Niger d'un système de défense anti-aérienne, capable « d'assurer le contrôle total de [l'] espace aérien [nigérien] », a également été évoquée sans plus de précisions. Un certain journaliste russe du nom d'Alexander Kharchenko apparaît également dans des vidéos, faisant la promotion de la junte et de son partenariat avec la Russie¹⁵⁷.

Le choix d'implantation d'Africa Corps au Burkina Faso et au Niger est intéressant car il s'agit de deux pays en proie à une forte instabilité sécuritaire et politique, dirigés par des juntes ayant provoqué le départ des forces françaises, et dans lesquels Wagner n'était pas officiellement déployée, malgré de nombreuses suspicions¹⁵⁸ et tentatives russes pour y renforcer leur influence. Alors que beaucoup s'attendaient à un déploiement rapide de Wagner au Burkina Faso après les putschs de 2022¹⁵⁹ et l'annonce du départ des troupes françaises en février 2023, la junte burkinabé n'avait jusqu'alors pas imité son voisin malien. Le chef de la junte actuelle, le capitaine Ibrahim Traoré, avait même nié toute rupture diplomatique avec la

¹⁵⁵ « Burkina Faso : les troupes russes entament leur déploiement sous le nouveau label 'Africa Corps' », [Agence Cofin](#), 25 janvier 2024.

¹⁵⁶ @Archer83Able, « #Niger: Russian forces arrive in the African country of Niger on board Ilyushin Il-76 transport planes (one of the borts visible is RF-78795) », [X](#), 12 avril 2024.

¹⁵⁷ @alleyesonwagner, « Diffusé sur la RTN et par le @NIGER_CNSP, clip promotionnel de la junte militaire au #Niger et son potentiel de développement en partenariat avec la #Russie – on remarquera la visite à l'Ambassade France au Niger. », [X](#), 26 mars 2024.

¹⁵⁸ « Des mercenaires de Wagner ont-ils débarqué au Burkina Faso ? », [Jeune Afrique](#), 6 janvier 2023.

¹⁵⁹ Le pays a connu deux coups d'État entre janvier et septembre 2022.

France¹⁶⁰ et démenti la présence des mercenaires, déclarant le 3 février 2023 : « *Nous avons nos Wagner, ce sont les VDP [Volontaires pour la défense de la patrie, supplétifs civils de l'armée] que nous recrutons. Ce sont eux nos Wagner* »¹⁶¹. Malgré les encouragements de Bamako, il semblerait qu'aucun accord n'ait été trouvé avec Wagner, potentiellement en raison des prix trop élevés des mercenaires russes¹⁶², voire du bilan mitigé de Wagner dans la lutte antiterroriste et des coûts réputationnels d'une alliance avec la société¹⁶³. Plusieurs enquêtes¹⁶⁴ montrent en effet une extension des zones d'évolution terroriste et/ou de la liberté de mouvement des groupes au Mali et au Burkina Faso depuis l'arrivée de Wagner.

Ceci étant, Ouagadougou est convoitée par les autorités russes depuis plusieurs années : après un premier accord de coopération militaire signé avec la Russie en 2018, le régime burkinabé opère un rapprochement avec Moscou dès 2022, dans une logique de diversification des partenariats et d'acquisition de matériel militaire. Dans le cadre de la lutte antiterroriste du régime, de nombreux soldats et VDP ont été accusés d'exactions, ce qui a poussé plusieurs alliés traditionnels du Burkina Faso à cesser de fournir des armes à la junte¹⁶⁵. Peu de temps après les coups d'État, Prigojine apporte son soutien aux nouvelles autorités burkinabés¹⁶⁶ et une campagne d'influence et de désinformation pro-russe est menée par les acteurs informationnels du réseau de Prigojine (médias affiliés, relais panafricanistes tels que Nathalie Yamb)¹⁶⁷ et des drapeaux russes sont repérés lors de manifestations¹⁶⁸. Le 7 décembre 2022, le Premier ministre Kyélem Apollinaire de Tembèla quitte Ouagadougou après le Conseil des ministres pour se rendre secrètement à Moscou en passant par Bamako, avec l'appui des autorités maliennes¹⁶⁹. Le 8 décembre, un communiqué du Conseil des ministres annonce la décision du gouvernement burkinabé d'octroyer au groupe russe Nordgold un permis d'exploitation de quatre ans du gisement d'or de Yimiougou, à Korsimoro, à proximité du complexe aurifère Bissa-Bouly¹⁷⁰, au centre-nord du pays. À la même période les rumeurs sur un éventuel déploiement de Wagner dans le pays se multiplient, comme l'illustre la déclaration du président ghanéen, qui accuse la junte burkinabé d'avoir passé un accord avec Wagner en échange d'un

¹⁶⁰ « Burkina Faso : le président Ibrahim Traoré dément la présence du groupe de mercenaires russes Wagner », [France Info](#), 4 février 2023.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² « Des mercenaires de Wagner ont-ils débarqué au Burkina Faso ? », [Jeune Afrique](#), 6 janvier 2023.

¹⁶³ « *Il y a un état d'esprit général ; lorsque vous traitez avec Wagner tout le monde vous fuit. Donc c'est quelque chose qui a été créé pour que tout le monde nous fuit* », déclare le capitaine Traoré lors d'une interview à la télévision publique RTB le 3 février 2023 (Richard Tiéné, « Le Burkina Faso se tourne vers la Russie », [DW](#), 7 février 2023).

¹⁶⁴ Arthur CARPENTIER, Thomas EYDOUX, Lise KIENNEMANN, Adrien VANDE, « Enquête : un an après la fin de 'Barkhane' au Mali, le lourd bilan du groupe Wagner », [Le Monde](#), 15 août 2023 ; « ISIL doubled territory it controls in Mali in less than a year : UN », [Al Jazeera](#), 27 août 2023 ; « The Wagner Group's Atrocities in Africa : Lies and Truth », [US Department of State](#), 8 février 2024.

¹⁶⁵ Olorin MAQUINDUS, Anna SYLVESTRE-TREINER, « Le Burkina Faso resserre son alliance avec la Russie », [Le Monde](#), 15 novembre 2023.

¹⁶⁶ « Le fondateur du groupe Wagner Evgueni Prigojine soutient le nouveau leader du Burkina Faso Ibrahim Traoré », [Le Nouvel Obs](#), 4 octobre 2022.

¹⁶⁷ « Burkina Faso sous influence », [All Eyes on Wagner](#), février 2023.

¹⁶⁸ Jeune Afrique avec AFP, « Burkina Faso : manifestation anti-française, drapeaux pro-russes et tension à Ouagadougou », [Jeune Afrique](#), 18 novembre 2022.

¹⁶⁹ Benjamin ROGER, « Exclusif – Burkina Faso : le voyage secret du Premier ministre à Moscou », [Jeune Afrique](#), 10 décembre 2022.

¹⁷⁰ Cette décision porte à quatre le nombre de permis d'exploration détenus par Nordgold, qui exploitait déjà les mines de Bissa, Bouly et Taparko.

accès à une mine dans le sud¹⁷¹ ¹⁷². La coopération entre les deux pays s'accélère après la rencontre entre Ibrahim Traoré et Vladimir Poutine à l'occasion du sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg, fin juillet 2023. Le 31 août 2023, une délégation russe menée par le vice-ministre de la Défense Yevkurov se rend à Ouagadougou pour discuter des « *domaines de coopération qui concernent en premier lieu le secteur militaire, dont la formation de soldats et d'officiers burkinabés de tous niveaux, notamment des pilotes, en Russie* », selon un communiqué de la présidence burkinabé¹⁷³.

Le 4 octobre 2023, un communiqué du Service d'information du gouvernement du Burkina Faso (SIG) annonce la remise à Olivia Rouamba, ministre burkinabé des Affaires étrangères, par Alexey Saltykov, l'ambassadeur de Russie près le Burkina Faso, de « *mémoires à transmettre aux départements ministériels concernés par les domaines de coopération pour signature* », à savoir « *la sécurité et la défense, l'humanitaire, l'énergie, le nucléaire, la culture, etc.* ». Le 13 octobre, un nouveau communiqué annonce la signature d'un mémorandum d'entente pour la construction d'une centrale nucléaire au Burkina Faso afin de couvrir les besoins énergétiques des populations¹⁷⁴. Le 7 novembre, une rencontre a lieu à Moscou entre les ministres de la Défense des deux pays, où « *la phase pratique* » de la coopération bilatérale de défense aurait été abordée. Trois jours plus tard, le 10 novembre, un avion Iliouchine IL-76 atterrit à Ouagadougou, avec à son bord 20 à 40 militaires¹⁷⁵. Le 24 janvier 2024, c'est de nouveau un IL-76 qui atterrit dans la capitale burkinabé, avec cette fois-ci un contingent d'une centaine de personnes d'AFRICOM chargées d'« *assurer la sécurité du dirigeant du pays, Ibrahim Traoré, et du peuple burkinabé contre les attaques terroristes* ». Le camp du contingent serait installé à Loumbila, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou, constituant ainsi la première base militaire d'AFRICOM¹⁷⁶ sur le continent africain¹⁷⁷.

Ainsi, à l'image de Wagner avec la RCA, AFRICOM semble avoir choisi le Burkina Faso comme pièce maîtresse de son dispositif en Afrique¹⁷⁸. Étant donné la forte instabilité dans le pays (expansion de la menace terroriste et crise humanitaire), alliée à la rhétorique anti-impérialiste et panafricaniste du régime, le Burkina Faso constitue un candidat idéal comme base de déstabilisation pour les activités russes. Le fait que la junte burkinabé se tourne vers la Russie s'explique probablement par les craintes accrues du régime quant à sa survie à la suite de

¹⁷¹ Ces rumeurs avaient notamment été renforcées par l'observation d'IL-76 en octobre 2022 (Benjamin ROGER, « Burkina Faso : Ilyushin IL-76's mysterious arrival in the middle of a coup », [The Africa Report](#), 20 octobre 2022).

¹⁷² Cyril BENSIMON, « Le Ghana dénonce la présence de mercenaires Wagner au Burkina Faso », [Le Monde](#), 16 décembre 2022.

¹⁷³ Le Monde avec Reuters, « Le Burkina Faso a discuté avec la Russie d'une possible coopération militaire », [Le Monde](#), 1^{er} septembre 2023.

¹⁷⁴ Le Monde avec AFP, « La Russie va construire une centrale nucléaire au Burkina Faso et coopérer sur le nucléaire civil avec le Mali », [Le Monde](#), 14 octobre 2023.

¹⁷⁵ Olorin MAQUINDUS, Anna SYLVESTRE-TREINER, *op. cit.*

¹⁷⁶ Morgane LE CAM, « Des organes de propagande proches du Kremlin annoncent l'arrivée de 'spécialistes militaires' russes au Burkina faso », [Le Monde](#), 25 janvier 2024.

¹⁷⁷ Il s'agit d'un camp militaire de l'armée burkinabé, utilisé notamment pour les exercices conjoints Flintlock organisés par l'AFRICOM ; ce n'est donc nullement une base construite par les Russes.

¹⁷⁸ Valérie CROVA, « Que sait-on d'AFRICOM, le nouveau groupe paramilitaire piloté par la Russie au Sahel ? », [France Info](#), 14 mars 2024.

plusieurs tentatives récentes de coup d'État¹⁷⁹. Au Burkina Faso, des éléments indiquent également la présence d'une brigade affiliée à Africa Corps, connue sous le nom de Brigade Bear (БРИГАДА 'BEAR')¹⁸⁰. Cette unité opérerait depuis Ouagadougou sous la direction de Vitaly Nikolaevich Yermolajew¹⁸¹. La Brigade Bear aurait signé un contrat avec l'unité 3555 du GRU, basée à Rostov-sur-le-Don, et qui entretient des liens directs avec Redut et Wagner. Cette unité aurait notamment été responsable du transfert d'armes et de munitions à Wagner depuis 2014¹⁸².

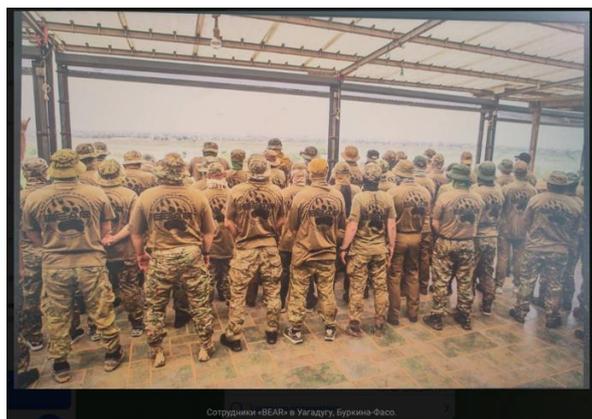
Figure n° 5 : CONTRAT SUSPECTÉ AVEC L'UNITÉ 3555 DU GRU



Source : X (juin 2024)

Cette brigade semble avoir été créée récemment : sa chaîne Telegram a été ouverte le 21 février 2023¹⁸³ et la première annonce de recrutement y est apparue le 17 mars 2023. Une autre annonce de recrutement a été publiée le 29 novembre 2023, une semaine avant que l'existence d'America Corps ne soit révélée publiquement par *African Initiative*. Leur chaîne Telegram montre des photos de membres de la Brigade Bear aux côtés de Sergueï Aksenov, chef proclamé de la République de Crimée, ainsi qu'Ionous-bek Evkourou, indiquant un lien étroit avec le Kremlin. Certaines photos montrent également des membres de cette brigade posant devant un drapeau du Niger, suggérant ainsi une possible présence de la brigade dans ce pays, aux côtés des membres d'America Corps.

Figure n° 6 : LA BRIGADE BEAR AU BURKINA FASO



La traduction est la suivante : « Personnel de la Brigade Bear à Ouagadougou au Burkina Faso ».

Source : Telegram (juin 2024)

¹⁷⁹ Le Monde avec AFP, « Le Burkina Faso dit avoir déjoué une 'énième tentative de déstabilisation' », *Le Monde*, 19 janvier 2024 ; « Tentative de coup d'État déjouée au Burkina Faso : quatre officiers interpellés, deux recherchés », *RFI*, 28 septembre 2023.

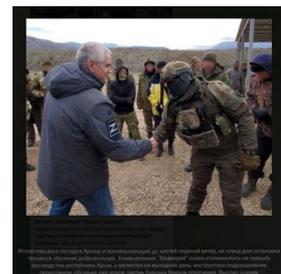
¹⁸⁰ @Jack_MrgIn, « The 81st Volunteer Spetsnaz Brigade 'Bear' is present in Burkina Faso as at least part of Africa Corps contingent in that country », *X*, 13 juin 2024.

¹⁸¹ @alleyesonwagner, « Organisation de Africa Corps en Afrique », *X*, juin 2024.

¹⁸² Jack MARGOLIN, « The New Russian Mercenary Marketplace », *Riddle*, 21 août 2023.

¹⁸³ Voir la chaîne Telegram : <https://web.telegram.org/k/#@OBRSPNBears>

Figure n° 7 : PHOTOS PUBLIÉES SUR LA CHAÎNE TELEGRAM DE LA BRIGADE BEAR AVEC, SUCCESSIVEMENT, LE DRAPEAU DU NIGER, IONOUS-BEK EVKOUROV ET SERGUEI AKSENOV



Source : Telegram (juin 2024 et avril 2024)

De même, au Niger, l'arrivée des « instructeurs russes » était redoutée. À l'image des pays voisins, l'arrivée au pouvoir de la junte a favorisé l'arrivée d'Africa Corps alors que le précédent régime de Mohamed Bazoum était opposé à toute alliance avec Wagner¹⁸⁴. Comme au Mali et au Burkina, le coup d'État du 26 juillet donne lieu à une campagne de désinformation pro-russe et anti-française, poussant au départ des troupes françaises. En décembre, une délégation russe conduite par le vice-ministre de la Défense se rend à Niamey (après des escales à Bamako et Ouagadougou) pour discuter avec la junte. Un protocole de renforcement de la coopération militaire sera signé. Le 16 janvier à Moscou, les vice-ministres russes de la Défense Ionous-bek Evkourov et Alexandre Fomine rencontrent le ministre nigérien de la Défense Salifou Modi, en marge d'une visite en Russie du Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine¹⁸⁵. Fin mars 2024, un échange téléphonique a lieu entre Abdourahmane Tiani, chef des autorités nigériennes de transition, et Vladimir Poutine, échange au cours duquel des actions en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme auraient été évoquées.

Pour le moment, il semble qu'Africa Corps soit **uniquement** implanté au Burkina Faso et au Niger. À Niamey, le personnel d'Africa Corps serait installé sur la base 101 près de l'aéroport international hébergeant également l'armée américaine¹⁸⁶. Dans la nuit du 4 au 5 mai, la télévision nigérienne a annoncé l'arrivée de nouveaux instructeurs russes à Niamey ainsi que deux livraisons de matériel militaire sur cette base¹⁸⁷. Toutefois, en Libye, des soupçons ont émergé concernant la possible présence d'Africa Corps (cf. Annexe 7). En effet, le 30 mars 2024, des photos ont été publiées sur une chaîne Telegram d'un blogueur militaire avec comme description « Véhicule blindé SBM VPK-233136 'Tiger' en version cinq portes, lors des exercices d'Africa Corps en Libye »¹⁸⁸. All Eyes on Wagner a pu analyser le paysage et confirmer que le

¹⁸⁴ Bernardin PATINVOH, « Sahel : Mohamed Bazoum défend l'intervention française et dézingue Wagner », [Sene-Web](#), 23 mai 2023.

¹⁸⁵ Le Monde avec AFP, « Le Niger et la Russie vont 'intensifier' leur coopération militaire », [Jeune Afrique](#), 17 janvier 2024.

¹⁸⁶ Olivier POUJADE, « Niger, les militaires russes et américains sont hébergés temporairement sous le même toit », [France Info](#), 3 mai 2024.

¹⁸⁷ « Niger : arrivée à Niamey de nouveaux instructeurs et de matériels militaires russes », [Le 360 Afrique](#), 5 mai 2024 ; @Djoudjousako, « Niger un reportage d'une chaîne en langue arabe montre les éléments de #AfricaCorps #Russe installés à la #BA101 à #Niamey », [X](#), 6 mai 2020.

¹⁸⁸ @Военный Осведомитель, « Броневтомобиль СБМ ВПК-233136 'Тигр' в пятидверной модификации, на учениях 'Африканского корпуса' в Ливии. » [Véhicule blindé SBM VPK-233136 'Tigr' en version cinq portes, lors des exercices du 'Corps Africain' en Libye], [Telegram](#), 30 mars 2024.

décor correspondait bien à celui de Ueddan en Libye¹⁸⁹. Le 15 avril 2024, la même chaîne Telegram a indiqué que deux navires russes, l'*Ivan Gren* et l'*Alexander Otrakovsky*, avaient accosté en Libye, au port de Tobrouk et déchargé du matériel d'Africa Corps, notamment des canons anti-aériens ZU-23-2¹⁹⁰ (cf. Annexe 7). Des lance-roquettes de types BM21 Grad et des véhicules blindés BTR-82A ont été également aperçus lors du déchargement¹⁹¹. De plus, une augmentation du personnel russe stationné à la base de Brak Al-Shatti aurait été observée ces dernières semaines¹⁹². Enfin, selon une récente enquête du collectif All Eyes on Wagner (AEOW), la Russie a transféré des milliers de militaires russes et combattants de Wagner en Libye entre février et avril 2024, qui seraient principalement regroupés à l'est du pays dans les territoires contrôlés par l'Armée Nationale Libyenne (ANL) du maréchal Haftar¹⁹³. AEOW estime que les militaires russes se trouvent dans le pays de façon officieuse, présentés comme des représentants d'une SMP qui pourrait être Africa Corps. Le nouveau contingent russe en Libye serait contrôlé par quatre commandants en rotation entre la Syrie et la Libye, qui rendraient directement compte au vice-ministre de la Défense. Le contingent utiliserait les bases suivantes affiliées à l'ANL : Al Khadim, Jufra, Tobruk et deux bases dans le sud, ainsi qu'un nouveau camp d'entraînement près de Benghazi, non identifié par AEOW. Enfin, toujours selon AEOW, outre les livraisons d'équipements et de véhicules militaires russes de la Syrie vers le port de Tobrouk en Libye ces dernières semaines, un regain d'activités russes a été constaté sur certaines bases¹⁹⁴.

Ces faits, ainsi que les quatre visites en Libye de représentants du ministère de la Défense depuis août 2022, suggèrent que Moscou souhaite intensifier sa présence en Libye. Le pays demeure un maillon logistique clé dans sa stratégie d'influence en Afrique lui permettant d'avoir un pied à la frontière sud de l'OTAN, et de relier le Sahel et la Méditerranée. Depuis la mort de Prigojine, en août 2023, le ministère russe de la Défense a relancé les discussions avec la Libye et le maréchal Haftar, invité à Moscou en septembre 2023 alors qu'il avait été qualifié de « chef militaire imparfait et surclassé » par des agents privés russes¹⁹⁵ en Libye en 2020¹⁹⁶.

Par ailleurs, plusieurs indices suggèrent que la Russie cherche à étendre son influence au Tchad, un pays où Wagner a longtemps tenté, sans succès, de s'implanter. Le 24 janvier 2024, jour de l'annonce de la présence d'Africa Corps au Burkina Faso par *African Initiative*, Mahamat Idriss Déby rencontre Vladimir Poutine à Moscou, suggérant un rapprochement notable

¹⁸⁹ @alleyesonwagner, « More activity in #Libya under the label African corps now-geolocation of some images published in TG channels today », [X](#), 3 avril 2024.

¹⁹⁰ @Военный Осведомитель, « Техника и вооружение «Африканского корпуса» ВС РФ, доставленные БДК «Иван Грен» и «Александр Отраковский» в порт ливийского Тобрука. » [Matériel et armement du 'Corps Africain' des Forces armées russes, livrés par les BDK 'Ivan Gren' et 'Alexandre Otrakovski' au port de Tobrouk en Libye], [Telegram](#), 15 avril 2024.

¹⁹¹ @Военный Осведомитель, « Еще одно видео из Тобрука, демонстрирующее, что российский 'Африканский корпус' привез с собой не только пикапы и бочки с водой, но и более тяжелую технику. » [Encore une vidéo de Tobrouk montrant que le 'Corps Africain' russe a apporté avec lui non seulement des pickups et des barils d'eau, mais aussi des équipements plus lourds], [Telegram](#), 17 avril 2024.

¹⁹² @JMJalel_H, « In addition to the arrival of Russian cargo planes in Niger, Moscow's Africa Legion vessels have just made a significant military delivery in #Tobruk », [X](#), 12 avril 2024.

¹⁹³ « Objectif Méditerranée pour African Corps », [All Eyes on Wagner](#), 10 mai 2024.

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ David KIIRKPATRICK, « The White House Blessed a War in Libya, but Russia Won it », [The New York Times](#), 14 avril 2020.

¹⁹⁶ « La base aérienne d'Al Khadim, un avant-poste russe incontournable en Libye », [All Eyes on Wagner](#), non daté.

entre le Tchad et la Russie¹⁹⁷. Début mai, Maksim Chougaleï, président de la Fondation de la protection des valeurs nationales, officine créée en 2019 par Prigojine, était présent aux côtés de membres du bureau de soutien du président Déby¹⁹⁸. Artem Kureev, rédacteur en chef d'*African Initiative*, se serait également rendu récemment au Tchad selon All Eyes on Wagner¹⁹⁹. De plus, au cours du mois de mai, la frontière entre la RCA et le Tchad, qui était jusqu'alors fermée depuis plus de dix ans, a été rouverte, apparemment sous l'initiative du groupe Wagner d'après leur communication Telegram²⁰⁰. Enfin, début juin 2024, Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a rencontré Mahamat Idriss Déby au Tchad lors de sa tournée africaine. Ces développements révèlent une stratégie proactive de la Russie pour s'implanter durablement au Tchad.

Figure n° 8 : MAKSIM CHOUGALEÏ AUX COTES DES SOUTIENS DE MAHAMAT IDRIS DÉBY LE JOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU TCHAD



Source : X (mai 2024)

¹⁹⁷ « Putin meets Chad junta leader as Russia competes with France in Africa », [Reuters](#), 24 janvier 2024.

¹⁹⁸ @ColinGerard, « En ce jour d'élection présidentielle au Tchad, les soutiens de Mahamat Idriss Déby ont reçu la visite du 'sociologue' russe Maksim Chougaleï », [X](#), 6 mai 2024

¹⁹⁹ @alleyesonwagner, « Kureev directeur d'African Initiative au #Tchad », [X](#), 11 juin 2024.

²⁰⁰ @Wagner_group, « В Республике Чад 22 мая прошла историческая встреча между представителями властей Чада и ЦАР » [Le 22 mai au Tchad s'est tenue une rencontre historique entre les représentants du pouvoir du Tchad et de la RCA], [Telegram](#), 23 mai 2024.

2.3. Quel avenir pour la sécurité privée russe en Afrique ?

2.3.1. La reprise en main du Kremlin : gage de stabilité ou perte d'atouts stratégiques ?

La stratégie d'implantation d'Africa Corps indique une continuité dans la politique étrangère russe et le maintien des priorités stratégiques. Avec Africa Corps, Moscou mise sur le même type de pays partenaires et poursuit les mêmes objectifs géostratégiques. La stratégie d'implantation d'Africa Corps présente des similitudes avec celle de Wagner et permet de dégager les critères suivants généralement observés dans les années ou mois précédant l'implantation d'une ESSD russe :

- ➔ Rapprochement diplomatique avec un pays en proie à une instabilité intérieure et dirigé par un régime militaire/autoritaire cherchant à assurer sa survie ;
- ➔ Conclusion d'accords miniers et d'accords de coopération de défense ;
- ➔ Campagne d'influence politique et de désinformation pro-russe ;
- ➔ Arrivée d'avions russes sur le territoire avec matériel et/ou personnel.

Ces similitudes ont ainsi amené de nombreux observateurs à qualifier la création d'Africa Corps de simple « *rebranding* » de Wagner. L'opération ne serait qu'un changement de nom et le corps expéditionnaire un « Wagner 2.0 »²⁰¹. Une telle qualification est cependant réductrice et masque des réalités distinctes. Certes, on ne peut parler de changement de cap stratégique radical pour Moscou, mais il existe une différence notable qui ne saurait être minimisée. Loin de l'époque où Moscou niait toute affiliation avec Wagner, désormais le Kremlin assume publiquement ses liens avec Africa Corps²⁰² et le recours à cette entité comme outil d'influence dans sa stratégie. Ce faisant, Moscou semble même officialiser sa stratégie de « zone grise », ce qui, par conséquent, marque la fin du déni plausible dont le Kremlin jouissait jusqu'à présent. En effet, étant donné la clarté des liens entre le Kremlin et Africa Corps, l'État russe pourra difficilement se cacher derrière le corps expéditionnaire pour masquer ses intentions et ambitions. Ainsi, il s'expose à des représailles de ses adversaires – même si certains d'entre eux voient leur influence reculer sur le continent (France, États-Unis) et leurs priorités se tourner vers d'autres zones (Europe, Moyen-Orient, Indopacifique).

De plus, la création d'Africa Corps vient, dans une plus grande mesure que Wagner, remettre en question le concept de sécurité privée : peut-on encore parler de sécurité privée lorsque le lien avec le pouvoir est si direct et assumé publiquement ? À certains égards, Africa Corps fait davantage figure de nouvelle agence étatique. En outre, la création d'Africa Corps n'a pas levé l'ambiguïté sur le statut des sociétés militaires privées. Plutôt que d'ordonner un recentrage complet de la force militaire aux mains de l'État ou encore de légaliser les sociétés militaires privées, le Parlement russe a récemment adopté une législation qui autorise la création d'armées semi-privées régionales sous la direction des gouverneurs de régions, et créées avec un

²⁰¹ Joe INWOOD, Jake TACCHI, « Comment la Russie tente de redorer le blason de Wagner en Afrique », [BBC News Afrique](#), 22 février 2024.

²⁰² Benoit DELMAS, « La Russie s'installe en Libye », [Le Point](#), 14 avril 2024.

statut d'« entreprise étatique spécialisée »²⁰³. Cette loi ne résout pas le problème du statut des SMP et maintient le risque d'émergence de « nouveaux Prigojine ». Selon Anna Colin Lebedev, enseignante-chercheuse en science politique spécialiste de sociétés post-soviétiques, ces choix reflètent l'attachement de Poutine à la logique de déni de responsabilité malgré sa nouvelle stratégie publique mise en avant avec Africa Corps : la nouvelle législation sur les armées régionales permettra en effet à Poutine de « *reporter la responsabilité de tout ce qui va mal dans la guerre sur les régions* »²⁰⁴.

2.3.2. « *Wagner est mort, vive Wagner ?* »

La rébellion armée et la mort de Prigojine ont entraîné une déstabilisation au sein de Wagner, provoquant le départ de nombreux membres, des retards de paiements, la suspension et la réduction des opérations, au Mali en particulier²⁰⁵. Les effectifs de Wagner auraient ainsi été réduits à 1 000 contre des estimations autour de 1 500 à 2 500 avant la mutinerie. De plus, le Kremlin semble lancer un processus de purge au sein du *leadership* de Wagner, en remplaçant certains proches de Prigojine par des proches du pouvoir. En RCA par exemple, Vitali Perfilev, aurait été remplacé par Denis Vladimirovich Pavlov, un agent du SVR sous couverture diplomatique, arrivé dans le pays en septembre 2023²⁰⁶. Selon All Eyes on Wagner, sa venue aurait d'ailleurs été annoncée par une lettre du chef du SVR, Sergueï Narychkine, signe de l'importance de la mission de Wagner en RCA pour le Kremlin. Pour Moscou, il ne s'agit pas de complètement démanteler le réseau Wagner, trop complexe et profitable²⁰⁷, mais plutôt de remplacer les chaînes de commandement pour mieux contrôler l'entité.

La volonté du Kremlin d'absorber les activités de Wagner semble donc bien réelle, toutefois le postulat selon lequel Africa Corps serait un simple Wagner 2.0 est d'autant plus trompeur qu'il suggère que Wagner et Africa Corps formeraient désormais une seule et même entité. Or, plusieurs éléments suggèrent le contraire.

Tout d'abord, même après la mort de Prigojine et la création d'America Corps, le groupe Wagner semble toujours actif dans les pays où il est implanté. Africa Corps n'a pas (encore ?) officiellement pris le contrôle des activités de Wagner au Mali, au Soudan, en RCA et en Libye. Certains éléments suggèrent même une activité accrue de Wagner dans certains pays : au Mali des images satellites indiquent des travaux d'extension sur la base de Wagner à l'aéroport international Modibo Keita²⁰⁸ ; en RCA, où Wagner a infiltré toutes les structures de sécurité, le gouvernement a confirmé le déploiement d'« instructeurs russes » à Obo, dans la province

²⁰³ Martin BERNIER, « 'Wagner est mort, vive Wagner' : vers une multiplication des compagnies de mercenaires », [Figaro Vox](#), 25 août 2024.

²⁰⁴ *Ibid.*

²⁰⁵ Antonio GIUSTOZZI, « A Mixed Picture: How Mali Views the Wagner Group », [RUSI](#), 27 mars 2024.

²⁰⁶ « Denis Pavlov, l'homme de Bangui », [All Eyes on Wagner](#), non daté.

²⁰⁷ Selon All Eyes on Wagner et des sources centrafricaines, le gouvernement centrafricain aurait payé près d'un demi-milliard d'euros à Wagner pour assurer la protection du président Touadéra (« Les 400 000 000 millions FCFA des mercenaires de Wagner en question, un niveau minima de l'hémorragie financière subie depuis 2018 », [Corbeau News Centrafrique](#), 27 avril 2023).

²⁰⁸ Catrina DOXSEE, Joseph S. BERMUDEZ Jr., Jennifer JUN, « Base Expansion in Mali Indicates Growing Wagner Group Investment », [CSIS](#), 15 août 2023 ; Sam DOAK, « Russian forces expand base in Mali after death of Wagner Group leader Yevgeny Prigozhin », [Sky News](#), 28 février 2024.

du Haut-Mbomou (sud-est du pays), région reculée où Wagner ne s'était jusqu'alors pas implantée²⁰⁹. À cela s'ajoutent des indices d'arrivée massive d'équipements lourds d'exploitation minière à Bangui²¹⁰ ainsi que des contrôles inopinés de police réalisés par Wagner²¹¹.

Dans ce contexte, quid de l'évolution des liens entre Wagner et Africa Corps ? Étant donné la profondeur des liens tissés par Prigojine sur le continent, il est probable qu'une partie de son réseau ne passe pas sous le contrôle du Kremlin, comme le confirment les départs déjà survenus depuis la mort de Prigojine. On pourrait assister à un éclatement ou éparpillement du réseau, avec l'émergence de nouvelles entités de mercenaires indépendantes, ce qui devrait générer davantage d'instabilité locale. Les défections de membres de Wagner pourraient certes profiter à d'autres ESSD mais aussi à des groupes armés locaux qui se paieraient les services des mercenaires indépendants pour gagner en capacités. Le risque d'accroissement des violences contre les civils serait très élevé, étant donné les nombreuses accusations d'exactions contre des civils déjà portées à l'encontre de Wagner. Selon *The Economist*, en août 2023, Wagner avait tué au moins 1 800 civils en Afrique²¹².

Une concurrence entre anciens éléments de Wagner et Africa Corps ne peut être totalement exclue. On le constate déjà pour le recrutement : d'anciens éléments de Wagner et de l'armée russe auraient rejoint Africa Corps ainsi que d'autres sociétés comme Redut et Convoy, mais Africa Corps aurait également rencontré des difficultés de recrutement²¹³, poussant même le Kremlin à revoir ses objectifs initialement annoncés (autour de 20 000) selon certaines sources. De plus, chaque annonce de déploiement d'America Corps a jusqu'à maintenant été suivie de nouveaux appels à recrues de Wagner (voir annexe 7).

Une concurrence pourrait avoir lieu en cas de déploiement d'America Corps dans des pays où Wagner était solidement implantée, comme la RCA ou la Libye. En RCA, Moscou semble pour l'heure privilégier une reprise « en douceur », en commençant par remplacer les têtes de chaînes, mais à court-moyen terme, des résistances de la part de membres soucieux de leur indépendance restent possibles.

Outre la concurrence entre ESSD russes, une compétition pourrait avoir lieu entre ESSD russes et ESSD étrangères. À l'image de la Russie, la Turquie utilise la société turque Sadat, fondée en 2012 par Adnan Tanriverdi, un ancien officier général des forces terrestres turques – comme un instrument au service de sa politique étrangère. Sadat est active en particulier dans les pays de l'ancien empire ottoman et serait présente dans vingt-deux pays musulmans, dont les pays d'Afrique du Nord, du Sahel et de la Corne de l'Afrique²¹⁴. Comme Wagner, Sadat a été fondée par un proche du pouvoir et entretient des liens avec les services de renseignement turcs, dont l'Organisation nationale du renseignement (MIT). De même, à l'instar de Moscou, la Turquie dispose d'un bras informationnel au service de sa stratégie d'influence,

²⁰⁹ « Centrafrique : un groupe 'd'instructeurs russes' de Wagner déployés à Obo, dans le sud-est », [RFI](#), 28 mars 2024.

²¹⁰ « Arrivée massive à Bangui des équipements lourds d'exploitation minière du groupe Wagner », [Corbeau News Centrafrique](#), 2 avril 2024.

²¹¹ Jean-Fernand KOENA, « Une scène surréaliste à Bangui avec le groupe Wagner », [DW](#), 28 mars 2024.

²¹² « Wagner routinely targets civilians in Africa », [The Economist](#), 31 août 2023.

²¹³ Frédéric BOBIN, Morgane LE CAM, « Africa Corps, le nouveau label de la présence russe au Sahel », [Le Monde](#), 15 décembre 2023.

²¹⁴ Voir carte sur le site officiel de Sadat : <https://sadat.com.tr/en/about-us/our-vision.html>

incarné par le *think tank* ASSAM. Ce dernier dénonce « *l'impérialisme occidental* » et souhaite œuvrer pour « *l'affirmation des pays islamiques en tant que superpuissance* » sur la scène internationale, sous le *leadership turc*²¹⁵. À la différence du modèle russe, Sadat ne déploie pas de personnels combattants sur les théâtres de guerre mais assure entre autres des missions de formation.

La concurrence entre Sadat et les ESSD russes pourrait notamment porter sur le secteur minier. Fin janvier 2024, le compte de Stop Wagner sur X annonce que les personnels de Sadat pourraient être déployés sur deux sites miniers au Burkina Faso, la mine de Tarpako et celle d'Inata, situées au nord du pays²¹⁶. Le 20 mars 2024, les autorités maliennes ont retiré à la société turque « Afro Turk » ses permis d'exploitation de la mine d'or d'Inata et de la mine de manganèse de Tambao²¹⁷. Ces permis étaient détenus depuis un an, pour des durées respectives de 4 et 22 ans. La société s'était engagée notamment à construire une voie de chemin de fer et une caserne devant accueillir les membres de Sadat. Ces deux mines seront rétrocédées à de nouveaux investisseurs. Le retrait de ces permis interpelle, notamment si l'on prend en considération la campagne de désinformation contre Sadat menée sur Telegram par les Russes, ainsi que l'arrivée récente d'Africa Corps au Burkina Faso²¹⁸. Il est ainsi possible que la Russie soit à l'origine de cette décision. Alors que Wagner a ouvert la voie en proposant des services de sécurité (appui militaire, protection du régime) en contrepartie d'un accès aux ressources, cela semble avoir donné des idées aux autorités burkinabés, qui ont adopté un nouveau code minier. Celui-ci prévoit notamment la « *contribution des sociétés minières d'exploitation à la constitution de la réserve nationale d'or* » et oblige les entreprises minières à « *ouvrir leur capital social aux investisseurs burkinabés* » afin de « *générer davantage de recettes au profit de l'État* ». Dans ce contexte, une concurrence entre compagnies russes et étrangères pourrait éclater pour l'accès aux mines, au Sahel en particulier où les juntes sont en quête de fonds.

La Libye pourrait être un autre terrain d'affrontement entre ESSD turques et russes. En 2020, selon AFRICOM²¹⁹, Sadat aurait envoyé des équipes en Libye en vue de former des milices libyennes et les combattants de l'Armée nationale syrienne venus soutenir les forces du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) de Fayez-al-Sarraj, contre les troupes du maréchal Haftar, soutenues, elles, par les Russes. Si Sadat et la Turquie disent ne pas mener d'activités de mercenariat, une hausse des activités respectives des ESSD russes et assimilées turques en Libye pourrait mener à une rivalité accrue, qui pourrait avoir des répercussions sur la relation russo-turque.

²¹⁵ Voir le site officiel : <https://www.assam.org.tr/index.php/en/about-us/our-aim.html>

²¹⁶ @Stop Wagner, « Arrival of Turkish mercenaries in Burkina Faso », X, 31 janvier 2024 ; Philippe CHAPLEAU, « Des formateurs turcs déployés au Burkina Faso : l'ESSD Sadat serait en cours de déploiement », [Lignes de Défense](#), 4 février 2024.

²¹⁷ @Wamaps_news, « #Burkina | Quelques mois après leur discrète arrivée sur le sol Burkinabè, les militaires de la SMP russe #African_Corps, anciennement #Wagner, qui étaient principalement employés à la sécurité personnelle du Capitaine #Ibrahim_Traoré et aux conseils stratégiques, semblent commencer à manifester leur désir d'exploiter les richesses minières du pays. », X, 21 mars 2024 ; « Le Burkina Faso retire deux permis d'exploitation minière à une société turque », [Jeune Afrique](#), 23 mars 2024.

²¹⁸ @larevueafrique, « Pour rappel, les Russes avaient très mal pris l'incursion de la société turque paramilitaire #SADAT en #Afrique », X, 20 mars 2024.

²¹⁹ Aron LUND, « The Turkish intervention in Libya », [FOI](#), mars 2022.

Mais la Turquie est loin d'être le seul État à déployer une stratégie d'influence sur le continent. Étant donné l'ampleur des activités et le nombre d'ESSD chinoises en Afrique, qu'en est-il des relations avec les ESSD russes ? Doit-on s'attendre à une confrontation entre les deux modèles ?

3. Les ESSD, une menace hétérogène à mieux prendre en compte

Quelles sont les dynamiques à l'œuvre entre la Chine et la Russie sur le marché de la sécurité privée en Afrique ? Si les deux acteurs suivent des logiques d'implantation et des stratégies radicalement différentes, plusieurs éléments témoignent d'une certaine coopération sur fond de protection des intérêts chinois et de renforcement des relations bilatérales de sécurité. Cette perspective n'exclut pas pour autant une forme de compétition, particulièrement visible dans le secteur minier.

Ces développements ont d'importantes implications pour la France et ses partenaires. Les campagnes de désinformation menées par les acteurs russes comme Wagner ou *African Initiative* présentent une menace directe pour les opérations françaises dans des régions comme le Sahel. Elles contribuent à détériorer l'image de la France dans ces pays, tout en légitimant les actions de déstabilisation politique des *proxies* russes et la prédation de ressources naturelles. Quant aux ESSD chinoises, il s'agit davantage de menaces indirectes, qui posent avant tout des risques pour les pays de la région (incidents sécuritaires, atteinte à la souveraineté, détérioration de l'état de droit, etc.). Un développement plus marqué des ESSD dans des pays où la France est présente militairement et une diversification accrue de leurs services pourraient néanmoins aboutir à une forme de compétition, voire de confrontation.

3.1. Les enjeux de la présence d'ESSD russes et chinoises

Comme observé précédemment, les modèles russe et chinois de sécurité privée diffèrent très largement, que ce soit en termes de nombre d'ESSD, d'activités ou de stratégies et de logiques d'implantation. La stratégie des ESSD russes se concentre sur des considérations politiques et stratégiques, tandis que les ESSD chinoises suivent d'abord une logique économique orientée par la protection des ressortissants et actifs chinois en Afrique. Leur présence sur le continent ne se superpose que de manière limitée. Là où des groupes comme Wagner privilégient des environnements instables, les entreprises chinoises évitent de s'implanter dans des zones à risques. Et quand elles le font, elles s'appuient en grande partie sur les forces de sécurité locales pour sécuriser les périmètres extérieurs. Au contraire, les ESSD russes de classes 3 et 4 tendent parfois à se substituer aux forces locales pour mener des opérations militaires et assurer le maintien de l'ordre au profit de régimes africains. En témoignent l'exemple centrafricain, où ce sont les forces de Wagner qui assurent la sécurité du président Touadéra et où les

derniers contrôles de police à Bangui indiquent une volonté de substitution aux forces de sécurité intérieure ; mais aussi l'exemple malien, où Wagner a été l'acteur décisif dans la prise de Kidal, bastion historique de la rébellion touareg, le 14 novembre 2023²²⁰.

Si certaines entreprises comme Qibingtang International Security Protection Group (七兵堂国际安保集团) se présentent comme des sociétés militaires privées²²¹, le modèle chinois est loin de converger avec celui des sociétés russes. Les employés chinois, même ceux issus des rangs de l'APL ou de la Police armée du peuple, manquent d'expérience de combat²²². Leur marge de manœuvre est également limitée par la législation en vigueur en Chine, qui encadre strictement l'utilisation d'armes à feu.

En outre, notons que les cercles académiques en Chine tendent à s'intéresser de plus en plus aux ESSD russes, y compris au sein du *think tank* du ministère de la Sécurité d'État, le China Institute of Contemporary International Relations (CICIR – 中国现代国际关系研究院)²²³. Ce faisant, les experts chinois soulignent notamment les risques que posent les SMP russes pour la diplomatie du Kremlin et la stabilité politique du pays²²⁴. Une analyse vraisemblablement partagée par Pékin, qui n'a pas signalé de volonté politique de militariser les ESSD chinoises ou de suivre le modèle Wagner.

Au contraire, le gouvernement chinois continue de superviser le développement du secteur de la sécurité privée et reste très vigilant face à l'émergence d'une force paramilitaire. Cette dernière pourrait en effet poser une menace à la stabilité du régime, à l'image de la mutinerie de Wagner. Elle pourrait également nuire à la réputation internationale de l'État-Parti chinois – une priorité de la diplomatie chinoise sous Xi Jinping – en cas de troubles à l'étranger tels que les massacres perpétrés par Blackwater en Irak ou Wagner au Mali. De plus, contrairement à la Russie, la Chine est partie au Document de Montreux (2008), qui traite notamment de la responsabilité individuelle dans différentes catégories d'États en cas de mauvaise conduite et réduit dès lors la possibilité du déni plausible.

Malgré ces différences, la Chine et la Russie coopèrent activement dans le domaine de la sécurité privée. En 2023, le collectif All Eyes on Wagner a ainsi révélé que la société militaire privée russe a mis en place deux filières d'acquisition chinoise pour renforcer ses capacités satellitaires²²⁵. Dans le premier cas, Wagner s'est appuyée sur un intermédiaire, TerraTech, pour obtenir de l'imagerie provenant des satellites Hisea-1 et Tianxian-1 de la société Spacety

²²⁰ Olivier FOURT, David BACHÉ, Grégory GENEVRIER, « Mali, un drapeau de Wagner hissé sur le fort de Kidal », [RFI](#), 22 novembre 2023.

²²¹ « 中国七兵堂国际安保集团董事长谢清森——「落实平等待遇，是对民营企业最大支持」 » [Xie Qingsen, Chairman of China Qibingtang International Security Group – 'Implementing equal treatment is the greatest support for private enterprises'], Qilu Weekly (WeChat), 2 janvier 2019.

²²² Entretien réalisé par l'un des auteurs avec un cadre du secteur.

²²³ Voir notamment : Yue ZHANG, « Russian Private Military Security Companies and Their Role in Foreign Affairs », *Modern International Relations*, 2023 ; Ting WANG, Jian TANG, « 俄罗斯「混合战争」中的私营安保公司 » [Private security companies in Russia's « hybrid warfare »], [Academic Journal of Russian Studies](#), 2023 ; Jingya LI, « 普里戈任和他的瓦格纳 » [Prigozhin and his Wagner], CICIR (WeChat), 27 juin 2023.

²²⁴ Yue ZHANG, chercheur associé à l'École des relations internationales de l'Université du Sichuan, déclare par exemple que « les sociétés privées de sécurité militaire constituent un élément important de l'idée russe de 'guerre hybride'. Toutefois, l'insurrection de Wagner a démontré que la sphère militaire est un domaine particulier d'intérêt national vital et que l'implication de sociétés privées peut poser de sérieux problèmes » (*Ibid.*).

²²⁵ « Les filières d'acquisition asiatiques de Wagner », [All Eyes on Wagner](#), octobre 2023.

(长沙天翼空间科学技术研究院). Dans le second, le groupe a fait l'acquisition *via* sa filiale Nika Fruit LLC de deux satellites chinois (JL-1 GF03D et JL-1 GF03D), mis à disposition par la société Head Aerospace (北京和德宇航技术有限公司). Ces capacités auraient notamment été utilisées en Ukraine et au Mali pour soutenir les opérations militaires de Wagner. Cette coopération sécuritaire permet non seulement à la Russie de pallier son retard technologique, ici dans le domaine satellitaire²²⁶, mais aussi de contourner les sanctions internationales.

Ce soutien chinois n'est pas un cas isolé. D'après le *Financial Times*, des entités liées au groupe paramilitaire russe ont continué d'importer des équipements nécessaires à ses opérations, notamment en Afrique, malgré les sanctions en place. Cela inclut 20 000 casques achetés auprès d'une petite entreprise chinoise basée dans la province du Zhejiang, Hangzhou Shinerain Import And Export Co Ltd²²⁷. Moscou utilise vraisemblablement le Mali comme intermédiaire²²⁸ pour acquérir des armes et équipements militaires en provenance de pays comme la Chine et la Turquie²²⁹. Plus précisément, ces armes seraient livrées au Mali, puis une partie réexpédiée en direction de la Russie.

Par ailleurs, la coopération sino-russe prend la forme de partenariats entre ESSD. Dès 2014, Shandong Huawei Security Group a commencé à coopérer avec SIBER (СИБЕР, anciennement ОАО, Технологии Безопасности [Technologies de sécurité]), une filiale du conglomérat de défense Rostec. En 2016, leur collaboration a conduit à la création de l'ESSD Good Guard LLC (好护卫有限责任公司), la première entreprise sino-russe de sécurité²³⁰. Le conseiller de police de l'ambassade de Chine en Russie était présent à la cérémonie d'inauguration de la co-entreprise à Moscou. L'objectif était notamment d'améliorer les services de sécurité et la protection des entreprises et ressortissants chinois en Russie²³¹. En 2018, des représentants de SIBER ont été invités à participer à un Forum sur la sécurité internationale à Qufu, dans la province du Shandong, où se situe le siège de Huawei Security²³².

En 2016, SIBER a également signé un contrat avec DeWe Security, à l'occasion d'une visite de Vladimir Poutine en Chine. Cet accord a formalisé la coopération entre les deux sociétés afin d'assurer la sécurité des entreprises, des personnes et des marchandises (chinoises), et de protéger les infrastructures de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et des Nouvelles routes de la Soie²³³. En 2018, la coopération entre SIBER et DeWe s'est approfondie avec un projet de construction – en partenariat avec l'agence étatique russe Corporation pour le développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique (КРДВ) – d'un centre d'entraînement au tir

²²⁶ Pavel LUZIN, « Russia's military space programs: 2022 results », *Eurasia Daily Monitor*, [Jamestown Foundation](#), 15 décembre 2022.

²²⁷ « Wagner-linked group buys helmets from China despite sanctions », *Financial Times*, 19 mai 2023.

²²⁸ Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, [Department Press Briefing](#), 22 mai 2023.

²²⁹ Florent GEEL, « Les nouveaux visages de Wagner en Afrique », *Le Rubicon*, 8 février 2024.

²³⁰ « 首家中俄合资保安公司在莫斯科挂牌成立 » [The first Sino-Russian joint venture security company was established in Moscow], Russia-China Chamber of Commerce, 14 août 2016.

²³¹ *Ibid.*

²³² « Представители холдинга «СИБЕР» посетили Международный форум по безопасности в китайском городе Цюйфу » [Des représentants du holding 'SIBER' ont visité le Forum international sur la sécurité dans la ville chinoise de Qufu], [SIBER](#), 27 avril 2018.

²³³ « Ростех: СИБЕР и DeWe Group обеспечат безопасность сопряжения Шелкового пути и ЕАЭС » [Rostec: SIBER et DeWe Group assureront la sécurité de la connectivité entre les Routes de la soie et l'UEEA], [TASS](#), 27 avril 2016.

russo-chinois dans le Primorié. Avec un coût estimé à 10 millions de dollars, ce centre entend offrir une formation professionnelle à des gardes du corps privés²³⁴.

Cette coopération semble se focaliser jusqu'à présent sur la Russie et la Chine et les pays de l'UEEA. Il est néanmoins possible que ce périmètre s'élargisse à terme à d'autres zones comme l'Afrique. Des ESSD russes pourraient être amenées à protéger des intérêts chinois dans des pays à haut risque comme le Soudan ou la République centrafricaine, où les sociétés chinoises n'interviennent traditionnellement pas. Les entreprises d'État chinoises contractantes pourraient en effet être davantage susceptibles de travailler avec des ESSD russes qu'avec leurs concurrentes occidentales, perçues comme moins fiables sur le plan politique.

Figure n° 9 : SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE SIBER ET DEWE SUR LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE TIR CONJOINT À VLADIVOSTOK



Source : News NHK (2016)

Ce scénario est d'autant plus probable qu'il y a des velléités au plus haut niveau, en particulier côté russe, d'accroître la coopération en matière de sécurité privée²³⁵. Plus généralement, cela s'inscrit dans le cadre du partenariat « sans limites » entre Moscou et Pékin et un renforcement de la coopération sécuritaire. Cette dernière s'est progressivement élargie pour inclure la sécurité aux frontières et à la lutte contre la criminalité organisée, mais également la lutte contre le terrorisme, la formation en matière d'application de la loi (*law enforcement*) et le maintien de la sécurité politique²³⁶. Le périmètre géographique s'est également étendu. En juillet 2021, lors d'une réunion à l'ambassade de Chine en Russie avec l'Institut d'étude sur l'Afrique de l'Académie des Sciences russe, le représentant chinois a déclaré que « *la Chine espère coopérer avec la Russie dans la lutte contre le terrorisme en Afrique, ainsi que promouvoir la coopération dans les domaines militaire, politique et de l'information* »²³⁷.

Cette dynamique de coopération sino-russe met en évidence la complémentarité entre les deux modèles, tout en reconnaissant les signes de compétition entre les ESSD russes et les

²³⁴ « 'СИБЕР' подвел предварительные итоги работы в 2018 году » ['SIBER' propose un bilan de son activité en 2018], [ROSTEC](#), 11 janvier 2019.

²³⁵ Entretien réalisé à Paris par les auteurs avec Alessandro Arduino, spécialiste du secteur de la sécurité privée. [je retire renommé car vous avez cité d'autres entretiens et n'avez pas été particulièrement élogieux]

²³⁶ « 公安部部长王小洪与俄内务部长会面，释放重要信号 » [Minister of Public Security Wang Xiaohong met with the Russian Minister of Interior to release an important signal], [Beijing Youth Daily](#), 6 décembre 2023.

²³⁷ « 中国需要稳定的非洲，俄罗斯能帮上忙 » [China needs a stable Africa, and Russia can help], [The Paper](#), 5 décembre 2021.

intérêts chinois en Afrique. Au Mali, le groupe Wagner aurait ciblé des exploitations minières artisanales à petite échelle opérées par des Chinois alors qu'il cherchait à renforcer son contrôle sur les ressources aurifères du pays²³⁸. En Centrafrique, neuf ressortissants chinois ont été tués lors d'une attaque contre une mine d'or en mars 2023. Si le gouvernement centrafricain accuse une alliance de groupes rebelles, *Coalition of Patriots for Change*, plusieurs indices suggèrent une implication russe. La zone est en effet contrôlée par Wagner. Le mode opératoire de l'attaque est plus proche de celui du groupe paramilitaire que de celui des rebelles, qui privilégient les kidnappings. Enfin, l'incident a été suivi d'une campagne de communication inédite montrant des hommes de Wagner qui auraient « secouru » des ressortissants chinois²³⁹.

Figure n° 10 : RESSORTISSANTS CHINOIS QUI POSENT AVEC DES HOMMES DE WAGNER EN CENTRAFRIQUE



Source : WeChat (juillet 2023).

Que l'implication de Wagner soit avérée ou non, cet incident est symbolique de la tension coopération-compétition qui traverse la relation sino-russe en Afrique, en particulier sur le plan de la sécurité privée. Actuellement partenaires complémentaires, les ESSD chinoises et russes pourraient devenir concurrentes dans les prochaines années. Si les sociétés chinoises diversifient leur offre et élargissent leur base de clients, elles pourraient représenter une alternative aux ESSD russes en Afrique, avec l'avantage de proposer comme les Russes un service sans conditions préalables en matière de bonne gouvernance par exemple, mais moins risqué sur le plan réputationnel.

3.2. Implications pour la France

Dans ce contexte, il est nécessaire d'analyser les risques, menaces ou opportunités que les ESSD russes et chinoises représentent pour la France et ses intérêts. Par ailleurs, il est crucial de tirer des leçons pour les ESSD françaises : dans un environnement de compétition stratégique, la France devrait-elle envisager le développement d'un nouveau modèle d'ESSD capable d'intervenir efficacement pour défendre ses intérêts en Afrique ou ailleurs ?

²³⁸ Entretien réalisé par les auteurs avec des diplomates européens.

²³⁹ « 瓦格纳军团护送中非中国矿工疏散 » [Wagner Corps escorts Chinese miners to evacuate from Central Africa], WeChat, 7 juillet 2023.

Les ESSD russes constituent une menace directe aux intérêts français, comme l'illustrent les stratégies de désinformation orchestrées par Wagner au Sahel ces dernières années. Les stratégies de zone grise russes ciblent particulièrement les intérêts français, Moscou cherchant à faire reculer l'influence française en Afrique de l'Ouest et ayant contribué au départ des troupes françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Dans un contexte de compétition stratégique accrue, il est très probable que la Russie poursuive sa stratégie et reproduise ses modes d'action sous le seuil du conflit armé, notamment dans des pays comme le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Gabon, où la France conserve une empreinte militaire.

S'agissant de la Chine, à ce jour les ESSD ne posent pas de menace directe contre les intérêts français. Toutefois, l'indépendance de certaines ESSD chinoises locales fait craindre une augmentation des violations des droits humains et d'autres incidents sécuritaires liés à ces entreprises. Bien que la Chine ne souhaite pas imiter le « modèle Wagner », on ne peut totalement exclure que Pékin utilise de façon croissante ces entreprises comme outils ou *proxies* à moyen-long terme, dans une logique d'élargissement de son influence et des pouvoirs extraterritoriaux. Comme le souligne Alessandro Arduino, les ESSD chinoises seront certainement incitées à se développer à l'étranger, et en particulier en Afrique, étant donné la tendance à la hausse des attaques contre les intérêts chinois (ressortissants et infrastructures), l'accélération de l'intégration civilo-militaire, la préférence constante du régime pour les entreprises publiques, mais aussi le développement de la *Belt and Road Initiative*²⁴⁰. Ainsi, les entreprises seront amenées à participer de plus en plus à des missions d'évacuation des ressortissants (RESEVAC) et de protection des ports chinois et des routes de communication maritimes vitales (SLOC). Dans ce contexte, un nombre croissant d'entreprises locales pourraient se développer de manière spontanée, ce qui posera des questions en termes de régulation.

Aussi bien pour Moscou que pour Pékin, l'enjeu sera de maintenir le contrôle sur ce secteur en expansion rapide. Côté russe, le risque de voir émerger de « nouveaux Prigojine » reste bien présent malgré le probable assassinat de ce dernier par le régime. De plus, il existe un réel risque de prolifération de marchés noirs de mercenaires, constitués d'anciens membres de Wagner qui offriraient leurs services aux groupes armés ou régimes autoritaires les plus offrants. Dans ces conditions, paradoxalement, un développement rapide et mal régulé des ESSD russes et chinoises ne sera pas synonyme d'une amélioration de la sécurité pour les sociétés locales mais probablement d'une prolifération des armes en libre circulation et d'une hausse des violences contre les civils.

Ce qui est certain, c'est que l'offre de coopération de sécurité occidentale et notamment française devrait être de plus en plus concurrencée par des ESSD étrangères, en tête desquelles les sociétés russes et chinoises. Par conséquent, il sera de plus en plus compliqué pour la France de ne pas adapter son modèle de sécurité privée aux évolutions du contexte international, marqué par des acteurs ayant de plus en plus recours aux modes d'actions hybrides²⁴¹. Le modèle français reste en effet freiné par des barrières culturelles et institutionnelles à l'externalisation de la défense. L'idée que l'État et son armée forment l'identité nationale, et que

²⁴⁰ Alessandro ARDUINO, « Les sociétés militaires privées chinoises : ni Blackwater, ni Wagner », [Le Rubicon](#), 27 mars 2024.

²⁴¹ Gabriel SOUBRIER, « Définir le rôle des ESSD dans un contexte de compétition stratégique », [Revue Défense Nationale](#), 2022/HS3.

l'exercice de la violence est un pouvoir souverain qui ne peut être délégué (loi de 2003 interdisant le mercenariat), reste prédominante. Alors que le modèle français des entreprises de sécurité et de défense privées partage la même rationalité que le modèle anglo-saxon (« *rationalité économique de l'externalisation dans le contexte de la réduction des forces militaires* »²⁴²), le périmètre d'activité des ESSD françaises est plus restreint (seules les activités de soutien sont considérées comme « externalisables », absence de sociétés de classes 3 ou 4) et il existe un manque d'intégration des capacités privées à nos armées ainsi qu'à nos cadres de pensée, comme l'expliquaient Aude Thomas, Vincent Tourret et Philippe Gros dans leur étude FRS de juin 2020. En l'absence de doctrine nationale, on observe un sous-développement d'entités de sécurité et de défense privées nationales d'une part, et par conséquent, un manque de fiabilité et de contrôle par les autorités militaires et politiques d'autre part.

Or, dans un contexte de compétition stratégique accrue et d'utilisation croissante de la guerre hybride et des tactiques dites de « zone grise », il existe un besoin fondamental d'outils de connaissance, de supervision et de contrôle des ESSD, afin de mieux les appréhender, mieux identifier ces acteurs ou dispositifs hostiles à nos intérêts, mieux définir nos règles d'engagement envers ces derniers et élaborer de meilleures stratégies pour contrer nos adversaires. Comment la France peut-elle lutter contre les ESSD hostiles à ses intérêts si elle ne peut même pas les désigner ?

Conclusion et recommandations

La relation sino-russe s'est imposée comme l'un des axes structurants du paysage stratégique, dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine et par la rivalité de puissances. Si elle n'est qu'un pan parmi d'autres de ce « partenariat sans limites », la privatisation de la sécurité n'en reste pas moins un enjeu stratégique pour les deux puissances comme pour la France et ses alliés.

Vues de Pékin, les ESSD constituent une réponse aux lacunes en matière de protection des intérêts chinois à l'étranger ainsi qu'un soutien à la diplomatie sécuritaire. Du côté de Moscou, les ESSD (de Classes 3 et 4) sont surtout un vecteur d'influence et de déstabilisation au service d'objectifs de politique étrangère. Pour les deux pays, les ESSD jouent un rôle crucial en matière de sécurité politique – une priorité absolue pour le Kremlin comme pour Zhongnanhai.

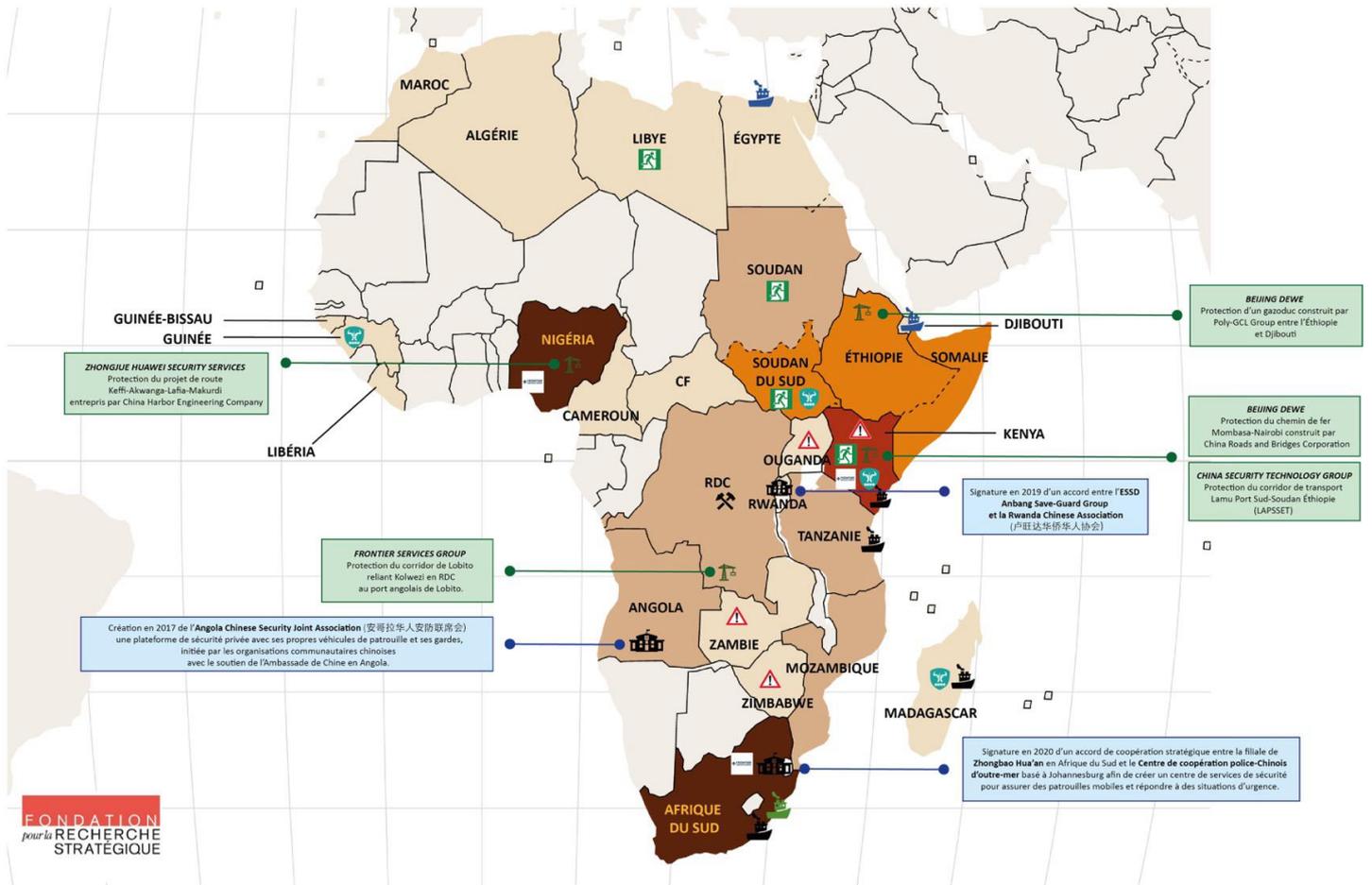
Mais si la Chine et la Russie tirent d'importants bénéfices des activités des ESSD, les deux modèles ne sont pas sans failles, comme l'illustrent les incidents impliquant des ESSD russes et chinoises sur le continent. Ils soulèvent tous deux des enjeux de législation et de contrôle pour Moscou et Pékin. En outre, le développement rapide des ESSD russes et chinoises sur le continent soulève des risques réels pour la sécurité des populations locales – en raison des tendances aux violations des droits humains commises par certaines sociétés – mais aussi pour les intérêts occidentaux – du fait de l'augmentation des marchés saisis au détriment des entreprises occidentales et des stratégies de « zones grises » employées par les ESSD russes.

²⁴² Aude THOMAS, Vincent TOURRET et Philippe GROS, *op. cit.*

Ainsi, dans ce contexte, plusieurs pistes de réflexion sont envisagées sur la base des travaux menés par la FRS en 2020 et 2023-2024. Il convient notamment de :

- ▶ **développer nos outils de connaissance des ESSD**, en insistant sur le renseignement d'intérêt militaire (renseignement de documentation, ciblage large spectre, travaux d'anticipation et analyses systémiques) mais aussi sur les procédures d'appel d'offres qui peuvent renseigner sur les organigrammes, influences et modes opératoires des entités. S'agissant des ESSD chinoises par exemple, l'effort doit notamment porter sur l'identification de potentiels liens avec les conglomerats de défense et les services de renseignement chinois. Le développement d'outils de connaissance doit s'accompagner d'un soutien à la recherche académique dans le domaine ;
- ▶ **élaborer un cadre de pensée doctrinal national cohérent** ainsi que des outils juridiques de contrôle et de supervision aux étapes de planification et de conduite des opérations ;
- ▶ **promouvoir un nouveau modèle français d'ESSD**, plus compétitif, afin de mieux rivaliser avec les ESSD étrangères. Cela doit s'accompagner d'un renforcement des efforts dans le champ informationnel afin de renforcer l'influence française sur le continent et de lutter contre les stratégies (russes en premier lieu) de manipulation de l'information ;
- ▶ **contribuer au niveau international à mieux encadrer les activités des ESSD**, notamment grâce aux nouveaux outils de contrôle mis en place ;
- ▶ **dénoncer la coopération sino-russe qui soutient les actions de déstabilisation et de prédation des ressources** de groupes comme Wagner (*name & shame*). La reconfiguration en cours du modèle russe, qui relègue (quelque peu) au second plan la stratégie de « déni plausible » et assume plus ouvertement ses liens avec des ESSD comme Wagner, peut être exploitée par les adversaires de Moscou pour mieux attribuer les menaces.

Annexe 1 CARTOGRAPHIE DES ESSD CHINOISES EN AFRIQUE

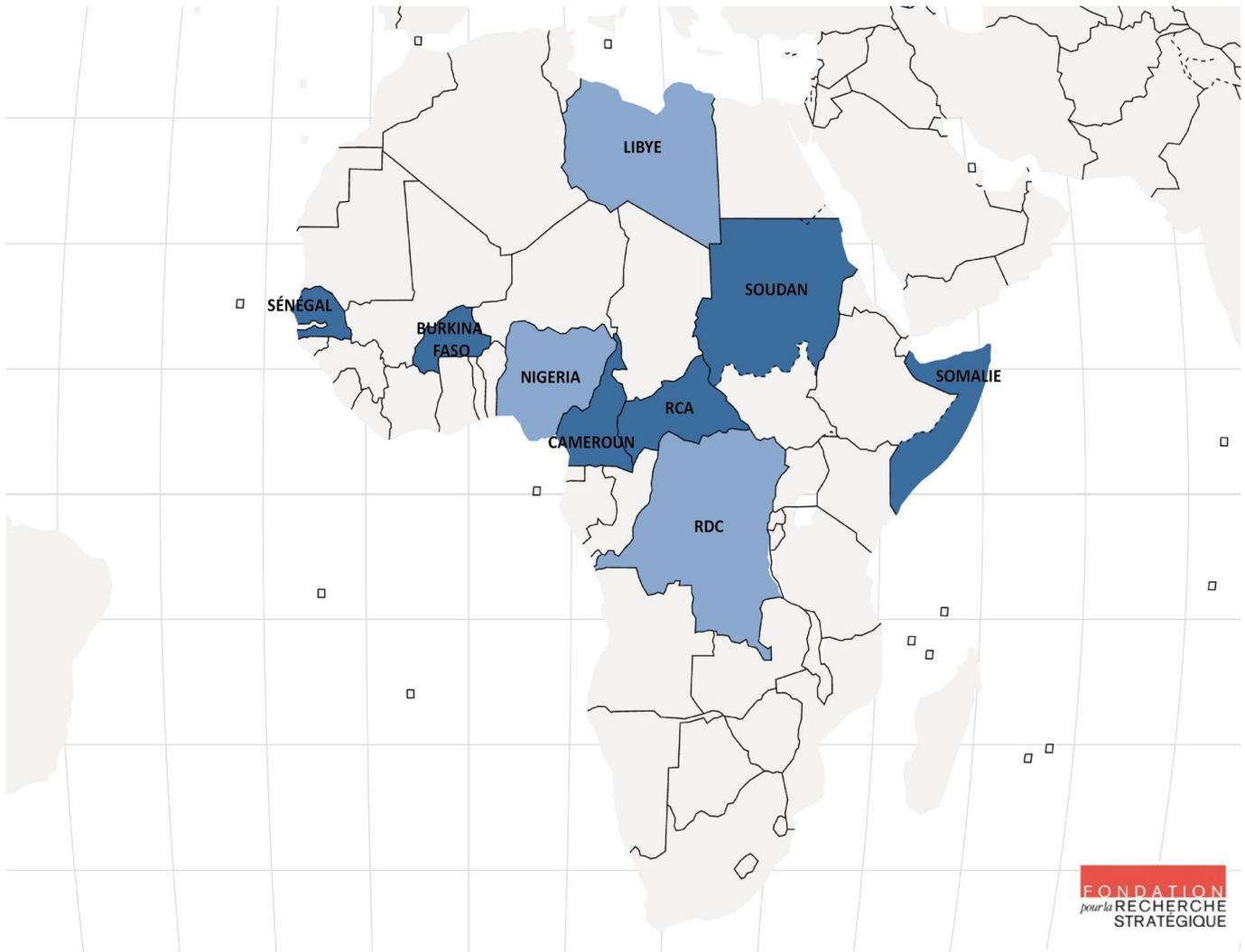


FONDATION pour la RECHERCHE STRATÉGIQUE

- | | | | | | |
|--|---|--|--|--|---|
| | 9+ ESSD chinoises actives dans le pays | | Filiale de Beijing DeWe Security Group | | Protection d'infrastructures critiques |
| | 8 ESSD chinoises actives dans le pays | | Filiale de Frontier Services Group | | "Front uni sécuritaire" |
| | 5-7 ESSD chinoises actives dans le pays | | Base d'escorte d'Overseas Security Guardians | | RESEVAC par des ESSD chinoises |
| | 4 ESSD chinoises actives dans le pays | | Base d'escorte de Sinoguard | | Incidents impliquant des ESSD chinoises |
| | 1-3 ESSD chinoises actives dans le pays | | Base d'escorte de HuaXin ZhongAn | | |
| | Pays avec les plus larges diasporas chinoises | | Implication dans des activités minières | | |

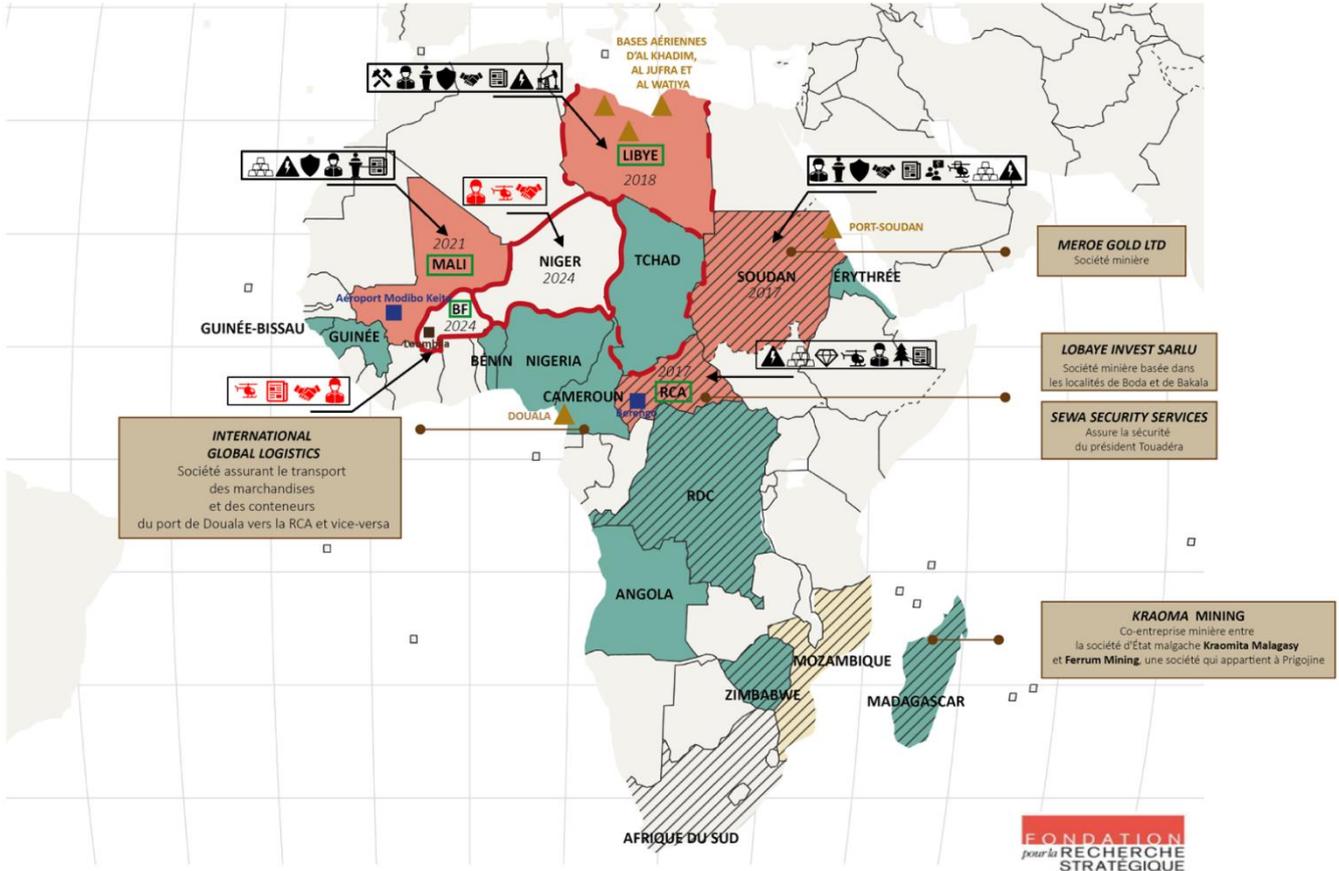
Annexe 2

CARTOGRAPHIE DE LA PRÉSENCE D'ESSD RUSSES ET CHINOISES EN AFRIQUE



-  Présence d'ESSD russes ET chinoises avérées
-  Présence d'ESSD russes ET chinoises soupçonnées

Annexe 3 CARTOGRAPHIE DE WAGNER ET AFRICA CORPS EN AFRIQUE



Présence et activités de Wagner

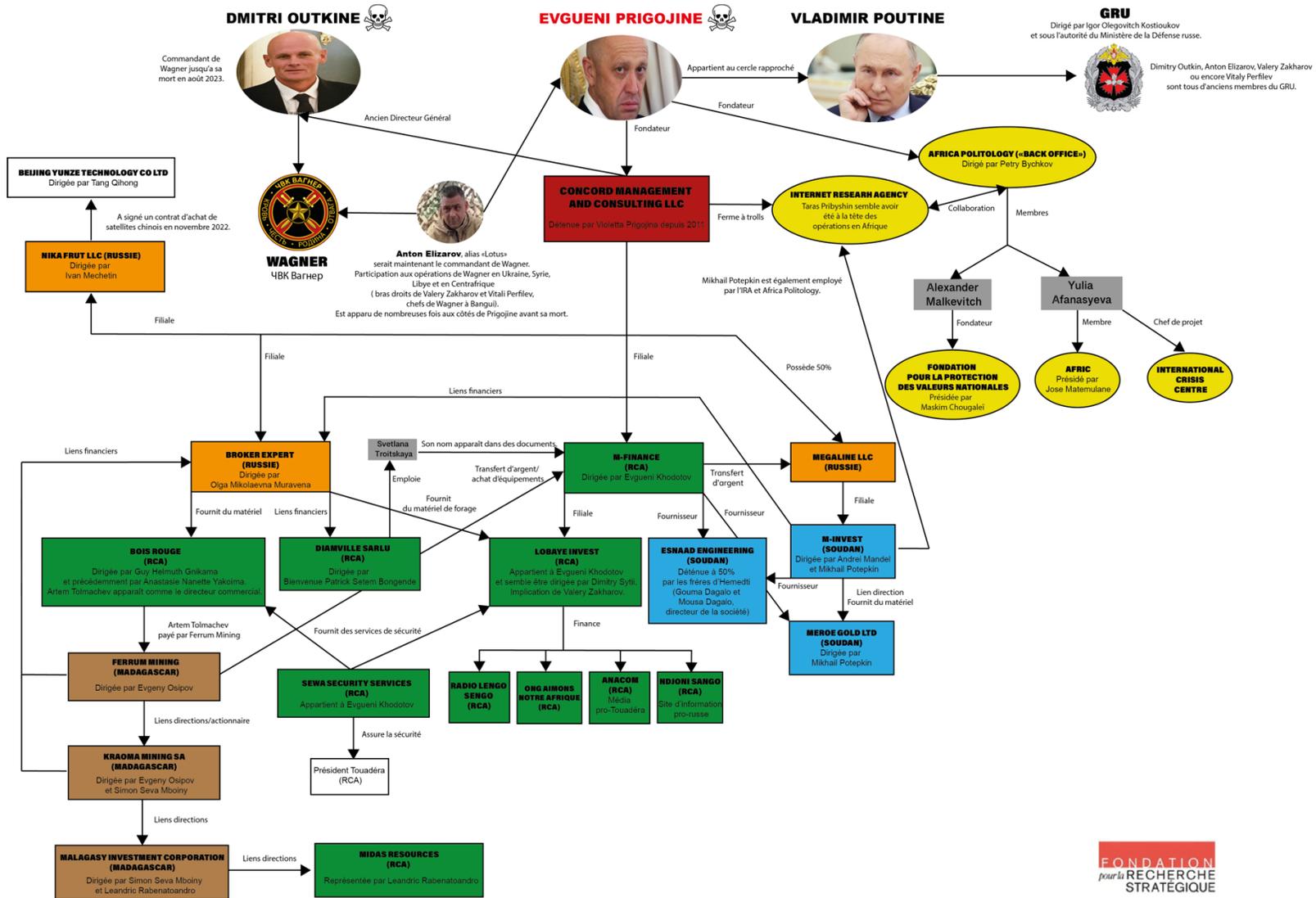
- Présence avérée de mercenaires de Wagner
- Présence suspectée de mercenaires de Wagner
- Fin de la présence des mercenaires de Wagner
- Opérations d'influence pro-Kremlin
- Nom de la société Principales sociétés affiliées à Wagner
- ANNÉE Année présumée de l'arrivée de Wagner
- 👤 Participation à des combats armés
- 📰 Campagne de désinformation et propagande
- 🏠 Activités d'exploitation d'or
- 🏗️ Activités d'extraction de pétrole
- 💎 Activités d'exploitation de diamants
- 🌲 Activités d'exploitation de bois
- 🛡️ Formation des forces de sécurité locales
- 👮 Services de protection rapprochée d'élites gouvernementales
- ⚠️ Incidents impliquant Wagner
- 🤝 Accord entre Moscou et l'État où opère Wagner
- ✈️ Livraison de matériel militaire
- 🚚 Escorte armée de convoi
- 🔨 Sécurisation d'infrastructures
- 👥 Soutien au gouvernement local
- 🏢 Base militaire de Wagner
- 📦 Hub logistique de Wagner

Présence et activités d' Africa Corps

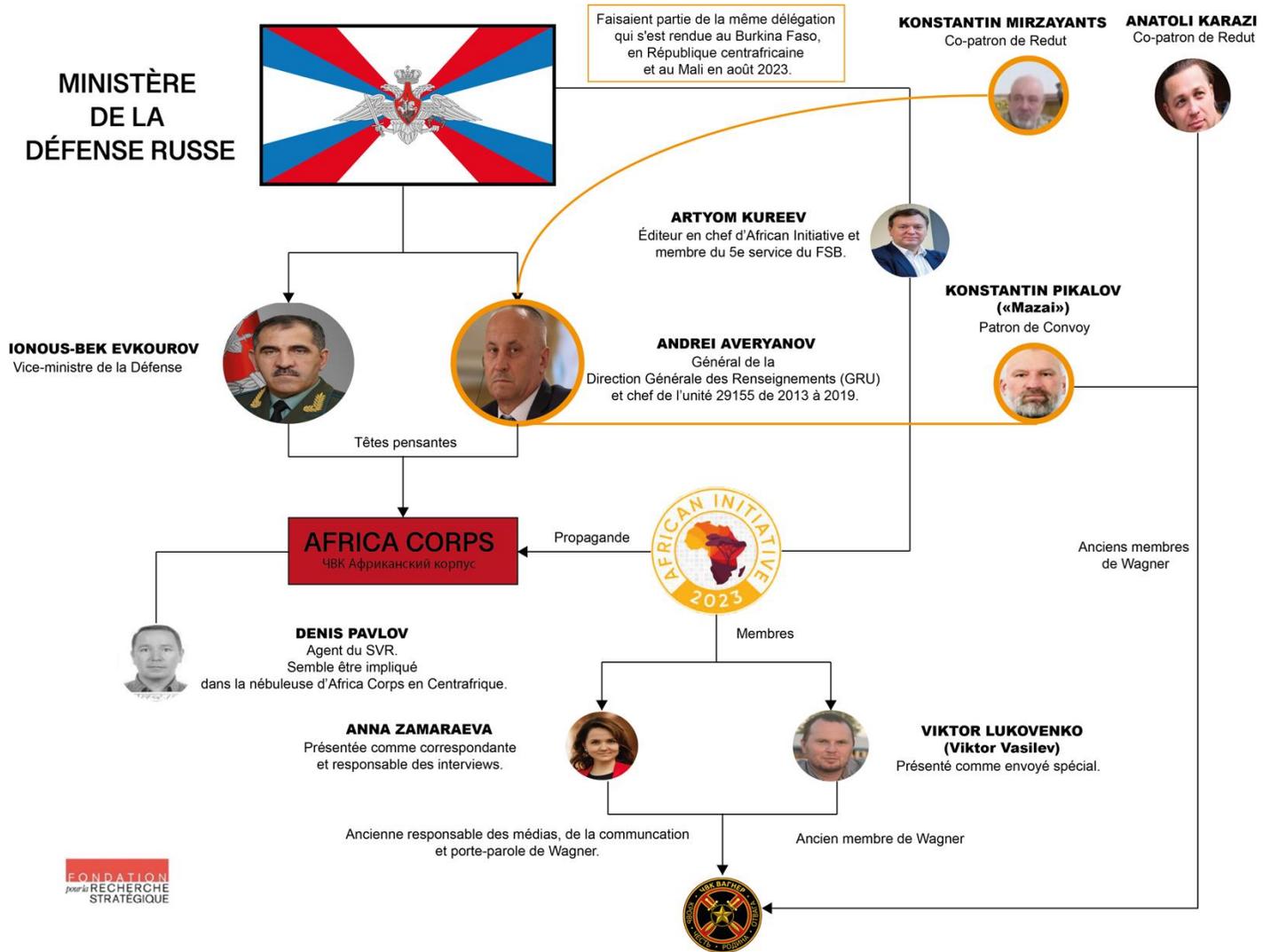
- Présence avérée d' Africa Corps
- Présence suspectée d' Africa Corps
- Base militaire russe à Loumbila
- PAYS Visite de délégations russes entre 08/2023 et 09/2023
- 🤝 Accord entre Moscou et l'État où opère Africa Corps
- 👤 Déploiement de mercenaires
- 📰 Campagne de désinformation et propagande
- ✈️ Livraison de matériel militaire

Annexe 4

INFOGRAPHIE DE L'EMPIRE DE PRIGOJINE EN AFRIQUE



Annexe 5 INFOGRAPHIE INDICATIVE D'AFRICA CORPS



Annexe 6

TABLEAU COMPARATIF DE WAGNER ET AFRICA CORPS

	WAGNER	AFRICA CORPS
DIRECTION	Anciennement financée par Evgueni Prigogine, commandé par Dmitri Outkine et le GRU, et maintenant dirigé par Anton Elizarov.	Ministère de la Défense
SALAIRE	220 000-240 000 roubles/mois	Minimum 280 000 roubles/mois
EXPÉRIENCE	Expérience de combat non requise avant recrutement. Recrutement de prisonniers et criminels.	Expérience de combat requise. Personnes ayant participé à des opérations militaires ou étant des ex-combattants du groupe Wagner.
ÂGE REQUIS	22 à 50 ans	25 à 45 ans
TYPES DE CONTRATS	Des contrats allant de 3 à 6 mois. Certains contrats en Afrique peuvent durer 9 mois.	Des contrats de minimum 1 an pouvant aller jusqu'à 3 ans. Les contrats sont signés avec le ministère de la Défense.
PRÉSENCE EN AFRIQUE	Mali, Centrafrique, Libye, Soudan	Burkina Faso et Niger
EFFECTIFS ESTIMÉS	LIBYE : 1 200-2 200 ²⁴³ – RCA : 1 200-1 800 ²⁴⁴ MALI : 1 000-1 500 ²⁴⁵ – SOUDAN : 500-1 000 ²⁴⁶	BURKINA FASO : 100-200 / NIGER : 150-300
ENTREPRISES AFFILIÉES	Nombreuses entreprises affiliées qui permettent de financer les salaires et les opérations.	Semble reposer sur les fonds publics. Il est quand même intéressant de noter qu'il est précisé que des paiements peuvent être effectués en devises étrangères
LIEN AVEC LA CHINE	Liens avérés avec la Chine (vente d'équipement et de technologie).	Aucun lien avéré ou soupçonné jusqu'à présent.

²⁴³ « Wagner Group activities in Libya and the Sahel region after the failed 'Putsch' in Russia-Business as Usual », Casimir Pulaski Foundation, 27 octobre 2023 ; Michelle NICHOLS, « Up to 1,200 deployed in Libya by Russian military group- UN report », Reuters, 6 mai 2020.

²⁴⁴ « What is Russia's Wagner Group doing in Sudan? Why is Vladimir Putin's shadow army pushing its way into Africa? », *Firstpost*, 24 avril 2023.

²⁴⁵ Antonio GIUSTOZZI, *op. cit.* ; « Russia's Wagner Group in Africa: Issues for Congress », Congressional Research Service, 3 août 2023.

²⁴⁶ Jeremy HOWELL, Peter MWAI, Grigor Atanesian, « Wagner in Sudan: What have Russian mercenaries been up to? », BBC News, 24 avril 2023.

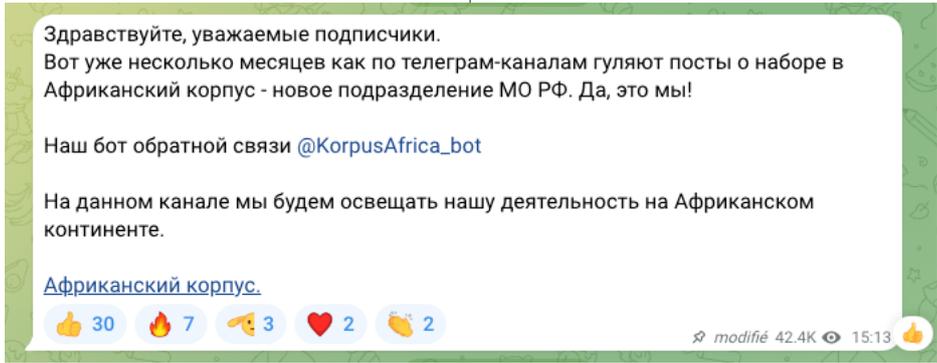
Annexe 7

CHRONOLOGIE DE LA CRÉATION ET DE L'IMPLANTATION D'AFRICAN INITIATIVE ET D'AFRICA CORPS EN AFRIQUE

Extrait du message- « L'objectif de notre agence de presse est de devenir ce pont d'information entre la Russie et l'Afrique, si nécessaire aujourd'hui. Nous voulons élargir mutuellement la connaissance des Russes et des Africains, nous voulons parler à nos compatriotes russes des nombreuses opportunités qui s'ouvrent à la Russie et à l'Afrique. »

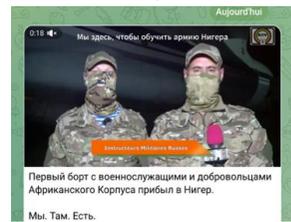
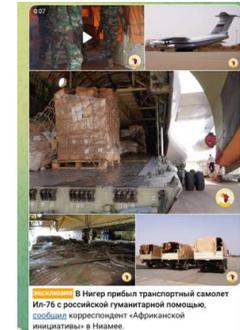
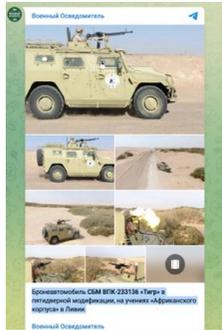
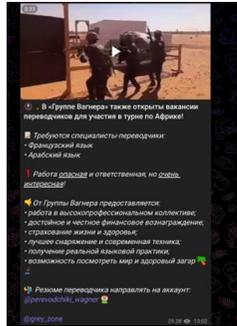


Extrait du message- « Le corps a besoin de spécialistes de diverses professions et les militaires ayant une expérience de combat sont les bienvenus. »



Extrait du message- « Depuis plusieurs mois, des messages circulent sur les chaînes Telegram concernant le recrutement d'une nouvelle unité du ministère russe de la Défense au sein d'Africa Corps. Oui c'est nous ! »

<p>Extrait du message- « Un contingent russe de 1000 personnes assurera la sécurité du leader du pays Ibrahim Traoré et du peuple burkinabé contre les attaques terroristes. »</p>	<p>Extrait du message- « Le groupe Wagner propose également des postes vacants à des traducteurs souhaitant participer à une tournée en Afrique. »</p>	<p>Extrait du message- « Véhicule blindé SBM VPK-233136 «Tiger» en version cinq portes, lors des exercices d'Africa Corps en Libye. »</p>	<p>Extrait du message- « 100 instructeurs d'Africa Corps sont arrivés au Niger. Ils formeront les forces armées du pays. »</p>	<p>Extrait du message –« Équipements et armes du « Corps Africain » des forces armées russes, livrés par les grands navires de débarquement « Ivan Gren » et « Alexander Otrakovsky » au port de Tobrouk en Libye. »</p>	<p>Extrait du message- « Un avion de transport Il-76 transportant l'aide humanitaire russe est arrivé au Niger, a rapporté le correspondant d'African Initiative à Niamey. »</p>
--	--	---	--	--	--



Extrait du message- « Le premier avion transportant des militaires et des volontaires d'Africa Corps est arrivé au Niger. »



Extrait du message- « Une autre vidéo de Tobrouk montre qu'Africa Corps a amené avec lui non seulement des camionnettes et des barils d'eau mais aussi du matériel plus lourd. »